

**SENAT DE BELGIQUE****BELGISCHE SENAAT****SESSION DE 1983-1984**

29 MARS 1984

**Projet de loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1984**

**Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1983**

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA DEFENSE  
PAR M. UYTTENDAELE

**SOMMAIRE**

	Pages
I. Exposé du Ministre de la Défense national . . . . .	3
II. Discussion générale . . . . .	22
Chapitre 1 <sup>er</sup> . — Aspects généraux . . . . .	22
1. Vision de l'avenir . . . . .	22
2. Présentation du budget . . . . .	22

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Cudell, président; Belot, Close, De Bremaeker, Descamps, du Monceau de Bergendal, Février, Friederichs, Humbert, Kevers, R. Maes, E. Peetermans, Rutten, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vandeborcht, Van Der Niepen, Vangronsveld et Uyttendaele, rapporteur.

Membre suppléant : M. Bens.

**R. A 12956**

*Voir :*

Document du Sénat :

5-IX (1983-1984) : N° 1 + Ann. : Projet de loi.

**R. A 12917**

*Voir :*

Document du Sénat :

6-IX (1983-1984) : N° 1 : Projet de loi.

**ZITTING 1983-1984**

29 MAART 1984

**Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1984**

**Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1983**

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
DEFENSIE UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER UYTTENDAELE

**INHOUD**

	Bladz.
I. Uiteenzetting van de Minister van Landsverdediging . . . . .	3
II. Algemene bespreking . . . . .	22
Hoofdstuk 1. — Algemene aspecten . . . . .	22
1. Toekomstvisie . . . . .	22
2. Voorstelling van de begroting . . . . .	22

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Cudell, voorzitter; Belot, Close, De Bremaeker, Descamps, du Monceau de Bergendal, Février, Friederichs, Humbert, Kevers, R. Maes, E. Peetermans, Rutten, Mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Vandeborcht, Van Der Niepen, Vangronsveld en Uyttendaele, verslaggever.

Plaatsvervanger : de heer Bens.

**R. A 12956**

*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

5-IX (1983-1984) : N° 1 + Biji. : Ontwerp van wet.

**R. A 12917**

*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

6-IX (1983-1984) : N° 1 : Ontwerp van wet.

	Pages	Bladz.
3. L'évolution du budget . . . . .	24	—
4. Obligations au sein de l'O.T.A.N. . . . .	26	24
5. Charges du service médical . . . . .	27	26
6. Entraînement des forces . . . . .	28	27
7. Entraînement à la force aérienne . . . . .	29	28
8. La coopération technique militaire . . . . .	30	29
9. Les crédits relatifs à la recherche scientifique . . . . .	31	30
10. Le redéploiement éventuel des forces belges en Allemagne . . . . .	31	31
11. La charge de la dette . . . . .	32	31
<b>Chapitre 2. — Le personnel</b> . . . . .	<b>33</b>	<b>32</b>
1. Composition du cabinet du Ministre de la Défense nationale . . . . .	33	33
2. Le service militaire . . . . .	33	33
3. La solde des miliciens . . . . .	33	33
4. La prolongation éventuelle du service . . . . .	34	33
5. Le problème des capitaines-commandants . . . . .	35	34
6. Le paiement des heures supplémentaires . . . . .	35	35
7. La situation du personnel des F.B.A. . . . .	36	35
8. La position administrative d'un officier au Zaïre. — Commissionnement à un grade supérieur . . . . .	38	36
<b>Chapitre 3. — Les équipements</b> . . . . .	<b>38</b>	<b>38</b>
1. Le programme NIKE . . . . .	38	38
2. Le programme MILAN . . . . .	39	38
3. Le programme HELIP . . . . .	40	39
4. Les programmes aéromobilité I et II . . . . .	41	40
5. Les programmes SHORAD . . . . .	42	41
6. Les véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI)	43	42
7. Economies sur les investissements . . . . .	44	43
8. Le plan décennal d'investissements . . . . .	45	44
9. Programmes mentionnés à divers articles du budget (notamment chars Léopard, VBCI, avions, hélicoptères et navires) . . . . .	46	45
<b>Chapitre 4. — Plan de rénovation domaniale et investissements pour travaux d'infrastructure</b> . . . . .	<b>48</b>	<b>46</b>
1. Le plan de rénovation domaniale . . . . .	48	48
2. Engagements relatifs à des terrains, à la construction et à l'équipement d'installations militaires . . . . .	50	48
3. L'utilisation d'installations étrangères . . . . .	53	50
4. Questions concernant la base de Florennes et l'installation de missiles de croisière . . . . .	54	53
<b>III. Discussion des articles</b> . . . . .	<b>57</b>	<b>54</b>
§ 1 <sup>er</sup> . Questions sur les articles du projet de loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année 1984 . . . . .	57	57
§ 2. Questions relatives aux articles budgétaires . . . . .	61	57
§ 3. Discussion d'un amendement . . . . .	72	61
<b>IV. Votes</b> . . . . .	<b>74</b>	<b>72</b>
<b>Annexe</b> . . . . .	<b>75</b>	<b>74</b>
<b>Bijlage</b> . . . . .	<b>75</b>	<b>75</b>
<b>Hoofdstuk 2. — Het personeel</b> . . . . .	<b>33</b>	<b>—</b>
1. Samenstelling van het kabinet van de Minister van Landsverdediging . . . . .	33	33
2. Dienstplicht . . . . .	33	33
3. De soldij van de dienstplichtigen . . . . .	33	33
4. Eventuele verlenging van de militaire dienst . . . . .	34	34
5. Het probleem van de kapiteins-commandanten . . . . .	35	35
6. Betaling van de overuren . . . . .	35	35
7. De toestand van het personeel van de B.S.D. . . . .	36	36
8. Administratieve toestand van een officier in Zaïre. — Aanstellingen in een hogere graad . . . . .	38	38
<b>Hoofdstuk 3. — De uitrusting</b> . . . . .	<b>38</b>	<b>38</b>
1. Het NIKE-programma . . . . .	38	38
2. Het MILAN-programma . . . . .	39	39
3. Het HELIP-programma . . . . .	40	40
4. De aëromobiliteitsprogramma's I en II . . . . .	41	41
5. Het SHORAD-programma . . . . .	42	42
6. De pantserinfanterie gevechtsvoertuigen (PIGV) . . . . .	43	43
7. Bezuiniging op de investeringen . . . . .	44	44
8. Het tienjarenplan voor investeringen . . . . .	45	45
9. Programma's vermeld in verscheidene begrotingsartikelen (o.a. Leopard-tanks, de PIGV, vliegtuigen, helikopters en schepen) . . . . .	46	46
<b>Hoofdstuk 4. — Domaniaal renovatieplan en investeringen voor infrastructuurwerk</b> . . . . .	<b>48</b>	<b>48</b>
1. Het domaniaal renovatieplan . . . . .	48	48
2. Vastleggingen voor gronden, bouw en uitrusting van militaire installaties . . . . .	50	50
3. Gebruik van vreemde installaties . . . . .	53	53
4. Vragen rond de basis te Florennes en het opstellen van kruisraketten . . . . .	54	54
<b>III. Artikelsgewijze besprekking</b> . . . . .	<b>57</b>	<b>57</b>
§ 1. Vragen over de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het jaar 1984 . . . . .	57	57
§ 2. Vragen met betrekking tot begrotingsartikelen . . . . .	61	61
§ 3. Besprekking van een amendement . . . . .	72	72
<b>IV. Stemmingen</b> . . . . .	<b>74</b>	<b>74</b>

## I. EXPOSE DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tout comme l'année passée, je m'efforce de vous donner une présentation fonctionnelle du budget de la Défense nationale. Cette présentation offre à mes yeux l'avantage de faire apparaître clairement le lien entre les activités envisagées et les crédits qui sont demandés pour les réaliser.

Cette manière de procéder devrait permettre de déterminer ultérieurement dans quelle mesure les moyens obtenus permettent de réaliser les objectifs fixés, ce qui pourrait se traduire par un taux de satisfaction.

D'autre part, cette présentation fonctionnelle doit faciliter l'actualisation et le suivi des différents problèmes.

Je me permets de vous faire remarquer que, depuis 1983 déjà, mon département recourt à la présentation fonctionnelle, comme préconisé récemment par la Commission sur la Réforme de la Comptabilité de l'Etat à l'adresse de tous les départements.

Je suis parfaitement conscient que la présentation fonctionnelle du budget 1984 n'est pas encore parfaite. Il y sera remédié compte tenu de l'expérience acquise.

Un budget est l'expression concrète d'une politique ou tout au moins son reflet. On peut aborder la conception d'un budget de deux manières : se fixer les objectifs et prévoir les moyens pour les satisfaire ou adapter ses ambitions aux moyens disponibles.

A défaut d'avoir les moyens de sa politique, il faut bien avoir la politique de ses moyens. La réalité ne se situe pas dans l'une de ces deux positions extrêmes, mais dans une combinaison des deux et ce, particulièrement en période de crise.

L'établissement du budget dans les circonstances actuelles se fait par une adaptation constante des moyens aux objectifs et des objectifs aux moyens en gardant perpétuellement à l'esprit le leitmotiv suivant : préserver l'essentiel et sacrifier l'accessoire.

Il n'est, d'autre part, pas possible de ne pas tenir compte de ce que j'appellerai « l'héritage du passé ». Il est évident qu'un programme engagé doit être poursuivi. Il est tout aussi clair qu'il ne m'est pas possible de maîtriser l'inflation sectorielle ainsi que les taux de change qui ont un impact très important aussi bien sur les dépenses d'investissement que de fonctionnement. Il en découle que la marge de manœuvre qui me reste est malheureusement assez limitée et qu'il est extrêmement difficile d'établir a priori une répartition des crédits entre les trois volets essentiels, c'est-à-dire le personnel, le fonctionnement et l'investissement.

Dans le cadre d'une structure donnée, les frais de personnel sont difficilement compressibles. Les frais de fonctionnement

## I. UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

Zoals vorig jaar streef ik ernaar u een functionele voorstelling te geven van de begroting van Landsverdediging. Deze voorstelling heeft mijns inziens het voordeel, duidelijk de binding aan te tonen tussen de vooropgestelde activiteiten en de gevraagde kredieten om ze te verwezenlijken.

Deze wijze van handelen zou ons in staat moeten stellen achteraf te bepalen in welke mate de ontvangen middelen toegelaten hebben de vastgestelde objectieven te verwezenlijken, hetgeen zou kunnen uitgedrukt worden door het bepalen van een voldoendingsgraad.

Anderzijds moet deze functionele voorstelling de actualisatie en het aanhoudend volgen van de verschillende problemen vergemakkelijken.

Ik veroorloof mij u opmerkzaam te maken op het feit dat mijn departement sinds 1983 reeds de functionele voorstelling heeft ingevoerd, zoals onlangs aanbevolen werd aan alle departementen door de Commissie voor de Hervorming van de Staatsboekhouding.

Ik ben er mij volledig van bewust dat de functionele voorstelling van de begroting 1984 nog niet perfect is. Aanpassingen zullen gebeuren rekening houdend met de opgedane ervaring.

Een begroting is de concrete uitdrukking van een beleid of ten minste de afspiegeling ervan. Men kan de opstelling van het budget op twee wijzen benaderen : de objectieven vastleggen en de middelen voorzien om ze te verwezenlijken of zijn ambities aanpassen aan de beschikbare middelen.

Bij gebrek aan middelen voor een beleid moet men wel een beleid hebben in functie van de middelen. De werkelijkheid leunt niet aan bij één van deze extreme toestanden, maar bij een combinatie van beide, en dit vooral in een crisisperiode.

Het opmaken van de begroting in de huidige omstandigheden wordt verwezenlijkt door een constante aanpassing van de middelen aan de objectieven, en van de objectieven aan de middelen, en dit door onophoudelijk het volgend leitmotiv voor ogen te houden : het essentiële vrijwaren en het bijkomstige opofferen.

Daarenboven is het niet mogelijk geen rekening te houden met hetgeen ik zal noemen « de erfenis van het verleden ». Het is duidelijk dat een programma waarvoor een verbintenis werd aangegaan moet voortgezet worden. Het is even duidelijk dat het mij niet mogelijk is de sectoriële inflatie te beheersen, noch de wisselkoers, die een aanzienlijke weerslag hebben zowel op de investeringsuitgaven als op de werkingsuitgaven. Daaruit volgt dat de speelruimte die mij overblijft ongelukkigerwijze tamelijk beperkt is, en dat het uiterst moeilijk is a priori een verdeling der kredieten voorop te stellen tussen de drie essentiële luiken, namelijk het personeel, de werking en de investeringen.

In het kader van een gegeven structuur zijn de personeels-onkosten moeilijk samendrukbaar. De werkingskosten betref-

concernent les dépenses inhérentes à la mise en condition des forces armées sur la base des normes minimales à atteindre.

Les frais d'investissement servent au renouvellement et à la modernisation de l'infrastructure et de l'équipement de la Défense nationale.

Statistiquement, la répartition des moyens financiers globaux s'est faite ces dernières années de la façon suivante : frais de personnel  $\pm$  50 p.c., de fonctionnement 25 p.c. et d'investissement 25 p.c.

Cette répartition ne peut pas être considérée comme immuable dans le temps. Au contraire, toute gestion dynamique doit viser en permanence à atteindre les objectifs fixés en utilisant les moyens disponibles de la façon la plus efficiente possible. Il est évident qu'aussi bien les objectifs que les moyens peuvent subir des modifications ou des adaptations au cours du temps qui peuvent échapper partiellement ou totalement au contrôle de la Défense nationale. Dans un tel environnement en perpétuelle évolution, il est clair qu'un gel a priori de la répartition des moyens financiers entre les trois volets : personnel, fonctionnement et investissement, serait le signe d'une mauvaise gestion, basée uniquement sur le passé plutôt que tournée vers le présent et vers l'avenir. Une des conséquences de mon plan personnel sera, par exemple, une diminution des frais de personnel de telle sorte que leur pourcentage de dépenses totales s'approche de celui de mes partenaires de l'O.T.A.N. J'y reviendrai.

Après vous avoir donné les crédits globaux que je sollicite pour l'année budgétaire 1984, j'approfondirai, sous l'angle de la présentation fonctionnelle, chacun des trois volets importants du budget de la Défense nationale, à savoir le personnel, le fonctionnement et l'investissement.

Les crédits que je sollicite pour l'année budgétaire 1984 s'élèvent à 99 771,6 millions de francs. Contrairement au budget initial présenté en 1983, le budget de 1984 inclut des crédits exceptionnels accordés dans le cadre du programme national d'investissement (selectivité industrielle et programme complémentaire), pour un montant de 740 millions de francs. Abstraction faite de ces crédits, nous constatons une augmentation de 5 263,2 millions de francs, ce qui représente une croissance nominale de 5,6 p.c. par rapport au budget initial de 1983, qui, je le rappelle, s'élevait à 93 768,4 millions de francs.

L'ensemble des moyens peut se répartir de la façon suivante :

95 546,4 millions de francs de dépenses courantes;  
4 225,2 millions de francs de dépenses de capital;

ou selon une autre répartition :

73 631,6 millions de francs de crédits non dissociés et  
26 140,0 millions de francs de crédits d'ordonnancement.

fen de uitgaven inherent aan de paraatstelling van de Strijdkrachten op basis van de te bereiken minimale normen.

De investeringskosten dienen voor de hernieuwing en de modernisering van de infrastructuur en van de uitrusting van de Krijgsmacht.

Statistisch was de verdeling van de globale financiële middelen de laatste jaren als volgt : personeelsuitgaven 50 pct., werkingsuitgaven  $\pm$  25 pct. en investeringsuitgaven 25 pct.

Deze verdeling mag niet beschouwd worden als zijnde onveranderlijk in de tijd. Integendeel, elk dynamisch beheer moet bestendig gericht zijn op het bereiken van de gestelde objectieven door de beschikbare middelen op de meest efficiënte wijze aan te wenden. Uiteraard kunnen zowel de objectieven als de middelen veranderingen of aanpassingen ondergaan in de tijd, die gedeeltelijk of geheel kunnen ontsnappen aan de controle van Landsverdediging. Tegen zulk een achtergrond van bestendige evolutie is het duidelijk, dat een a priori bevriezing van de verdeling van de financiële middelen onder de drie luiken — personeel, werking en investeringen — teken zou zijn van een slecht beheer, eerder uitsluitend op het verleden steunend dan gericht op het heden en naar de toekomst. Eén van de gevolgen van mijn personeelsplan, zal bijvoorbeeld de vermindering van de personeelsuitgaven zijn, zodanig dat zij uitgedrukt in percentage van de totale uitgaven deze van onze N.A.V.O.-partners zullen benaderen. Il zal hierop terugkomen.

Na de globale kredieten opgesomd te hebben die ik aanvraag voor het budgettair jaar 1984, zal ik, vanuit het oogpunt van de functionele voorstelling, elk van de drie voorname luiken van de begroting van Landsverdediging uitdiepen, namelijk het personeel, de werking en de investeringen.

De kredieten waarom ik verzoek voor het begrotingsjaar 1984 bedragen 99 771,6 miljoen frank. In tegenstelling tot het oorspronkelijke, in 1983 voorgestelde budget, bevat het budget voor 1984 uitzonderlijke kredieten, toegekend in het kader van het nationaal investeringsprogramma (industriële selectiviteit en aanvullend programma), ten belope van 740 miljoen frank. Deze kredieten buiten beschouwing gelaten, stellen we een verhoging vast met 5 263,2 miljoen frank, hetgeen een nominale verhoging betekent met 5,6 pct. in vergelijking met het oorspronkelijk budget van 1983 dat, ik herhaal het, 93 768,4 miljoen frank bedroeg.

Het geheel van deze middelen kan als volgt verdeeld worden :

95 546,4 miljoen frank lopende uitgaven;  
4 225,2 miljoen frank kapitaaluitgaven;

of volgens een andere verdeling :

73 631,6 miljoen frank niet-gesplitste kredieten en  
26 140,0 miljoen frank ordonnanceringskredieten.

Si l'on répartit les moyens demandés par objet, on a :

- 48 759,2 millions de francs, soit 48,9 p.c. pour les dépenses de personnel;
- 26 274,2 millions de francs, soit 26,3 p.c. pour les dépenses de fonctionnement;
- 24 738,2 millions de francs, soit 24,8 p.c. pour les dépenses de rééquipement et d'infrastructure (dépenses d'investissement), y compris 20,2 millions de francs d'avance récupérable par l'Etat pour l'amortissement des emprunts souscrits par l'Office central d'Action sociale et culturelle (OCASC) de 1964 à 1969 et à partir de 1978 pour financer la construction de logements.

Le point de départ de la répartition fonctionnelle est le « Tableau joint au projet de loi » du « programme justificatif » du budget 1984 (page 34 du document imprimé) qui donne, par article budgétaire, la ventilation de tous les crédits inscrits vers un certain nombre de bénéficiaires, dont les différentes forces sont les plus importants.

Vous trouverez les résultats de cette ventilation des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement vers ces bénéficiaires dans le tableau I qui vient de vous être remis et qui, avec d'autres tableaux dont je vous entretiendrai tout à l'heure, peut être joint en annexe du rapport qui sera fait au nom de la Commission.

Les dépenses de personnel s'élèvent, je vous le rappelle, à 48 759,2 millions de francs, ce qui représente une augmentation nominale de 2 333,3 millions de francs, soit 5,03 p.c. par rapport au budget de 1983 où ces dépenses atteignaient 46 425,9 millions de francs.

Ces crédits ont d'ailleurs été fixés dans le cadre des décisions prises par le Gouvernement en matière de modération salariale dans la Fonction publique.

Comme il ressort du Tableau II en votre possession, tableau de présentation fonctionnelle des crédits de personnel, ces crédits englobent toutes les dépenses relatives à la rémunération des militaires du cadre actif (40 967 millions de francs), du personnel civil (3 289,5 millions de francs) et à la solde des miliciens (1 071,3 millions de francs).

Il faut y ajouter les crédits pour les rappels d'un montant de 168,2 millions de francs, les primes de toute nature comme celles du personnel navigant, des parachutistes, les prestations de week-end et de longue durée... pour un montant de 1 388,9 millions de francs. S'ajoutent également les crédits couvrant les avantages en nature comme la nourriture gratuite des miliciens, leur habillement et celui des militaires en dessous du rang d'officier, pour un montant de 1 858,5 millions de francs.

Ces crédits couvrent les frais de mise en œuvre de ± 97 500 personnes au département, mais pas ceux des 148 militaires de l'assistance technique, ni des 57 personnes employées à l'Office de Renseignement et d'Aide aux Familles de

Wanneer men de gevraagde middelen opslist, betekent dit :

- 48 759,2 miljoen frank, hetzij 48,9 pct. voor de personeelsuitgaven;
- 26 279,2 miljoen frank, hetzij 26,3 pct. voor de werkingsuitgaven;
- 24 738,2 miljoen frank, hetzij 24,8 pct. voor de wederuitrustings- en infrastructuuruitgaven (investeringsuitgaven), inbegrepen 20,2 miljoen frank door de Staat terugvorderbaar voorschot voor de aflossing van de leningen, aangegaan door de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie (CDSCA) tussen 1964 en 1969, en vanaf 1978 voor de bouw van logies.

Vertrekpunt van de functionele opsplitsing is de « tabel toegevoegd aan het wetsontwerp » van het « verantwoordingsprogramma » van de begroting 1984 (blz. 34 van het gedrukte document), die per budgettaar artikel de opsplitsing weergeeft van alle ingeschreven kredieten naar een bepaald aantal begunstigden toe, waarvan de verschillende krijgsmachtdelen de belangrijkste zijn.

De resultaten van deze opsplitsing in personeels-, werkings- en investeringsuitgaven naar deze verschillende begunstigden toe, vindt U terug in Tabel I die U zopas ter hand werd gesteld en die, samen met andere tabellen waarover ik U straks zal onderhouden, als bijlage zal opgenomen worden in het verslag dat opgemaakt zal worden in naam van de Commissie.

Ik breng U in herinnering dat de personeelsuitgaven 48 759,2 miljoen frank bedragen, wat een nominale stijging met 2 333,3 miljoen frank inhoudt, hetzij 5,03 pct. in vergelijking met het budget van 1983, waarbij de uitgaven opliepen tot 46 425,9 miljoen frank.

Deze kredieten werden bovendien vastgesteld in het kader van de regeringsbeslissingen in verband met de loonmatiging in de Openbare Dienst.

Zoals blijkt uit de in uw bezit zijnde Tabel II, die de functionele voorstelling van de personeelskredieten weergeeft, omvatten deze kredieten alle uitgaven die verband houden met de bezoldiging van de militairen van de aktieve kaders (40 967 miljoen frank), van het burgerpersoneel (3 289,5 miljoen frank) en met de soldij van de dienstplichtigen (1 071,3 miljoen frank).

Hierbij dienen de kredieten voor de wederoproepingen gevoegd te worden ten belope van 168,2 miljoen frank, en allerhande premies zoals deze van het varend personeel, de parachutisten, de weekend- en langdurige prestaties... ten belope van 1 388,9 miljoen frank. Daarbij komen nog de kredieten die de voordelen in natura dekken, zoals de kosteloze voeding van de dienstplichtigen, hun kleding en deze van de militairen onder de rang van officier, ten belope van 1 858,5 miljoen frank.

Deze kredieten dekken de kosten van de tewerkstelling van ± 97 500 personen op het departement, maar niet deze van de 148 militairen van de technische bijstand, noch van de 57 personen die tewerkgesteld zijn bij het Hulp- en Infor-

militaires (O.R.A.F.), ni de la main-d'œuvre civile engagée contractuellement aux Forces belges en Allemagne (personnel M.O.C.), soit 985 personnes sous contrat d'emploi allemand et 1 151 sous contrat belge.

Quoique ces dernières dépenses pourraient être définies comme des dépenses de personnel, elles sont toutefois rangées dans les dépenses de fonctionnement, tout comme les indemnités d'éloignement octroyées au personnel des Forces belges en Allemagne.

Je m'en voudrais de ne pas vous faire le point sur le plan du personnel 1984-1986 que j'ai présenté au Conseil des Ministres le 3 novembre dernier. Je vous rappelle que la problématique actuelle du personnel de la Défense nationale trouve son origine dans la limitation des moyens financiers dont nos forces disposent. La situation est telle que continuer à consacrer près de 50 p.c. du budget au personnel risque de compromettre à court terme l'opérationnalité de l'ensemble des Forces armées.

Afin de remédier, au moins partiellement à cette situation et en tenant compte des difficultés budgétaires que nous connaissons pour le moment en Belgique, j'ai, le 3 novembre dernier, présenté un plan du personnel 1984-1986 au Conseil des Ministres.

Ce plan a été renvoyé à un groupe de travail composé des représentants du Premier Ministre, des trois Vice-Premiers Ministres et des deux Ministres de l'Education nationale.

Ce plan est conçu de telle sorte qu'il permette d'améliorer au plus tôt le potentiel opérationnel de nos forces armées et de le maintenir ultérieurement. Ceci n'est, vous en conviendrez, pas une tâche facile, compte tenu du grand nombre de facteurs qui l'influencent et qui ont entre eux des interactions fort complexes.

Le plan, tel que formulé actuellement, ne peut donc être qu'un plan de compromis qui, je l'espère, pourra être adapté lorsque les temps seront redevenus meilleurs.

D'une façon concrète, ce plan comporte les trois volets suivants :

- Des mesures en rapport avec la durée hebdomadaire du temps de travail;
- Des mesures concernant les effectifs et le service militaire;
- Des mesures financières.

Les mesures en relation avec la durée hebdomadaire du temps de travail prévoient de la ramener de 40 à 38 heures et de supprimer les compensations en temps. Il faudra mettre au point un système d'indemnités des heures supplémentaires, système basé sur des paiements forfaitaires par 24 heures qui tienne compte du lieu et de l'intensité de la prestation.

Ramener le travail hebdomadaire de 40 à 38 heures signifie une diminution globale de 5 p.c. des heures de prestation du personnel soumis à ce régime, c'est-à-dire les sous-officiers et les volontaires de carrière.

matiebureau, noch van de contractuele burgerlijke arbeidskrachten van de Belgische Strijdkrachten in Duitsland, hetzij 985 personen onder Duits arbeidscontract en 1 151 onder Belgisch contract.

Hoewel laatstgenoemde uitgaven zouden kunnen bestemd worden als personeelsuitgaven, worden ze gerangschikt onder de werkingsuitgaven, net zoals de verwijderingsvergoedingen die aan het personeel van de Belgische Strijdkrachten in Duitsland toegekend worden.

Ik zou het mezelf kwalijk nemen indien ik u geen toelichting zou verschaffen omtrent mijn personeelsplan 1984-1986 dat ik aan de Ministerraad voorgesteld heb op 4 november jongstleden. Ik wil er u aan herinneren dat de huidige problematiek van het Defensiepersoneel zijn oorsprong vindt in de beperking van de financiële middelen waarover onze Strijdkrachten beschikken. De situatie is van die aard dat het verder besteden van om en bij de 50 pct. van het budget aan het personeel op korte termijn de operationaliteit van het geheel van de Strijdkrachten zou kunnen aantasten.

Ten einde alvast gedeeltelijk te verhelpen aan deze situatie, rekening houdend met de budgettaire moeilijkheden waarmee België tegenwoordig geconfronteerd wordt, heb ik op 4 november laatstleden een personeelsplan 1984-1986 bij de Ministerraad ingediend.

Dit plan werd verwezen naar een werkgroep, bestaande uit vertegenwoordigers van de Premier, van de drie Vice-Eerste Ministers en van de twee Ministers van Nationale Opvoeding.

Dit plan is dusdanig opgevat dat het toelaat het operationele potentieel van onze Strijdkrachten zo snel mogelijk te verbeteren en nadien op peil te houden. U begrijpt dat dit geen gemakkelijke opdracht is, rekening houdend met het groot aantal factoren dat hierop van invloed is en die erg complex op elkaar inspelen.

In zijn huidige formulering kan dit plan dan ook slechts een compromis zijn dat, naar ik hoop, aangepast zal kunnen worden in betere tijden.

Concreet bevat dit plan de drie volgende luiken :

- Maatregelen betreffende de wekelijkse werktijd;
- Maatregelen betreffende de effectieven en de dienstplaat;
- Financiële maatregelen.

De maatregelen in verband met de wekelijkse arbeidsduur voorzien de huidige 40-uren per week principieel terug te brengen tot 38-uren en de tijdscompensaties af te schaffen. Voor de gepresteerde overuren moet dan een vergoedings-systeem worden uitgewerkt, gebaseerd op forfaitaire uitkeringen per etmaal en rekening houdend met de intensiteit en de plaats van de geleverde prestatie.

De wekelijkse arbeidsduur van 40 naar 38 uren terugbrengen betekent een globale vermindering van 5 pct. van de werkprestaties van het personeel onderworpen aan dit regime, dit wil zeggen de onderofficieren en de beroeps vrijwilligers.

Dans les unités et organismes et pour certaines tâches administratives l'impact négatif de cette diminution des temps de prestation ne pourra être compensé qu'en prenant des mesures internes d'assainissement et de rationalisation, en vue de réaliser le même travail par moins de gens qu'auparavant ou dans un temps plus court.

Pareilles mesures ne peuvent évidemment pas être prises pour les fonctions exigeant une permanence continue. L'introduction des 38 heures ne peut être, dans ce cas, compensée que par une augmentation des effectifs de 1 300 hommes.

En ce qui concerne les effectifs d'officiers et de sous-officiers, ils seront maintenus à leur niveau actuel. Ce niveau, décidé dans les années 1972-1976 représente, dans le cadre des structures en place, le minimum absolu en temps de paix pour réaliser efficacement la mise en condition et préparer la mise en œuvre de nos moyens de défense.

Par contre, pour les volontaires, il sera procédé à une diminution progressive, répartie sur trois ans, de leurs effectifs qui seront ramenés des 28 500 prévus actuellement à 25 500. Cette diminution sera réalisée en ne remplaçant que partiellement ceux qui quittent. On ne peut en aucun cas parler de licenciements. Concrètement, les diminutions d'engagements atteindront 200 en 1984, 1 900 en 1985 et 3 000 en 1986. Ces 3 000 tiennent compte des 1 300 volontaires à prévoir pour compenser la diminution de la durée du temps de travail dans les services continus. Cette réduction partielle de l'effectif des volontaires sera compensée, d'une part, par la diminution du nombre de fonctions non opérationnelles et la suppression de certaines structures et d'autre part, par une augmentation du nombre de miliciens.

L'augmentation du contingent de  $\pm$  4 500 unités en compensation de la réduction de l'effectif de volontaires de 3 000 unités est évidemment due à l'effet de recouvrement, étant donné que la durée du service militaire reste inchangée, c'est-à-dire huit mois aux Forces belges en Allemagne et dix mois en Belgique.

Il est également prévu d'offrir la possibilité aux miliciens, de prolonger leur service militaire de deux ou quatre mois comme appointés à court terme et ce, pour autant qu'ils en fassent la demande.

Pour le régiment para-commando, la situation est inchangée, c'est-à-dire un temps de service de dix mois avec solde, suivi d'une période de cinq mois comme appointé à court terme.

Nous prévoirons progressivement plus de places pour les miliciens au sein du régiment para-commando afin de satisfaire les demandes toujours plus nombreuses pour cette unité. La vie dure et sportive au sein de ces troupes d'élite présente un défi que désirent relever un nombre toujours plus grand de jeunes. Il me paraît regrettable, voire inacceptable de devoir les décevoir par manque de places.

A propos des para-commandos, lors de la discussion du budget de la Gendarmerie en commission, un commissaire

In de eenheden en diensten en voor sommige administratieve taken zal de negatieve weerslag van deze vermindering van de prestatietijd enkel kunnen opgevangen worden door het nemen van interne sanerings- en rationaliseringmaatregelen met het oog op het uitvoeren van hetzelfde werk met minder personeel dan voordien of in een kortere tijds-spanne.

Dergelijke maatregelen kunnen natuurlijk niet genomen worden voor de functies van de continudiensten. De invloeding van de 38 uren kan, in dit geval, enkel opgevangen worden door een verhoging van de effectieven met 1 300 man.

De effectieven van officieren en onderofficieren zullen op het huidige peil gehouden worden. Dit peil, dat vastgesteld werd tijdens de periode 1972-1976, betekent in het kader van de bestaande structuren het absolute minimum in vredestijd om op efficiënte wijze de paraatstelling te realiseren en de inwerkingstelling van onze defensiemiddelen voor te bereiden.

Voor de vrijwilligers daarentegen zal, gespreid over drie jaar, een geleidelijke vermindering voorzien worden van het huidig aantal van 28 500 naar 25 500. Deze vermindering zal gerealiseerd worden door de vertrekenden slechts gedeeltelijk te vervangen. Er is derhalve geenszins sprake van afdankingen. De minder-wervingen zullen konkreet voor 1984, 200 bedragen; voor 1985, 1 900 en voor 1986, 3 000. Dit cijfer van 3 000 houdt rekening met de 1 300 supplementaire functies te voorzien om de werkduurvermindering in de continudiensten op te vangen. Deze gedeeltelijke afbouw van het effectief der vrijwilligers zal gecompenseerd worden enerzijds door het verminderen van het aantal niet-operationele functies en het afschaffen van bepaalde structuren en anderzijds door een verhoging van het aantal dienstplichtigen.

Het verhogen van het contingent met  $\pm$  4 500 manschappen ter compensatie van de vermindering van de effectieven der vrijwilligers met 3 000 is natuurlijk het gevolg van het overlappendseffect, gezien de duurtijd van de dienstplicht ongewijzigd zou blijven, nl. 8 maanden bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland en 10 maanden in België.

Ook werd de mogelijkheid voorzien om dienstplichtigen na het beëindigen van de normale diensttijd toe te laten, op aanvraag, 2 of 4 maanden langer in dienst te blijven als weddetrekende in kort verband.

Voor het Regiment Para-Commando blijft de huidige regeling behouden, namelijk een diensttijd van 10 maanden met soldij gevoegd door een periode van 5 maanden als weddetrekenden in kort verband.

Wel zullen in het Regiment Para-Commando geleidelijk meer plaatsen voorzien worden voor miliciens om tegemoet te komen aan de grote vraag die daarvoor bestaat. Het harde en sportieve leven is immers, in de schoot van deze elite-troepen een uitdaging die meer en meer jongeren heden ten dage willen opnemen. Het lijkt mij betrekenswaardig, zelfs onaanvaardbaar, hen omwille van plaatsgebrek te moeten ontgoochelen.

Nu we het toch over de para-commando's hebben, stelde een commissielid voor, tijdens de discussie over de begroting

a fait la proposition de confier la garde des ambassades et des bâtiments publics à des para-commandos en lieu et place de gendarmes.

Ceci irait naturellement de pair avec une augmentation des effectifs du régiment para-commando. Je viens de donner des directives à l'état-major pour étudier cette proposition.

Il est impératif d'adapter la loi de milice compte tenu de l'évolution démographique et du besoin d'un contingent plus important et aussi pour consacrer une attention particulière au statut des miliciens.

Les points de vue à ce sujet ont déjà pu être échangés dans les Commissions sénatoriales de la Défense nationale et de l'Intérieur.

Les mesures financières suivantes sont envisagées :

*a) pour les miliciens :*

— en Belgique : un titre de transport gratuit, entre le domicile et la garnison par semaine au lieu d'un tous les quinze jours;

— aux F.B.A. : une solde double dans la zone II (Lüdenscheid, Siegen, Werl, Arnsberg, Neheim et Soest) et une solde triple dans la zone III (garnisons situées à l'Est de Soest) afin de compenser les frais de déplacement et leurs difficultés de réintégration dans la vie civile dues à leur éloignement;

— à l'avenir, une adaptation régulière de la solde, proportionnelle à la croissance de la masse salariale des militaires d'active;

— un programme d'activités peu coûteuses ou non coûteuses pour combler les périodes de faible occupation opérationnelle due en partie au manque de moyens de fonctionnement, par des activités sociales, culturelles ou physiques.

*b) pour les militaires des cadres d'active :*

— une augmentation de l'indemnité pour heures supplémentaires, comme je viens de le dire, compte tenu de l'abandon du système de compensations en temps;

— une augmentation de l'indemnité d'éloignement de 1 DM par jour pour la zone II et de 2 DM par jour pour la zone III pour compenser, du moins partiellement, les inconvénients dus à leur éloignement.

Les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ces mesures proviendraient d'une part du bénéfice de la modération salariale à la Défense nationale et d'autre part, de la diminution de la charge salariale suite à la réduction du nombre de volontaires, en tenant compte bien sûr de l'incorporation compensatoire de miliciens. Pour 1984, il est prévu de mettre ce système en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet de façon à avoir une opération nulle.

A partir de 1985, il sera possible, tel que prévu, de faire passer de façon récurrente des crédits de personnel au secteur du fonctionnement.

van de Rijkswacht in de Commissie, de wacht aan de ambassades en publieke gebouwen toe te vertrouwen aan para-commando's in plaats van aan rijkswachters.

Dit zou natuurlijk gepaard gaan met een verhoging van de effectieven van het Regiment Para-Commando. Ik heb intussen richtlijnen gegeven aan de Generale Staf om dit voorstel te bestuderen.

Het is noodzakelijk om de militiewetgeving aan te passen ingevolge de demografische evolutie en de behoefté aan een groter contingent, en ook om bijzondere aandacht te besteden aan het statuut van de dienstplichtigen.

Hierover werd reeds van gedachten gewisseld in de Senaats-commissies van Landsverdediging en Binnenlandse Zaken.

De volgende financiële maatregelen worden vooropgesteld :

*a) voor de dienstplichtigen :*

— in België : een gratis vervoerticket per week, tussen woonplaats en garnizoën in plaats van om de veertien dagen;

— bij de B.S.D. : een dubbele soldij in zone II (Lüdenscheid, Siegen, Werl, Arnsberg, Neheim en Soest) en een driedubbele soldij in zone III (de garnizoenen gelegen ten Oosten van Soest) ten einde de verplaatsingskosten te compenseren evenals hun problemen van reintegratie in het burgerleven tengevolge van hun verwijdering;

— in de toekomst een regelmatige aanpassing van de soldij in verhouding tot de groei der loonmassa der beroepsmilitairen;

— een programma van « non- or lowcostactivities » om de periodes van beperkte operationele activiteiten, gedeeltelijk te wijten aan het gebrek aan middelen, zinvol aan te vullen met maatschappelijke, culturele en fysieke programma's.

*b) voor militairen van de aktieve kaders :*

— een verhoging van de vergoeding voor overuren zoals daarnet reeds vermeld, tengevolge van het opgeven van het systeem der tijdscompensaties;

— een verhoging van de verwijderingsvergoeding voor de BSD van 1 DM per dag in zone II en 2 DM per dag in zone III, om althans gedeeltelijk de ongemakken voortvloeiend uit hun verwijdering te compenseren.

De financiële middelen om dit alles te verwezenlijken zouden voortkomen enerzijds uit de opbrengst van de loonmatiging bij de Landsverdediging en anderzijds uit de vermindering van de loonlast ingevolge de daling van het aantal vrijwilligers, natuurlijk rekening houdend met de compensatoire inlijving van dienstplichtigen. Voor 1984 wordt voorzien het systeem in werking te stellen vanaf 1 juli, hetgeen toelaat een nuloperatie te verwezenlijken.

Vanaf 1985 wordt dan, zoals beoogd, een overheveling van personeelskredieten naar de werkingssector op recurrente wijze mogelijk.

Ce plan brièvement résumé est toujours à l'examen au sein du groupe de travail submentionné qui s'est déjà réuni à quatre reprises. Pour autant que des solutions alternatives ne soient pas apportées entre-temps, le plan sera incessamment représenté au Conseil des Ministres en vue d'une solution définitive que je désire voir réalisée sans délai, vous le comprendrez.

Je m'en voudrais de clôturer ce volet du personnel sans vous donner l'« état de la question » sur les points suivants : le problème des commandants, le personnel civil de la Défense nationale, la rationalisation des parastataux, la Commission Armée-Jeunesse et l'Office central d'action sociale et culturelle (O.C.A.S.C.).

Le problème des capitaines-commandants n'est pas récent, vous le savez. Beaucoup d'entre vous sont d'ailleurs intervenus à ce sujet et j'ai été approché personnellement par des personnalités de divers milieux et de diverses tendances.

L'objet vous en est bien connu, à savoir le maintien en service des officiers subalternes au-delà de 51 ans, et ce, essentiellement pour des raisons d'ordre social.

Sur le plan opérationnel, il peut être regrettable de devoir se séparer de personnel expérimenté, mais d'autre part, les forces armées ont aussi besoin de personnel jeune. Un troisième aspect du problème, et peut-être pas le moins négligeable, est l'impact budgétaire des mesures envisagées.

D'autre part, parmi les intéressés eux-mêmes, deux tendances divergentes se manifestent très clairement : d'une part, certains capitaines-commandants souhaitent être maintenus plus longtemps en service, d'autre part, une partie des intéressés insiste pour ne pas devoir rester au-delà de la limite des 51 ans.

Une solution tenant compte des trois aspects mentionnés a été élaborée. Elle vise à permettre aux intéressés de rester en service après 51 ans pour une durée d'un an, prolongeable deux fois, et ce, à leur demande et sur une base sélective. Il s'imposera en effet, en fonction des possibilités budgétaires, d'effectuer une sélection en tenant compte de la valeur, des antécédents et de la résistance physique des intéressés. Il me semble également équitable de donner, toutes autres qualités étant égales, la priorité à ceux qui ont fourni l'effort indispensable à la réussite des examens d'officier supérieur, sur ceux qui ont volontairement renoncé à l'avancement ou sur ceux qui n'ont pas réussi à devenir officier de carrière.

Les projets de textes ont déjà été établis par mon département et examinés par la Commission consultative du Personnel militaire (C.C.P.M.). Ils ont été transmis le 11 juillet 1983 aux autorités chargées du contrôle administratif et budgétaire, en l'occurrence les Ministres de la Fonction publique et du Budget.

Je viens de prendre connaissance des avis de ces autorités. Ils sont défavorables. Mes services étudient actuellement les arguments avancés.

Dit plan dat ik bondig heb samengevat wordt thans onderzocht in voormelde werkgroep die reeds viermaal is bijeengekomen. Voor zover intussen geen alternatieve oplossingen worden vooropgesteld, zal het eerlang terug voorgelegd worden aan de Ministerraad met het oog op een definitieve oplossing die ik zonder uitstel zou willen zien verwezenlijkt; u zult dat ongetwijfeld begrijpen.

Ik zou dit personeelsluik niet kunnen afsluiten zonder u de status questionis te geven over volgende punten : het probleem der commandanten, het burgerpersoneel van Landsverdediging, de rationalisatie der parastatalen, de Commissie Leger-Jeugd en de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Aktie.

Het probleem van de kapiteins-commandanten is, zoals u weet, niet recent. Velen onder u zijn bovendien voor dit onderwerp tussengekomen en ikzelf werd hiervoor persoonlijk benaderd door personaliteiten uit verschillende milieus en van verschillende strekkingen.

Het knelpunt is u wel bekend, namelijk het in dienst houden van lagere officieren boven de 51 jaar, en dit voornamelijk om redenen van sociale aard.

Vanuit operationeel oogpunt kan het spijtig zijn zich van ervaren personeel te moeten ontdoen, maar aan de andere kant heeft het leger nood aan jong personeel. Een derde aspect van het probleem, en wellicht niet het minst te verwaarzen, is de budgettaire impact van de beoogde maatregelen.

Anderzijds manifesteren zich tussen de betrokkenen zelf duidelijk tegenstrijdige tendensen : enerzijds verlangen sommige kapiteins-commandanten langer in dienst gehouden te worden, anderzijds dringt een deel van de betrokkenen er zelf op aan om in geen geval boven de 51 jaar te moeten blijven.

Een oplossing die rekening houdt met de vermelde drie aspecten werd uitgewerkt. Zij beoogt aan de geïnteresseerden toe te laten na 51 jaar in dienst te blijven voor de duur van één jaar, tweemaal verlengbaar, en dit op hun aanvraag en op selektieve basis. Het zal inderdaad noodzakelijk zijn, om in functie van de budgettaire mogelijkheden een selectie door te voeren, rekening houdend met de waarde, de antecedenten en de fysieke weerbaarheid van de geïnteresseerden. Het lijkt mij ook billijk om, wanneer alle andere kwaliteiten gelijk zijn, voorrang te verlenen aan hen die de noodzakelijke inspanningen hebben geleverd om te slagen in de examens voor hoofdofficier, aan hen die vrijwillig hebben verzaakt aan promotie of aan hen die er niet in geslaagd zijn beroepsofficier te worden.

De ontwerp-teksten werden reeds opgesteld door mijn departement en bestudeerd door de Commissies voor Advies van het militair Personeel (C.A.M.P.). Op 11 juli 1983 werden ze overgemaakt aan de autoriteiten belast met de administratieve en budgettaire controle, in onderhavig geval de Ministers van het Openbaar Ambt en het Budget.

Van de standpunten van deze autoriteiten heb ik onlangs kennis genomen. Hun advies is ongunstig en momenteel bestuderen mijn diensten de aangehaalde argumenten.

Il me semble personnellement que le maintien en service de capitaines-commandants, sur demande et sur une base sélective, est une mesure socialement juste et fonctionnellement défendable dans le contexte général actuel. Mon intention est de faire mettre tout en œuvre pour que ce dossier soit clôturé rapidement.

En ce qui concerne le personnel civil du département, la situation se présentait de la façon suivante au 1<sup>er</sup> janvier 1984 : statutaires : 3 528; contractuels : 746; chômeurs mis au travail : 59; jeunes stagiaires : 232; personnel enseignant : 122; personnel M.O.C. : 2 136, dont 1 151 sous contrat belge et 985 sous contrat allemand. Cela fait au total 6 823 civils employés aux Forces armées.

Suite à la décision du Gouvernement d'arrêter sélectivement le recrutement, les effectifs ont tellement diminué rien que par les départs naturels que grosso modo 500 statutaires manquent sur un total de 4 000. De ce fait, pour certaines fonctions, des problèmes très réels sont apparus. C'est la raison pour laquelle, en 1984, l'accent sera mis sur les lacunes graves à combler. A la fin de 1983, nous avons pu recruter des infirmières statutaires pour nos hôpitaux militaires, dans le cadre des services continus essentiels à assurer. Cet effort d'embauche sera poursuivi en 1984. De plus, de nouvelles demandes seront présentées à la Commission de recrutement sélectif, en accordant la priorité aux fonctions techniques.

Suite à la nouvelle réglementation en matière de désignation pour une fonction supérieure, on tendra à honorer les postes vacants en procédant à des promotions, de sorte que les postes libérés puissent être occupés par des titulaires fixes.

De plus, les postes qui sont sans titulaire, parce que celui-ci est temporairement écarté du service, seront confiés à des temporaires, de telle sorte que le système des chômeurs mis au travail, conformément aux directives esquissées par le Gouvernement, soit progressivement démantelé.

Quant à la main-d'œuvre civile des Forces belges en Allemagne, grâce aux mesures d'assainissement exécutées en 1983, la situation budgétaire est redevenue normale de sorte que les effectifs pourront être préservés pour faire face aux nécessités opérationnelles. En effet, en confiant les tâches à caractère territorial au personnel civil, on peut augmenter la disponibilité des militaires pour parfaire leur opérationnalité.

Il est donc permis de dire que la politique globale en matière de personnel du département a été organisée sur des bases plus saines et qu'en 1984, tout sera mis en œuvre pour que le personnel s'acquitte de façon optimale des fonctions qu'il a à remplir au profit des Forces armées.

En ce qui concerne les fusions et les suppressions d'institutions d'utilité publique, j'ai marqué mon accord sur la proposition de la Fonction publique de créer, au sein de la Défense

Het komt mij persoonlijk voor dat het in dienst houden van de kapiteins-commandanten op eigen aanvraag een maatregel is die sociaal billijk en functioneel verdedigbaar is in de huidige algemene context en ik zal opnieuw aandringen op een spoedige afwerking van dit dossier.

Wat het burgerpersoneel van het departement betreft, deed zich op 1 januari 1984 de volgende situatie voor : statutairen ; 3 528; contractuelen : 746; tewerkgestelde werklozen : 59; jonge stagiairs : 232; onderwijszend personeel 122; personeel B.A.K. : 2 136, waarvan 1 151 onder Belgisch contract en 985 onder Duits contract. Dit brengt het totaal op 6 823 burgers tewerkgesteld in Landsverdediging.

Tengevolge van de beslissing van de Regering om selectief de recruting te stoppen, zijn de effectieven zodanig verminderd alleen al door de natuurlijke afvloeingen, dat er ongeveer 500 statutairen tekort zijn op een totaal van 4 000. Hierdoor zijn voor bepaalde functies reële problemen ontstaan. Dit is de reden waarom in 1984 de nadruk zal gelegd worden op het opvullen van ernstige leemten. Op het einde van 1983 hebben we statutaire verpleegsters kunnen werven voor onze militaire hospitalen in het kader van permanente diensten die essentieel moeten verzekerd worden. Deze aanwervingsinspanning zal verder gezet worden in 1984. Bovendien zullen nieuwe aanvragen aan de Commissie voor Selectieve Werving worden voorgelegd, met een prioriteit voor de technische functies.

Ingevolge de nieuwe reglementering aangaande de aanwijzing voor een hoger ambt zal het beleid afgestemd worden op het opvullen van de vacante betrekkingen bij wege van bevordering, zodat de vrijgekomen betrekkingen door vaste titularissen kunnen worden bezet.

De betrekkingen die niet bezet zijn door een titularis, omdat deze tijdelijk uit de dienst verwijderd is, zullen bovendien aan tijdelijken worden toevertrouwd, derwijze dat het stelsel van de tewerkgestelde werklozen, conform het door de Regering uitgestippeld beleid, geleidelijk zal worden afgebouwd.

Wat de burgerlijke arbeidskrachten in de Bondsrepubliek Duitsland betreft, is na de in 1983 doorgevoerde sanering de toestand op budgettaar vlak weer normaal, zodat het bestand daar op peil zal kunnen worden gehouden om de operationele behoeften het hoofd te bieden. Inderdaad, door de taken met territoriaal karakter toe te vertrouwen aan burgerpersoneel kan men de beschikbaarheid van de militairen om hun operationaliteit te verbeteren verhogen.

Er mag dus worden gesteld dat het globale beleid inzake het burgerpersoneel van het departement in gezonde banen werd geleid en dat in 1984 alles in het werk zal worden gesteld om er zorg voor te dragen dat het personeel de functies die het te vervullen heeft ten dienste van de Krijgsmacht optimaal zal kunnen volbrengen.

Aangaande de fusies en afschaffingen van de instellingen van openbaar nut heb ik mij akkoord verklaard met het voorstel van Openbaar Ambt, om in de schoot van

nationale, un groupe de travail ad hoc. Ce groupe de travail a pour tâche de repenser la composition des services sociaux, d'une part en visant à une rationalisation et à fournir une aide sociale de type plus classique et, d'autre part, en tenant compte des lois du 19 décembre 1974, traitant des relations entre l'autorité et les syndicats et du 11 juillet 1978, traitant des relations entre l'autorité et les syndicats du personnel militaire des Forces armées. Des réunions en vue de la création de ce groupe ad hoc ont déjà eu lieu et il est prévu qu'il commencera ses travaux incessamment.

J'en viens maintenant à l'arrêté royal n° 234 du 22 décembre 1983 modifiant la loi du 8 juin 1976 sur la création de l'Institut Géographique National. Cet arrêté royal doit permettre, d'une part une gestion plus efficiente et optimalisée de l'Institut Géographique National et, d'autre part, une limitation importante des dépenses publiques.

Ceci sera réalisé par la fusion au sein de l'Institut Géographique National de divers services publics chargés jusqu'à présent de missions similaires.

Cela permet de jeter la base d'une meilleure rentabilité des investissements dans des équipements de haute sophistication.

En ce qui concerne la Commission Armée-Jeunesse, vous vous souviendrez que, l'an dernier, j'ai sollicité votre avis.

Le fonctionnement de cette Commission laissait en effet à désirer, entre autres parce que certains délégués avaient, semble-t-il, une notion quelque peu erronée de leur mission et considéraient cette Commission comme un forum leur permettant d'obtenir des informations rencontrant leurs préoccupations politiques ou personnelles.

Après avoir recueilli vos avis, j'ai décidé de maintenir la Commission Armée-Jeunesse mais d'en revoir à la fois la composition et la mission. Ce problème est actuellement à l'étude : on examine, entre autres, les initiatives, concrétisées récemment en France, et visant à promouvoir une collaboration efficace entre la Défense nationale et l'Enseignement et à étudier ensemble les mesures permettant une meilleure information, d'une part des personnels enseignants et non enseignants de l'éducation nationale sur les grands problèmes de défense, d'autre part, des militaires d'active ou des miliciens, sur les problèmes et les possibilités de l'éducation nationale, en tant que service public.

En ce qui concerne enfin l'Office central d'Action sociale et culturelle au profit de la communauté militaire (O.C.A.S.C.), institution d'utilité publique sous la tutelle du Ministre de la Défense nationale, il faut constater que les mesures d'assainissements que j'ai imposées commencent petit à petit à porter leurs fruits.

Grâce aux efforts du président, en collaboration étroite avec le comité de gestion et sous le contrôle permanent des commissaires du Gouvernement, les problèmes qui se posent à l'O.C.A.S.C. ont pu être affrontés d'une façon efficiente.

Landsverdediging een ad hoc werkgroep op te richten. Deze werkgroep heeft als taak de samenstelling van de sociale diensten uit te werken, enerzijds uit het oogpunt van meer klassieke bijstand en rationalisatie, en anderzijds rekening houdend met de wetten van 19 december 1974, handelend over de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden, en van 11 juli 1978, handelend over de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de Krijgsmacht. Bijeenkomsten met als doel de creatie van deze ad hoc werkgroep hebben reeds plaatsgegrepen en zij zal haar opdrachten eerstdaags aanvatten.

Ik ga nu in op het koninklijk besluit nr. 234 van 22 december 1983 houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut. Dit koninklijk besluit moet bijdragen, enerzijds tot een efficiënter en geoptimaliseerd beheer van het Nationaal Geografisch Instituut en anderzijds tot een belangrijke beperking van de overheidsuitgaven.

Dit zal verwezenlijkt worden door de fusie binnen het Nationaal Geografisch Instituut van een aantal openbare diensten die tot op heden met gelijkaardige taken belast waren.

Aldus wordt de basis gelegd voor een betere rentabiliteit van de investeringen in zeer gesofistikeerde uitrusting.

Met betrekking tot de Commissie Leger-Jeugd, zult u zich herinneren dat ik vorig jaar uw advies heb gevraagd.

De werking van deze Commissie was inderdaad enigszins scheef gelopen, onder meer omdat een aantal afgevaardigden blijkbaar een verkeerd inzicht hadden van hun opdracht en de Commissie gingen beschouwen als een forum om informatie te verkrijgen voor en over hun persoonlijke of politieke bekommernissen.

Na uw advies te hebben ingewonnen heb ik beslist de Commissie Leger-Jeugd te behouden, maar de opdracht en de samenstelling ervan te herzien. Dit probleem ligt voor het ogenblik ter studie : men onderzoekt o.m. de initiatieven, zeer recentelijk in Frankrijk geconcretiseerd, die ertoe strekken een degelijke samenwerking tussen Landsverdediging en Onderwijs te bekomen en gezamenlijk de maatregelen te bestuderen die een betere informatie moeten toelaten, enerzijds van het onderwijzend en niet-onderwijzend personeel van nationale opvoeding over de grote defensieproblemen, anderzijds van de militairen, actieve kaders of dienstplichtigen, over de problemen en de mogelijkheden van nationale opvoeding, als openbare dienst.

Met betrekking tenslotte tot de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie ten voordele van de militaire gemeenschap (C.D.S.C.A.), een instelling van openbaar nut geplaatst onder de voogdij van de Minister van Landsverdediging, moet vastgesteld worden dat de saneringsmaatregelen die ik heb voorgesteld langzamerhand beginnen vruchten af te werpen.

Dank zij de inspanningen van de voorzitter, in nauwe samenwerking met het beheerscomité en onder permanente controle van de regeringscommissarissen werden de problemen waarmee de C.D.S.C.A. geconfronteerd wordt op doeltreffende wijze aangepakt.

La situation financière et les aspects administratifs qui y sont liés ont été soumis à une enquête approfondie. Les responsables travaillent en permanence à la réalisation de l'indispensable assainissement. La situation du personnel a fait l'objet d'un examen attentif. Il a été décidé d'adapter la formation actuelle du personnel aux besoins réels et de restructurer l'organisation. De plus, il sera veillé à apporter, sur base d'une étude fouillée, une solution définitive au problème des premières nominations toujours contestées à l'heure actuelle.

On peut par conséquent affirmer que la situation de l'O.C.A.S.C., qui, au début de mon mandat, ne pouvait certes pas être qualifiée de brillante, évolue lentement, mais très favorablement, et que les mesures d'assainissement en cours permettront d'atteindre le but escompté.

Analysons à présent de plus près le deuxième grand volet du budget, les dépenses de fonctionnement. Elles s'élèvent à 26 274,2 millions de francs, total des crédits non-dissociés et d'ordonnancement, ce qui représente une augmentation de 1 233,9 millions de francs, soit un accroissement nominal de 4,89 p.c. par rapport au budget de 1983, où les dépenses de fonctionnement atteignaient 25 050,3 millions de francs.

Si le budget de 1983 ne permettait de réaliser qu'un niveau d'activités relativement bas par rapport aux normes, force est d'admettre qu'une augmentation limitée à 4,89 p.c. ne fera que renforcer nos difficultés. Nous y reviendrons.

Examinons d'abord la ventilation fonctionnelle de ces crédits de fonctionnement.

Comme cela apparaît au tableau III relatif à la présentation fonctionnelle des dépenses de fonctionnement, celles-ci peuvent être ventilées de la façon suivante :

— Volet administratif et domestique :

10 756,2 millions de francs, soit 40,94 p.c. des crédits de fonctionnement ou une augmentation de 2,19 p.c. par rapport à 1983 (10 525,5 millions).

— Plan de transport :

1 609,4 millions de francs, soit 6,13 p.c. ou une augmentation de 2,82 p.c. par rapport à 1983 (1 565,2 millions).

— Dépenses de formation et d'entraînement :

1 898,7 millions de francs, soit 7,23 p.c. ou une augmentation de 6,10 p.c. par rapport à 1 789,5 millions.

— Dépenses de fonctionnement proprement dites des unités, et en particulier, les activités opérationnelles :

7 684,7 millions de francs, soit 29,25 p.c. ou une augmentation de 2,69 p.c. par rapport à 1983 (7 483,5 millions).

De financiële situatie en de daaraan verbonden administratieve aspecten werden aan een grondig onderzoek onderworpen. De verantwoordelijken werken voortdurend aan de verwezenlijking van de onontbeerlijke sanering. De personeelsituatie werd met aandacht onderzocht. Er werd beslist het actueel personeelsbestand aan te passen aan de reële behoeften en de organisatie te herstructureren. Daarenboven zal erover gewaakt worden om, op basis van nauwgezette studie, het probleem van de nog steeds omstreden eerste benoemingen definitief op te lossen.

Men kan bijgevolg bevestigen dat de situatie van de C.D.S.C.A. die bij het begin van mijn ambtsaanvaarding zeker niet schitterend kon genoemd worden, thans langzaam maar ontegensprekelijk gunstig evolueert en dat de aan gang zijnde saneringsmaatregelen zullen toelaten het vooropgezette doel te bereiken.

Analiseren we nu wat dieper het tweede grote luik van het budget, de werkingsuitgaven. Deze belopen tot 26 274,2 miljoen frank, totaal van de niet-gesplitste en ordonnancieringskredieten, wat een verhoging vertegenwoordigt van 1 233,9 miljoen frank, hetzij een nominale verhoging van 4,89 pct. t.o.v. de begroting van 1983, toen de werkingsuitgaven 25 050,3 miljoen frank beliepen.

Indien het budget van 1983 slechts toeliet een relatief laag niveau van activiteiten te bereiken t.o.v. de normen, moet toegegeven worden dat een verhoging, beperkt tot 4,89 p.c. onze moeilijkheden slechts zal vergroten. Wij komen hierop terug.

Laat ons vooreerst de functionele verdeling van deze werkingskredieten onderzoeken.

Zoals blijkt uit Tabel III m.b.t. de functionele voorstelling van de werkingsuitgaven, kunnen deze als volgt opgesplitst worden :

— Administratief en huishoudelijk luik :

10 756,2 miljoen frank, hetzij 40,94 pct. van de werkingskredieten of een verhoging van 2,19 pct. t.o.v. 1983 (10 525,5 miljoen).

— Transportplan :

1 609,4 miljoen frank, hetzij 6,13 pct. of een verhoging van 2,82 pct. t.o.v. 1983 (1 565,2 miljoen).

— Uitgaven voor vorming en training :

1 898,7 miljoen frank, hetzij 7,23 pct. of een verhoging van 6,10 pct. t.o.v. 1983 (1 789,5 miljoen).

— De eigenlijke werking van de eenheden en, in 't bijzonder, de operationele activiteiten :

7 684,7 miljoen frank, hetzij 29,25 pct. of een verhoging van 2,69 pct. t.o.v. 1983 (7 483,5 miljoen).

**— Renouvellements de matériel :**

2 208,3 millions de francs, soit 8,41 p.c. ou une augmentation de 28,12 p.c. par rapport à 1983 (1 723,6 millions).

**— Divers :**

2 116,9 millions de francs, soit 7,82 p.c. ou une augmentation de 7,82 p.c. par rapport à 1983 (1 963,3 millions).

Examinons de plus près chacun de ces postes.

Le volet administratif et domestique comprend la consommation d'énergie domestique pour un montant de 2 667,7 millions de francs, diverses dépenses de consommation comme le téléphone, la correspondance, l'eau et certains frais de stationnement pour un montant total de 1 921,4 millions. L'informatique coûte 315 millions de francs. Les dépenses liées au personnel, telles que les indemnités d'éloignement et autres et les rémunérations du personnel M.O.C., s'élèvent à 3 709,5 millions de francs. La location et l'entretien des bâtiments et installations militaires coûtent 2 142,6 millions. Ce montant comprend aussi la location des habitations des militaires mariés en République fédérale d'Allemagne qui, en vertu de dispositions statutaires, ont droit au logement gratuit.

Le plan de transport comporte l'emploi du parc automobile militaire, la location de moyens de transport civils et l'utilisation des transports publics en Belgique et en République fédérale d'Allemagne.

Les frais de transport occasionnés par l'entraînement et les exercices exigés par les nécessités opérationnelles ne rentrent pas dans le plan de transport.

Ceci se justifie dans le cadre de la présentation fonctionnelle qui a pour but, je le répète, de mettre en relation une série d'objectifs et les moyens nécessaires pour les réaliser.

Les dépenses pour la formation et l'entraînement couvrent aussi bien les frais de la formation individuelle que l'entraînement de personnel hautement qualifié dans des centres d'instruction étrangers, y compris les frais de droits d'inscription, de cours, d'indemnités, de transport et d'emploi du matériel et des installations.

Les 7 684,7 millions de crédit pour le fonctionnement des unités sont répartis comme suit :

1 349,8 millions pour la Force terrestre;

4 974,5 millions pour la Force aérienne;

749,8 millions pour la Force navale et

610,6 millions pour le Service médical.

Les principales composantes de ce volet opérationnel sont les carburants et lubrifiants pour 2 912,4 millions, la maintenance pour 3 126,4 millions, les munitions pour 456,5 millions et l'emploi d'installations étrangères pour 157,4 millions.

**— Vernieuwing van materieel :**

2 208,3 miljoen frank, hetzij 8,41 pct. of een verhoging van 28,12 pct. t.o.v. 1983 (1 723,6 miljoen).

**— Diversen :**

2 116,9 miljoen frank, hetzij 7,82 pct. of een verhoging van 7,82 pct. t.o.v. 1983 (1 963,3 miljoen).

Laat ons elk van deze posten even van naderbij onderzoeken.

Het administratief en huishoudelijk luik omvat het huishoudelijk energieverbruik voor een bedrag van 2 667,7 miljoen frank, allerhande verbruiksuitgaven i.v.m. telefoon, briefwisseling, water en diverse stationeringskosten voor een totaal bedrag van 1 921,4 miljoen frank. De informatica kost 315 miljoen frank. Personeelsgebonden uitgaven zoals de verwijderings- en andere vergoedingen en de bezoldiging van het B.A.K.-personeel, bedragen 3 709,5 miljoen frank. De huur en het onderhoud van gebouwen en militaire installaties kosten 2 142,6 miljoen frank. Dit bedrag bevat tevens de huur van familiale woningen voor de gehuwde militairen in de B.R.D., die krachtens statutaire bepalingen recht hebben op kosteloze huisvesting.

Het transportplan heeft zowel betrekking op het gebruik van het eigen militaire voertuigenpark, als op de huur van burgerlijke transportmiddelen en het gebruik van openbaar vervoer in België en in de B.R.D.

De transportkosten veroorzaakt door training en oefeningen vereist door operationele noodzaak zijn niet in het transportplan vervat.

Dit is gerechtvaardigd in het kader van de functionele voorstelling die beoogt, ik herhaal het, het verband te leggen tussen een reeks doelstellingen en de middelen die nodig zijn om ze te verwezenlijken.

De uitgaven voor vorming en training dekken zowel de kosten voor de individuele opleiding als voor de training van hoog-gekwalificeerd personeel in buitenlandse opleidingscentra, met inbegrip van de inschrijvingsgelden, cursussen, vergoedingen en transport en het gebruik van materieel en installaties.

De 7 684,7 miljoen frank voor de werking van de eenheden worden als volgt opgesplitst :

1 349,8 miljoen frank voor de Landmacht;

4 974,5 miljoen frank voor de Luchtmacht;

749,5 miljoen frank voor de Zeemacht;

610,6 miljoen frank voor de Medische Dienst.

De voornaamste componenten van dit operationele luik zijn de brandstoffen en de smeermiddelen voor 2 912,4 miljoen frank, het onderhoud voor 3 126,4 miljoen frank, de munitions voor 456,5 miljoen frank en het gebruik van vreemde installaties voor 157,4 miljoen frank.

Ces crédits doivent permettre aux différentes forces de réaliser les objectifs de normes d'entraînement définies dans les différents plans : le plan de manœuvre de la Force terrestre, le plan de vol de la Force aérienne, le plan de navigation de la Force navale et le plan d'appui médical.

Pour la Force terrestre, les crédits permettent de réaliser 22,6 jours training standard sur les 45 recommandés par la Commission parlementaire mixte, alors que suivant les normes de l'O.T.A.N. le nombre de points recommandés est de 60.

Pour la Force aérienne, ils permettent l'exécution de 118 heures de vol et du plan de tir, alors que la Commission parlementaire mixte avait fixé le niveau à 180 heures, et l'O.T.A.N. à 240 heures.

Il est à remarquer qu'il s'agit de moyennes entre les heures effectuées par les pilotes opérationnels des escadrilles de combat, qui ont bien entendu le plus grand nombre d'heures d'entraînement, et par les pilotes nécessaires à l'encadrement de ces unités.

Pour la Force navale, les crédits correspondent à 83 jours de navigation pour un tiers de la flotte, alors que la Commission mixte avait fixé une norme de 83 jours de navigation pour la moitié de la flotte et que l'O.T.A.N. recommande 110 jours de navigation pour la moitié de la flotte.

Pour le Service médical, les crédits demandés doivent permettre de faire face aux besoins de soins normaux.

Force est de constater que les plans réalisables sont nettement en dessous des normes fixées par la Commission parlementaire mixte et a fortiori des normes de l'O.T.A.N.

Les crédits de fonctionnement affectés au renouvellement du matériel visent du matériel existant dont il convient de maintenir le niveau quantitatif et qualitatif. Ces achats ont la plupart du temps un caractère de routine, ont un volume relativement peu important et sont en rapport direct avec le fonctionnement général des forces et des services.

Le dernier volet, c'est-à-dire les divers, se rapporte essentiellement au financement de notre participation aux états-majors et organismes interalliés à concurrence de 832 millions, aux subsides aux parastataux et aux associations sans but lucratif à concurrence de 230,8 millions, à la compensation due à la Société nationale des Chemins de fer belges à concurrence de 144,7 millions, à l'indemnisation de tiers à concurrence de 178,4 millions, à la recherche scientifique à concurrence de 37,2 millions et à la coopération technique militaire avec les Républiques du Zaïre et du Rwanda pour un montant de 513,1 millions.

Venons-en au troisième grand volet, c'est-à-dire les crédits non dissociés et aux crédits d'ordonnancement du volet « rééquipement et infrastructure ». Ceux-ci s'élèvent à 24 738,2 millions de francs, et comprennent, comme je l'ai dit au début de mon exposé, les 740 millions des crédits du programme national d'investissement.

Deze kredieten moeten de verschillende machten toelaten de trainingsnormen zoals gedefinieerd in de verschillende plans, te realiseren : het manueverplan van de Landmacht, het vliegplan van de Luchtmacht, het vaarplan van de Zee-macht en het plan voor medische steun.

Voor de Landmacht laten de kredieten 22,6 standaard-training dagen toe op de 45 aanbevolen door de Gemengde Parlementaire Commissie en terwijl er 60 aanbevolen worden door de N.A.V.O.

Voor de Luchtmacht, laten ze de uitvoering toe van 118 vlieguren en van het schietplan, daar waar door de Gemengde Parlementaire Commissie dit niveau werd vastgesteld op 180 uren en door de N.A.V.O. op 240 uren.

Er dient opgemerkt te worden dat het gaat om gemiddelen tussen de uren gerealiseerd door de operationele piloten der gevechtsescadrilles, die vanzelfsprekend het hoogste aantal trainingsuren hebben, en door de piloten nodig voor de encadrering van deze eenheden.

Voor de Zeemacht stemmen de kredieten overeen met 83 vaardagen voor 1/3 van de vloot, terwijl de Gemengde Parlementaire Commissie een norm van 83 vaardagen voor de helft van de vloot heeft vastgesteld en de N.A.V.O. 110 vaardagen voor de helft van de vloot aanbeveelt.

Voor de medische Dienst moeten de gevraagde kredieten toelaten de normale zorgen te verstrekken.

Onvermijdelijk stellen we vast dat de realiseerbare plannen duidelijk onder de normen liggen vooropgezet door de Gemengde Parlementaire Commissie en a fortiori onder deze van de N.A.V.O.

De werkingskredieten voor vernieuwingen van materieel beogen het bestaand materieel, zowel kwalitatief als kwantitatief op peil te houden. Deze aankopen hebben meestal een « routine » karakter, zijn beperkt qua omvang en aantal en staan nauw in verband met de werking van de krijgsmachtdelen en diensten.

Het laatste luik, nl. de diversen, behelst voornamelijk de financiering van onze bijdragen aan de intergeallieerde staven en organismen ten belope van 832 miljoen frank, de subsidies aan parastatalen en verenigingen zonder winstoogmerk ten belope van 230,8 miljoen frank, de vergoeding aan de N.M.B.S. ten belope van 144,7 miljoen frank, de schadeloosstelling aan derden voor 178,4 miljoen frank, het wetenschappelijk onderzoek voor een bedrag van 37,2 miljoen frank en de militaire technische samenwerking met de republieken Zaïre en Rwanda voor een bedrag van 513,1 miljoen frank.

Komen we nu tot het derde grote luik, met name de niet-gesplitste en de ordonnancieringskredieten van het luik « wederuitrusting en infrastructuur ». Deze belopen 24 738,2 miljoen frank, en omvatten, zoals ik bij het begin van mijn betoog heb gezegd, 740 miljoen frank kredieten van het nationaal investeringsprogramma.

Abstraction faite de ces crédits exceptionnels, l'augmentation par rapport au budget de 1983 (22 292,2 millions) est de 1 706 millions, soit une croissance nominale de 7,65 p.c.

Le tableau IV indique que, de ce crédit, 18 533,6 millions de francs sont prévus pour le paiement des programmes majeurs en cours d'exécution. Il s'agit d'achats importants, essentiels pour la mission des Forces armées. Pour le moment, de tels programmes s'étalent sur une période moyenne de huit ans et sont suivis individuellement sur le plan financier.

En voici la répartition :

— Force terrestre pour un montant total de 8 843,6 millions de francs répartis comme suit : CVRT (17,1 millions de francs), canon 35 mm Gepard (226 millions de francs), véhicules blindés de combat d'infanterie VBCI (3 706,1 millions de francs), HAWK-HELIP (130 millions de francs), réseau intégré de transmission automatique RITA (860,7 millions de francs), véhicules banalisés (55 millions de francs), MILAN (680 millions de francs), modernisation de l'artillerie de campagne (3 158,7 millions de francs) et aéromobilité (10 millions de francs).

— Force aérienne pour un montant de 5 558 millions de francs répartis comme suit : F-16 (4 773 millions de francs), FOB/F-16 (620 millions de francs) et Ground Control Approach (GCA) (165 millions de francs).

— Force navale pour un montant de 1 786 millions de francs répartis comme suit : escorteur (12 millions de francs) et chasseurs de mines (1 774 millions de francs).

— Service médical pour un montant de 94 millions de francs répartis comme suit : équipement de Neder-over-Heembeek (24 millions de francs), renouvellement des véhicules (15 millions de francs), conteneurs médicaux (55 millions de francs).

— Interforces pour un montant de 2 252 millions de francs répartis comme suit : transmissions de l'Etat-Major Général (65 millions de francs), BEMILCOM (327 millions de francs) et participation belge dans le programme des avions AWACS (1 860 millions de francs).

En dehors de ces programmes majeurs, les programmes courants concernent l'achat d'équipements qui, pour la plupart, sont liés à des grands systèmes d'armes et sont, par conséquent, d'importance relativement faible. Leur durée moyenne d'exécution est de trois ans. Pour l'année 1984, des moyens de paiement de 1 979,4 millions sont inscrits pour ces programmes.

Finalement, sont aussi prévus :

— 1 494 millions de francs pour les programmes nationaux d'infrastructure en Belgique et en République Fédérale d'Allemagne, y compris l'achat des terrains;

— 2 111 millions pour les programmes internationaux d'infrastructure, y compris l'infrastructure pour l'AWACS;

Abstractie gemaakt van deze uitzonderlijke kredieten, bedraagt de verhoging t.o.v. het buget van 1983 (22 292,2 miljoen frank) 1 706 miljoen frank, hetzij een nominale groei van 7,65 pct.

Tabel IV toont dat van dit krediet 18 533,6 miljoen frank voorzien zijn voor de betaling van de hoofdprogramma's in uitvoering. Het betreft belangrijke aankopen die essentieel zijn voor de opdracht van de Krijgsmachtdelen. Voor het ogenblik strekken dergelijke programma's zich uit over een periode van gemiddeld acht jaar; op financieel vlak worden ze individueel gevolgd.

Opgesplitst geeft dat volgend resultaat :

— Landmacht voor een totaal bedrag van 8 843,6 miljoen frank opgesplitst als volgt : CVRT (17,1 miljoen frank), kanon 35 mm Gepard (226 miljoen frank), gepantserde gevechtsvoertuigen — PIGV (3 706,1 miljoen frank), Hawk-Helip (130 miljoen frank), geïntegreerd netwerk voor automatische transmissie RITA (860,7 miljoen frank), voertuigen (55 miljoen frank), MILAN (680 miljoen frank), modernisering veldartillerie (3 158,7 miljoen frank) en aeromobiliteit (10 miljoen frank).

— Luchtmacht voor een bedrag van 5 558 miljoen frank opgesplitst als volgt : F-16 (4 773 miljoen frank), FOB/F-16 (620 miljoen frank) en Ground Control Approach (GCA) (165 miljoen frank).

— Zeemacht voor een bedrag van 1 786 miljoen frank opgesplitst als volgt : escorteschepen (12 miljoen frank) en mijnenjagers (1 774 miljoen frank).

— Medische Dienst voor een bedrag van 94 miljoen frank opgesplitst als volgt : uitrusting Neder-over-Hembeek (24 miljoen frank), vernieuwing voertuigen (15 miljoen frank) en medische containers (55 miljoen frank).

— Intermachten voor een bedrag van 2 252 miljoen frank opgesplitst als volgt : transmissions Generale Staf (65 miljoen frank), BEMILCOM (327 miljoen frank) en Belgisch aandeel in de aankoop van de AWACS vliegtuigen (1 860 miljoen frank).

Buiten deze hoofdprogramma's betreffen de courante programma's aankopen van uitrusting die meestal verbonden zijn aan grote wapensystemen en die derhalve van relatief kleine omvang zijn. Hun uitvoeringsperiode is gemiddeld drie jaar. Voor het begrotingsjaar 1984 werden voor deze programma's 1 979,4 miljoen frank betalingsmiddelen ingeschreven.

Tenslotte zijn nog voorzien :

— 1 494 miljoen frank voor de nationale infrastructuurprogramma's in België en B.R.D., met inbegrip van de aankoop van terreinen;

— 2 111 miljoen frank voor de internationale infrastructuurprogramma's, met inbegrip van de infrastructuur voor de AWACS;

— 520,2 millions pour des divers répartis entre le plan de rénovation domaniale à concurrence de 500 millions et l'avance récupérable à l'OCASC à concurrence de 20,2 millions de francs.

Les crédits non dissociés et les crédits d'engagement inscrits au programme de rééquipement et d'infrastructure se montent à 29 783,1 millions de francs.

Pour les programmes majeurs, le montant des engagements atteint 23 879,7 millions que l'on peut ventiler comme suit :

— 18 842,7 millions de francs pour la Force terrestre : véhicules blindés de combat d'infanterie VBCI (1 167 millions), réseau intégré de transmissions automatique RITA (196,3 millions), véhicules (camions 10 tonnes et autobus) (4 348,8 millions), modernisation de l'artillerie de campagne (1 552,6 millions) et aéromobilité (11 578 millions).

— 4 303 millions de francs pour les F-16 de la force aérienne.

— 138 millions de francs pour le Service médical : renouvellement de véhicules (26 millions) et conteneurs médicaux (112 millions).

— 596 millions de francs pour les programmes interforces : AWACS (566 millions) et les transmissions de l'Etat-Major général (30 millions).

Les engagements pour les programmes courants atteignent 1 966,2 millions de francs, pour l'infrastructure nationale 1 206 millions de francs, pour l'infrastructure internationale 2 211 millions de francs et finalement 500 millions de francs pour la rénovation domaniale et 20,2 millions d'avance récupérable à l'OCASC.

Je voudrais à présent vous livrer quelques commentaires à propos de l'infrastructure internationale.

Les travaux d'infrastructure O.T.A.N. font l'objet d'une procédure de planification pluriannuelle portant sur une période de six ans. C'est ainsi que le prochain groupe de tranches annuelles couvrira la période 1985-1990. Pour chaque groupe de tranches il est décidé d'un plafond financier, la contribution de chaque pays étant alors calculée en fonction d'une clé de répartition.

La quote-part de la Belgique s'élève actuellement à 5,6 p.c. Deux éléments sont à mettre en évidence dans ce problème.

D'une part, les besoins exprimés et les montants de plafonds qui y sont associés connaissent depuis quelques années une croissance inquiétante.

Pour l'ensemble de l'Alliance, le montant annuel qui, pour la période 1975-1979, s'élevait à  $\pm$  15 milliards de francs belges (1979) est passé à  $\pm$  34 milliards de francs belges (1984) pour la période 1980-1984 et on annonce maintenant un montant annuel de  $\pm$  94 milliards de francs belges (1984) pour la période 1985-1990 et ceci, rien que pour couvrir les besoins dits vitaux.

— 520,2 miljoen frank voor diversen, met name 500 miljoen frank voor het domanial renovatieplan en 20,2 miljoen frank voor het terugvorderbaar voorschot aan de CDSCA.

De niet-gesplitste en de vastleggingskredieten ingeschreven in het wederuitrustings- en infrastructuurprogramma bedragen 29 783,1 miljoen frank.

Voor de hoofdprogramma's, beloopt het bedrag der vastleggingen 23 879,7 miljoen frank welke als volgt kunnen opgesplitst worden :

— 18 842,7 miljoen frank voor de Landmacht : gepantserde gevechtsvoertuigen - PIGV (1 167 miljoen frank), geïntegreerd netwerk voor automatische transmissie, RITA (196,3 miljoen frank), voertuigen (vrachtwagens 10 ton en autobussen) (4 348,8 miljoen frank), modernisering van de veldartillerie (1 552,6 miljoen frank) en aeromobiliteit (11 578 miljoen frank).

— 4 303 miljoen frank voor de F-16 van de Luchtmacht.

— 138 miljoen frank voor de Medische Dienst : vernieuwing voertuigen (26 miljoen frank) en medische containers (112 miljoen frank).

— 596 miljoen frank voor de intermachtenprogramma's : AWACS (566 miljoen frank) en de transmissies van de Generale Staf (30 miljoen frank).

De vastleggingen voor de lopende programma's belopen 1 966,2 miljoen frank, voor de nationale infrastructuur 1 206 miljoen frank, voor internationale infrastructuur 2 211 miljoen frank en tenslotte 500 miljoen frank voor domaniale renovatie en 20,2 miljoen frank terugvorderbaar voorschot aan de CDSCA.

Ik zou u nu enige kommentaar willen leveren betreffende de internationale infrastructuur.

De infrastructuurwerken N.A.V.O. zijn het voorwerp van een planificatieprocedure gespreid over een periode van zes jaar. Zo zal de volgende groep van jaarlijkse schijven de periode 1985-1990 dekken. Voor elke groep van schijven is een financieel plafond vastgesteld, waarbij dan de bijdrage van elke Lid-Staat berekend is in functie van een verdeelsleutel.

Het aandeel voor België bedraagt op dit ogenblik 5,6 pct. Ten aanzien van dit probleem moeten twee elementen in het licht worden gesteld.

Enerzijds kennen de uitgedrukte noden en de plafondbedragen die ermee verbonden zijn, sedert enige jaren een onrustwekkende groei.

Voor het geheel van de Alliantie is het jaarlijks bedrag, dat voor de periode 1975-1979 ongeveer 15 miljard frank bedroeg (1979), opgelopen tot ongeveer 34 miljard frank (1984) voor de periode 1980-1984 en men kondigt nu een bedrag van jaarlijks ongeveer 94 miljard frank (1984) aan voor de periode 1985-1990 en dit alleen maar om de zogenaamde vitale noden te dekken.

Vous comprendrez que la poursuite d'une telle tendance est inacceptable.

D'autre part, il se fait que la quote-part belge qui, je vous le rappelle, s'élève actuellement à 5,6 p.c. est jugée trop élevée. Depuis 1978 d'ailleurs, mes prédécesseurs en ont demandé la révision à la baisse, mais leurs demandes sont restées sans suite.

J'ai donc jugé nécessaire de tenter d'apporter une solution au problème ainsi posé, car il va de soi que la perte de substance qu'il implique affecte non seulement le fonctionnement des forces armées, mais également les programmes indispensables d'acquisition d'équipement.

J'ai en conséquence chargé l'état-major général de procéder à une étude approfondie de la question de la clé de partage des coûts d'infrastructure. Les facteurs d'appreciation pris en compte sont ceux retenus par l'Alliance, à savoir la capacité contributive de chaque nation représentée par le P.I.B., l'avantage qu'une nation peut retirer de son rôle de nation-hôte et l'intérêt en tant que nation utilisatrice.

Il résulte de l'étude menée que pour notre pays, pris relativement au total pour toutes les nations de l'Alliance, ces trois facteurs représentent respectivement pour le produit intérieur brut (P.I.B.) 2,096 pct., pour l'avantage comme nation-hôte 3,22 p.c. et pour l'intérêt comme nation utilisatrice 2,08 p.c.

On voit tout de suite qu'aucune pondération ou combinaison de ces facteurs ne permet d'expliquer le montant actuel de la quote-part belge.

Il est donc raisonnable de rappeler notre demande de révision de la clé de répartition et j'ai estimé que le démarrage d'un nouveau plan pluriannuel était le moment idéal pour procéder à cet exercice.

Mon objectif est de ramener notre contribution à un niveau conforme à nos possibilités réelles.

J'ai en conséquence clairement indiqué à mes collègues, lors de la dernière réunion du Comité des Plans de défense en session ministérielle, qu'en l'absence d'une solution définitive au problème du partage des coûts, la Belgique se verrait obligée de fixer unilatéralement le montant de sa participation au programme d'infrastructure O.T.A.N.

Je poursuivrai mon exposé en vous livrant quelques considérations sur la problématique générale des investissements.

En ce qui concerne la politique d'achats de la Défense nationale, elle est d'abord déterminée par l'enveloppe des moyens financiers réservés aux investissements.

Cette politique peut se matérialiser par un plan décentral d'investissement qui est le résultat de la comparaison des besoins militaires aux moyens de paiement que l'on peut espérer voir mettre à la disposition de la Défense nationale dans l'avenir.

U begrijpt dat het verder evolueren van een dergelijke tendens onaanvaardbaar is.

Anderzijds is het zo dat het aandeel van België dat, laat ik er u aan herinneren, op dit ogenblik 5,6 pct. beloopt, te hoog wordt geacht. Reeds sinds 1978 hebben mijn voor-gangers om een verlaging gevraagd, maar hun verzoeken zijn zonder gevolg gebleven.

Ik heb het dus noodzakelijk geacht een poging te onder-nemen om een oplossing te vinden voor het aldus gestelde probleem, daar het verlies dat eruit voortvloeit uiteraard niet alleen de werking van de strijdkrachten, maar ook de onontbeerlijke wederuitrustingsprogramma's aantast.

Ik heb bijgevolg opdracht gegeven aan de generale staf om een diepgaand onderzoek in te stellen omtrent het vraag-stuk van de verdeelsleutel van de infrastructuurkosten. De beoordelingsfactoren waarmee rekening gehouden wordt, zijn deze die weerhouden werden door het Bondgenoot-schap, nl. de bijdragecapaciteit van elke natie zoals weer-gegeven door het B.B.P., het voordeel dat een land kan halen uit zijn rol van gastland en het belang als gebruikende natie.

Uit het gevoerde onderzoek blijkt dat voor ons land, relatief genomen ten aanzien van het totaal van de landen behorend tot het Bondgenootschap, deze drie factoren res-pективelijk 2,096 pct. geven voor het bruto binnenlands pro-dukt (B.B.P.), 3,22 pct. voor het voordeel als gastland en 2,08 pct. voor het nut als gebruikend land.

Men bemerkt meteen dat geen enkele afweging of com-binatie van deze factoren toelaat de huidige omvang van de Belgische bijdragen uit te leggen.

Het is dus redelijk onze vraag tot herziening van de verdeelsleutel te herhalen en ik heb geoordeeld dat de aan-vang van een nieuw meerjarenplan daartoe een geschikt mo-ment vormt.

Mijn doel is onze bijdrage terug te schroeven tot een ni-veau dat overeenstemt met onze reële mogelijkheden.

Bijgevolg heb ik duidelijk mijn collega's tijdens de laatste vergadering van het Defensie Planning Comité in ministeriële vergadering erop gewezen, dat België zich bij gebrek aan een definitieve oplossing voor het probleem van de kostenverdeling, verplicht zou zien eenzijdig de omvang van zijn deelneming aan het N.A.V.O.-infrastructuurplan vast te stellen.

Ik zal vervolgens enkele bedenkingen naar voor brengen omtrent de algemene investeringsproblematiek.

Wat de aankooppolitiek van Landsverdediging betreft, is deze vooreerst bepaald door de enveloppe van de finan-ciële middelen voorbehouden voor de investeringen.

Deze politiek kan gestalte krijgen in een tienjaren-investe-ringsplan dat het resultaat vormt van de vergelijking van de militaire noden met de betalingsmogelijkheden waarvan men mag hopen dat ze in de toekomst ter beschikking gesteld zul-ler worden van Landsverdediging.

La procédure normale qui voudrait, qu'en fonction des nécessités opérationnelles, on élabore un planning d'engagements d'où découle automatiquement un planning d'ordonnancements, ne peut pas être suivie.

Il convient de procéder inversement et de déduire le planning des engagements du planning des ordonnancements attendus.

Tenant compte, d'une part, de l'importante croissance spécifique des dépenses de rééquipement et d'autre part, de l'obligation de se cantonner dans le cadre des moyens de paiement, le plan décennal ne peut être que le reflet des besoins de toute première priorité.

Dans le plan décennal d'investissement, la priorité des besoins s'exprime de deux manières : l'importance des montants et l'échelonnement dans le temps de chacun des programmes.

Ces priorités ont été proposées par la Défense nationale en fonction de l'opérationnalité des forces. Des considérations purement industrielles ne peuvent pas influencer les priorités de classement des besoins militaires. Vous savez l'importance que j'ai toujours attachée personnellement au respect de ces priorités de nature opérationnelle.

En conclusion de ces quelques considérations générales, il faut se rendre à l'évidence que la politique d'achat de la Défense nationale est plus une politique d'utilisation des trop pauvres moyens financiers disponibles qu'une politique de satisfaction des besoins militaires réels.

Un autre problème en rapport avec le rééquipement des Forces armées est celui des compensations économiques. Je vous rappelle que sur ma proposition, le Conseil des Ministres a, en sa séance du 18 janvier 1982, décidé que le Ministre des Affaires économiques, assisté du Vice-Premier Ministre Gol, des Ministres de la Défense nationale et du Budget et de la Commission d'Orientation et de Coordination des marchés publics, ferait « une étude globale relative à la répartition équilibrée entre les Régions de la participation industrielle et des compensations économiques quantitatives et qualitatives, directes et indirectes, couvrant tous les programmes importants retenus dans le plan décennal et dont le début d'exécution est prévu dans cette législature. Cette étude globale devra être terminée dans les six mois pour ne pas occasionner une remise ou un délai dans le calendrier d'exécution prévu par le plan décennal. La globalisation concerterait en tout cas les programmes suivants : Artillerie, Radios HF, Hélicoptères, Avions Mirage VB, Radios VHF et Charroi ».

Cette étude globale demandée par le Conseil des Ministres le 18 janvier 1982 a été présentée en Conseil des Ministres par le Ministre des Affaires économiques lors des séances du 29 juillet et du 1<sup>er</sup> août 1982.

Il en est découlé la décision suivante :

« Le Gouvernement a pris connaissance du rapport relatif à l'étude des possibilités de retombées économiques liées aux grands programmes de commandes de la Défense nationale.

De normale procedure waarbij een planning van vastleggingen wordt opgesteld in functie van de operationele noden, waaruit dan automatisch een ordonnanceringsplanning voortvloeit, kan niet gevuld worden.

Er dient omgekeerd tewerk gegaan te worden en de planning van de vastleggingen af te leiden uit de planning van de verwachte ordonnanceringen.

Gezien de hoge specifieke groei der uitgaven voor wederuitrusting enerzijds, en de verplichting om binnen het opgelegde kader van de betalingsmiddelen te blijven anderzijds, kan het tienjarenplan slechts de uitdrukking zijn van absoluut prioritaire behoeften.

In het tienjaren-investeringsplan komt de prioriteit der behoeften tot uiting op twee wijzen : de hoogte der bedragen en de spreiding in de tijd van elk der programma's.

Deze prioriteiten worden door Landsverdediging voorgesteld in functie van de paraatheid der Strijdkrachten. Louder industriële overwegingen mogen de rangschikking der militaire behoeften niet beïnvloeden. U weet welk belang ikzelf steeds gehecht heb aan het respect voor deze prioriteiten van operationele aard.

Tot besluit van deze algemene beschouwingen moet men goed beseffen dat de aankooppolitiek van Landsverdediging meer een politiek is van nuttig gebruik maken van de al te schaars beschikbare middelen dan een politiek van voldoening van de reële militaire behoeften.

Een ander probleem in verband met de wederuitrusting van de Strijdkrachten is dat van de economische compensaties. Ik herinner er u aan dat de Ministerraad op mijn voorstel heeft beslist, tijdens de vergadering van 18 januari 1982, dat de Minister van Economische Zaken, bijgestaan door de Vice-Eerste Minister Gol, de Ministers van Landsverdediging en van Begroting en door de Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten, een globale studie zou opstellen inzake de evenwichtige verdeling tussen de Gewesten van de industriële deelneming en van de kwalitatieve, rechtstreekse en onrechtstreekse economische compensaties, met betrekking tot alle belangrijke programma's die weerhouden werden in het tienjarenplan en waarvan het begin van uitvoering voorzien is tijdens deze legislatuur. Deze globale studie zou beëindigd moeten worden binnen de zes maanden om geen uitstel of vertraging te weeg te brengen in het uitvoeringsschema voorzien in het tienjarenplan. De globalisatie zou in elk geval de volgende programma's betreffen : Artillerie, HF Radio's, Helicopters, Mirage VB vliegtuigen, Radio's VHF en Voertuigenpark.

Deze door de Ministerraad van 18 januari 1982 gevraagde globale studie werd door de Minister van Economische Zaken voorgelegd aan de Ministerraad tijdens de zittingen van 29 juli 1982 en 1 augustus 1982.

Hieruit volgde de volgende beslissing :

« De Regering heeft kennis genomen van het verslag omtrent de studie betreffende de mogelijkheden inzake economische weerslagen verbonden aan de grote aankoopprogramma's van Landsverdediging.

Il confirme le principe d'une répartition équilibrée entre les Régions de la participation industrielle et des compensations économiques quantitatives et qualitatives, directes et indirectes, couvrant tous les programmes importants retenus dans le plan décennal et dont le début d'exécution est prévu dans cette législature. »

Dans le cadre de l'exécution de cette globalisation, les compensations économiques ont été fixées contractuellement pour la commande des obusiers à la firme américaine B.M.Y. et pour le « follow-on-buy » des 44 avions F-16.

Suite à la commande des obusiers, B.M.Y. s'est contractuellement engagé à fournir des compensations économiques à concurrence de 90 p.c. du montant de l'acquisition. Ceci correspond à un montant total d'achat à l'industrie belge de 5,4 milliards qui, suite à la décision du Gouvernement, se répartit de la façon suivante entre les trois régions : 62 à 66 p.c. à la Flandre, 27 à 29 p.c. à la Wallonie et 7,5 à 8,5 p.c. à Bruxelles.

Suite aux « follow-on-buy » F-16, 58 p.c. de compensations directes et 22 p.c. de compensations indirectes ont été contractuellement fixées. Les compensations directes d'un montant total d'achat d'environ 23,7 milliards de francs sont réparties entre la Région wallonne à concurrence de 18,4 milliards de francs et Bruxelles à concurrence de 5,3 milliards de francs. Les compensations indirectes pour un montant total d'achat d'environ 9,2 milliards de francs sont destinées à la Région flamande.

Les programmes ou parties de programmes suivant doivent encore être réalisés :

- Radios H.F. et radios V.H.F. : ± 11,2 milliards;
- Renouvellement du charroi : ± 7 milliards;
- Reste du programme de l'artillerie de campagne (munitions-automatisation, station météo...) : ± 8,2 milliards;
- Aéromobilité : ± 11 milliards.

Sur la base de la programmation actuelle, les programmes H.F., aéromobilité, renouvellement du charroi et quelques parties restantes du programme de l'artillerie de campagne seront encore totalement ou partiellement engagés en 1984. La problématique de la répartition équitable des compensations entre les régions sera chaque fois examinée au sein du groupe de globalisation compétent et décidée par le Gouvernement. L'objectif final fixé par le Gouvernement le 1<sup>er</sup> août 1983 pour l'ensemble des programmes de la globalisation est le suivant : 54 à 56 p.c. pour la Région flamande, 34 à 36 p.c. pour la Région wallonne et 9 à 11 p.c. pour la Région bruxelloise.

En tant que membre du groupe de globalisation, la Défense nationale veille à ce qu'un maximum de compensations économiques reviennent à notre industrie nationale tant quantitativement que qualitativement, tout en veillant à ce qu'elles ne causent qu'un surcoût le plus limité possible à la Défense nationale.

Zij bevestigt het principe van een evenwichtige verdeling over de Gewesten van de industriële deelneming en van de kwantitatieve en kwalitatieve, rechtstreekse en onrechtstreekse compensaties, met betrekking tot alle belangrijke programma's die weerhouden worden in het tienjarenplan en waarvan het begin van uitvoering voorzien is voor deze legislatuur. »

In het raam van de uitvoering van deze globalisatie, werden economische compensaties contractueel vastgelegd met betrekking tot de bestelling van Howitzers bij de Amerikaanse firma B.M.Y. en de Follow-on-Buy van 44 F-16-vliegtuigen.

Als gevolg van de bestelling der Howitzers heeft B.M.Y. zich contractueel verbonden tot economische compensaties ten belope van 90 pct. van de verwervingskost; dit stemt overeen met een totaal aankoopbedrag bij de Belgische industrie van ongeveer 5,4 miljard frank dat luidens de regeringsbeslissing ter zake als volgt dient te worden verdeeld over de drie Gewesten : Vlaanderen 62 à 66 pct.; Wallonië 27 à 29 pct. en Brussel 7,5 à 8,5 pct.

Ingevolge de Follow-on-Buy F-16 werden 58 pct. directe en 22 pct. indirecte compensaties contractueel vastgelegd. De directe compensaties voor een totaal aankoopbedrag van ongeveer 23,7 miljard frank worden verdeeld over het Waals Gewest ten belope van 18,4 miljard frank en het Brusselse Gewest ten belope van 5,3 miljard frank. De indirecte compensaties voor een totaal aankoopbedrag van ongeveer 9,2 miljard frank zijn bestemd voor het Vlaamse Gewest.

Volgende programma's moeten nog geheel of gedeeltelijk uitgevoerd worden :

- Radio's H.F. en V.H.F. : ± 11,2 miljard frank;
- Vernieuwing van voertuigen : ± 7 miljard frank;
- Het overblijvende deel van het veldartillerieprogramma (munitie, automatisatie, weerstations...) : ± 8,2 miljard frank;
- aéromobiliteit : ± 11 miljard frank.

Op basis van de huidige programmatie zullen de programma's H.F., aéromobiliteit, vernieuwing van voertuigen en sommige overblijvende delen van het veldartillerieprogramma nog in 1984 geheel of gedeeltelijk worden vastgesteld. De problematiek inzake billijke verdeling van de compensaties over de Gewesten zal telkens besproken worden door de ter zake bevoegde globalisatiewerkgroep en beslist worden door de Regering. Het eindobjectief dat door de Ministerraad op 1 augustus 1983 werd bepaald voor het volledige globalisatiepakket is het volgende : 54 à 56 pct. voor het Vlaamse Gewest, 34 à 36 pct. voor het Waalse Gewest en 9 à 11 pct. voor het Brusselse Gewest.

Als lid van de globalisatiewerkgroep waakt Landsverdediging erover dat zoveel mogelijk economische compensaties onze nationale industrie ten goede zouden komen, zowel op kwantitatief als op kwalitatief vlak, erover wakend dat er slechts een zo klein mogelijke meerkost ten laste van Landsverdediging uit voortvloeit.

Dans cette optique, ma préférence va incontestablement aux compensations indirectes et aux fournitures en source unique, plutôt qu'aux autres formes de compensations.

Je terminerai mes considérations sur les marchés publics en rappelant que la déclaration gouvernementale contenait le passage suivant :

« Le Gouvernement veillera à ce que les commandes publiques relatives à des produits nouveaux ou technologies avancées constituent un outil important du développement industriel. »

Dans ce cadre, un accord a été signé entre la Défense nationale et la Politique scientifique pour l'étude et le développement de postes radio VHF de nouvelle génération par l'industrie belge, sous la compétence et la responsabilité exclusives de la Politique scientifique, la Défense nationale se limitant à fournir l'assistance technique nécessaire sous un certain nombre de conditions.

Un accord de coopération semblable est en préparation pour le développement par l'industrie belge de goggles, instruments de vision nocturne destinés entre autre à être utilisés sur les véhicules de combat d'infanterie. Le coût total estimé de l'acquisition de ces goggles atteint ± 1,2 milliard de francs belges courants.

Grâce à l'aide financière de la Politique scientifique et grâce à de tels accords interdépartementaux, l'industrie belge acquiert une chance réelle de conquérir ou d'améliorer sa position sur le marché mondial, au moyen de produits nouveaux, et peut également participer comme fabricant et concurrent valable pour les marchés de la Défense nationale.

Je terminerai mon exposé en faisant le point sur la problématique et les décisions en matière d'INF et en matière de défense aérienne.

Les données du problème des INF sont, je crois, maintenant bien connues de tout un chacun. Lors des débats qui ont eu lieu tant à la Chambre qu'au Sénat, les aspects politiques, juridiques et militaires de cette question ont été exposés en long et en large. Je n'y reviendrai donc pas.

En sa séance du 30 décembre 1983, le Gouvernement a procédé à l'évaluation semestrielle de l'état des négociations et des déploiements des missiles à portée intermédiaire.

Le Gouvernement a dû prendre acte d'une part, de l'absence de résultats des négociations de Genève et, d'autre part, de l'interruption de ces négociations du fait de la partie soviétique.

Le Gouvernement a regretté cette interruption et formulé l'espoir que tôt ou tard, l'Union soviétique reviendrait à la table de négociation. Il a chargé le Ministre des Relations extérieures d'entreprendre des actions pour inciter l'U.R.S.S. à reprendre le dialogue.

In deze optiek gaat mijn voorkeur ontegensprekelijk uit naar de onrechtstreekse compensaties en de *single-source*-leveringen, veeleer dan naar andere compensatievormen.

Ik zal mijn beschouwingen omtrent de overheidsmarkten afronden met u een zinsnede uit de regeringsverklaring in herinnering te brengen :

« De Regering zal erover waken dat de overheidsbestellingen betreffende nieuwe produkten of gevorderde technologieën een belangrijk hulpmiddel vormen van industriële ontwikkeling. »

In dit kader werd tussen Landsverdediging en Wetenschapsbeleid een akkoord getekend inzake de studie en de ontwikkeling door de Belgische industrie van VHF-radio-posten behorende tot de nieuwe generatie, onder de uitsluitende bevoegdheid en verantwoordelijkheid van Wetenschapsbeleid en waarbij Landsverdediging zich mits een aantal voorwaarden zal beperken tot de levering van de nodige technische bijstand.

Een gelijkaardig samenwerkingsakkoord is in voorbereiding voor de ontwikkeling door de Belgische industrie van goggles, dit zijn nachtkijkers onder meer bestemd voor gebruik op pantserinfanterievoertuigen. De totale kostprijs voor de aankoop van deze goggles door Landsverdediging wordt geschat op 1,2 miljard courante Belgische franken.

Dank zij de financiële steun van Wetenschapsbeleid en dank zij dergelijke interdepartemente akkoorden krijgt de Belgische industrie een reële kans om haar plaats op de wereldmarkt te veroveren of te verbeteren door middel van nieuwe produkten en kan zij eveneens als waardevolle fabrikant of concurrent mededingen voor de markten van Landsverdediging.

Ik zal nu mijn uiteenzetting beëindigen met de stand van zaken op te maken betreffende de problematiek en de beslissingen inzake INF en luchtverdediging.

Ik denk dat de gegevens omtrent de INF-problemen nu voor een ieder voldoende bekend zijn. Tijdens de Kamer- en Senaatsdebatten werden de politieke, juridische en militaire aspecten van deze aangelegenheid in het lang en het breed uiteengezet. Ik zal daar dus niet op terugkomen.

Tijdens haar zitting van 30 december 1983 heeft de Regering haar semestriële evaluatie gehouden over de stand van zaken omtrent de onderhandelingen en de opstelling van de middellange-afstandsaketten.

De Regering heeft akte moeten nemen enerzijds van het uitblijven van enig resultaat van de onderhandelingen te Genève, en, anderzijds, van het afbreken van deze onderhandelingen van Russische zijde.

De Regering heeft deze onderbreking betreurd en haar hoop uitgesproken dat de Sovjetunie vroeg of laat naar de onderhandelingstafel zou terugkeren. Zij heeft de Minister van Buitenlandse Betrekkingen opdracht gegeven acties te ondernemen ten einde de U.S.S.R. aan te sporen de dialoog te hervatten.

L'objectif ultime de la Belgique demeure la conclusion d'un accord qui rendrait superflu tout déploiement allié.

En attendant, il faudra poursuivre le programme de déploiement selon le rythme et le calendrier prévus et ce tant qu'aucune solution négociée ne sera intervenue.

Les préparatifs se poursuivent donc à la base de Florennes, site choisi par le Gouvernement sur la base d'études techniques, pour le cas où le déploiement s'imposerait.

J'ai eu le 15 février dernier l'occasion d'exposer en détail la problématique de la défense aérienne aux Commissions de la Chambre et du Sénat après leur visite aux unités NIKE en République fédérale d'Allemagne.

Je n'y reviendrai donc pas.

Je suis persuadé que, tout au long de l'exposé que je viens de vous présenter, vous aurez pu percevoir le souci de rationalisation et d'utilisation optimale des moyens qui m'anime depuis le début de mon mandat à la tête de ce département.

Je suis aussi parfaitement conscient que l'assainissement, la rationalisation, l'imagination, ne sont pas la panacée et qu'ils connaissent des limites.

Ce ne sont pas des remèdes miracles qui, du jour au lendemain, peuvent produire des résultats spectaculaires.

C'est un travail de longue haleine qui, j'en suis persuadé, a déjà été entamé par mes prédécesseurs.

Ce n'est un secret pour personne que les difficultés budgétaires continuent d'évoluer d'une façon particulièrement défavorable pour mon département.

Il est dans ce domaine et ce, malgré les efforts consentis, des limites qui ne peuvent pas être franchies. Le budget que je vous ai présenté est un budget limite qui permet tout juste, dans le cadre des structures actuelles, de préserver ce que je considère comme essentiel.

Certains ont écrit à propos des investissements que le risque encouru était de stocker du matériel dont personne ne pourrait se servir, faute d'entraînement.

Je tiens à souligner que, à mes yeux, investir c'est préparer l'avenir.

Réduire ces investissements, c'est hypothéquer l'avenir.

Si une tension grave devait surgir en Europe occidentale, nous aurions toujours des hommes à mobiliser, mais aurions-nous du matériel en quantité et qualité suffisantes pour faire face à nos obligations ?

Il serait peut-être trop tard, à ce moment-là, pour réagir. Un soldat sans matériel efficace et fiable est totalement dépourvu pour remplir sa mission.

Het einddoel blijft voor België het bereiken van een overeenkomst die elke plaatsing overbodig zou maken.

Inmiddels zal bij gebrek aan onderhandelingsresultaten het plaatsingsprogramma verder gezet worden volgens het tempo en de kalender die voorzien zijn.

De voorbereidingen worden dus verder gezet op de basis van Florennes, plaats die op basis van technische studies door de Regering uitgekozen werd, mocht de plaatsing zich opprangen.

Op 15 februari jongstleden heb ik de gelegenheid gehad in detail de problematiek van de luchtverdediging uiteen te zetten aan de Commissies van Landsverdediging van de Senaat en van de Kamer na hun bezoek aan de NIKE-eenheden in de Duitse Bondsrepubliek.

Ik zal hier dus niet op terugkomen.

Ik ben ervan overtuigd dat doorheen gans mijn betoog de bezorgdheid heeft kunnen bemerken die mij reeds sinds het begin van mijn mandaat aan het hoofd van dit departement heeft beroerd, om te komen tot een optimale rationalisatie en aanwending der beschikbare middelen.

Ik ben er mij ook ten volle van bewust dat de gezondmaking, de rationalisatie, de verbeelding, niet alle kwalen kunnen helen en dat ze grenzen kennen.

Het zijn geen mirakel-middelen die van de ene dag op de andere spectaculaire resultaten kunnen voortbrengen.

Het is een werk van lange adem dat, ik ben ervan overtuigd, reeds door mijn voorgangers werd aangevat.

Het is niemand een geheim dat de budgettaire moeilijkheden verder blijven evolueren op een wijze die voor mijn departement bepaald ongunstig is.

Er zijn in dit domein grenzen die niet overschreden kunnen worden en dit ondanks de toegestane inspanningen. Het budget dat ik u heb voorgesteld is een limit-budget dat, in het kader der actuele structuren, maar juist toelaat te bewaren wat ik als essentieel beschouw.

Sommigen hebben geschreven dat met de investeringen het risico wordt gelopen dat materieel wordt gestockeerd dat bij gebrek aan training door niemand zal kunnen worden gehanteerd.

Ik houd eraan te benadrukken dat, mijns inziens, investeren gelijk staat met de toekomst voorbereiden.

Wanneer men de investeringen beperkt, hypotheciert men de toekomst.

Indien een ernstige spanning zou rijzen in West-Europa, zullen wij steeds manschappen kunnen mobiliseren, maar zullen wij materieel in voldoende hoeveelheden en kwaliteit hebben om onze verplichtingen na te komen ?

Het zou, op dat ogenblik, wel eens te laat kunnen zijn om te reageren. Een soldaat zonder afdoend en betrouwbaar materieel, kan onmogelijk zijn taak vervullen.

La qualité des investissements a évidemment un impact sur le fonctionnement. Choisir un matériel qui consomme peu, qui est fiable, qui exige peu d'heures de maintenance préventive, permet d'épargner des frais de fonctionnement.

L'entraînement de nos troupes ne peut plus descendre sous les seuils actuels : ce serait à la fois porter gravement atteinte à notre crédibilité et saper la motivation de notre personnel.

Quant à ce personnel, je vous ai rappelé les grandes lignes de mon plan.

Les fonctions techniques spécialisées doivent continuer à être confiées à des volontaires de carrière.

Nous devons faire appel à des miliciens pour les fonctions exigeant une formation minimale et leur offrir la possibilité de prolonger leur temps de service volontairement, de façon à allonger la période rentable par rapport à la période de formation.

Le rapport coût-efficacité n'en sera diminué que d'autant. Songe-t-on assez qu'en temps de crise, un service militaire court est un véritable luxe qui, par ailleurs, ne manque pas d'aspects démotivants pour les individus eux-mêmes ?

Je m'en voudrais de terminer sans évoquer les nombreux contacts que j'ai pu avoir avec nos militaires depuis le début de mon mandat, que ce soit en Belgique, en République fédérale d'Allemagne, au Zaïre ou au Rwanda.

Je me plaît à souligner l'enrichissement que m'ont procuré ces contacts.

Il est réconfortant d'encore rencontrer, malgré toutes les difficultés inhérentes à la période de crise, tant de jeunes cadres, de volontaires et de miliciens encore empreints d'idéalisme, et de dévouement, et pour qui la notion de « servir » n'est pas une notion dépassée.

Cela m'a permis de ne pas voir nos Forces armées avec les mêmes yeux que certains réalisateurs d'émissions télévisées.

Je terminerai en vous demandant d'approuver le budget que je viens de vous présenter.

Je me tiens à votre entière disposition pour répondre à vos questions éventuelles.

## I. DISCUSSION GENERALE

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

#### Aspects généraux

##### 1. Vision de l'avenir

Un membre fait remarquer que le budget donne l'impression de n'être qu'une adaptation continue des nécessités aux moyens et inversement, sans qu'on y trouve un début de

De kwaliteit van de investeringen heeft natuurlijk een impact op de werking. Materieel kiezen dat weinig verbruikt, betrouwbaar is en weinig onderhoud vergt, laat toe te sparen op de werkingskosten.

De training van onze troepen mag niet meer dalen onder de actuele drempels : dit zou tegelijk een aantasting van onze geloofwaardigheid en een ondermijning van de motivatie van ons personeel betekenen.

Wat dit personeel betreft, heeft u opnieuw de grote lijnen van mijn plan gehoord.

De gespecialiseerde technische functies moeten toevertrouwd blijven aan beroeps vrijwilligers.

Voor de functies die slechts een minimale vorming vereisen, moeten wij beroep doen op miliciens en wij moeten hen de mogelijkheid bieden om vrijwillig hun diensttijd te verlengen, ten einde de rendabele periode te verlengen ten aanzien van de opleidingsperiode.

De verhouding kost-doeltreffendheid zal er slechts door verminderen. Heeft men er voldoende aan gedacht, dat in een periode van crisis, een korte militaire dienst een ware luxe is die bovendien heel wat aspecten kent die demotiverend zijn voor de individuen zelf ?

Ik zou het mezelf ten kwade duiden indien ik dit betoog zou beëindigen zonder de talrijke kontakten ter sprake te brengen, die ik sinds de aanvang van mijn mandaat heb gehad met onze militairen, weze het in België, in de Duitse Bondsrepubliek, in Zaïre of in Rwanda.

Ik houd eraan de verrijking te benadrukken welke deze kontakten mij hebben verschafft.

Het is geruststellend om, ondanks alle moeilijkheden die gepaard gaan met een periode van crisis, nog zoveel jonge kaders, vrijwilligers en miliciens te ontmoeten, vervuld van idealisme, en van toewijding en voor wie het begrip « dienen », geen voorbijgestreefd begrip is.

Dit heeft mij toegelaten om onze Strijdkrachten met andere ogen te zien dan deze van sommige realisatoren van televisie-programma's.

Ik eindig met u te vragen het budget, dat ik u heb voorgelegd, goed te keuren.

Ik hou mij volledig te uwer beschikking om uw eventuele vragen te beantwoorden.

## II. ALGEMENE BESPREKING

### HOOFDSTUK 1

#### Algemene aspecten

##### 1. Toekomstvisie

Een lid merkt op dat de begroting de indruk geeft een gestadige aanpassing te zijn van de noodwendigheden aan de middelen en omgekeerd, zonder dat er een begin wordt

réalisation d'une vision à long terme qui tienne compte des moyens réels que notre pays peut et entend mettre à la disposition d'une politique de défense réalisable.

Tout en admettant qu'une vision prospective concrète soit utile, le Ministre souligne que certaines « charges du passé » sont inéluctables.

On ne peut cependant pas prétendre qu'il n'existe aucune vision à plus long terme à l'heure actuelle. Pour les investissements notamment, le plan décennal fixe les priorités pour chaque force en fonction des moyens probablement disponibles dans la période de 1983-1994, tandis que le plan du personnel 1984-1986 est une solution de compromis visant à transférer à partir de 1986 et de façon récurrente des moyens du secteur du personnel vers le secteur du fonctionnement, ce qui ne peut entre autres qu'améliorer la motivation des jeunes.

En ces temps difficiles, il faut vraiment essayer de sauvegarder l'essentiel. Diminuer davantage les structures n'est en effet pas facile. Les réactions qui ont suivi la suppression des deux escadrilles NIKE le prouvent. Toute autre suppression aurait d'ailleurs provoqué les mêmes réactions. Tout le monde est convaincu que notre contribution à l'infrastructure de l'O.T.A.N. est trop élevée et depuis 1978, les Ministres de la Défense nationale se sont efforcés de la diminuer. Tout ce que nous payerons en moins devra être inévitablement supplié par nos partenaires, ce qui complique la solution de ce problème.

Le Ministre déclare qu'il se tient à la disposition de la Commission pour discuter tous les problèmes relatifs à nos efforts et à notre concept de défense.

## *2. Présentation du budget*

Un membre fait observer que le document budgétaire contient toute une série de chiffres mais peu ou pas d'explications pratiques. Toute déclaration au sujet de la politique suivie fait défaut, contrairement à ce qui se passe dans les pays voisins, où cette politique est exposée en détail et les chiffres commentés au moyen de statistiques et de graphiques.

L'intervenant se demande pourquoi l'on ne procède pas de la même manière chez nous et quand paraîtra le livre blanc auquel l'Etat-Major général travaille depuis longtemps déjà.

Le Ministre répond que le document budgétaire publié chaque année justifie la politique projetée par son département pour l'année budgétaire à venir. Depuis 1982, il a utilisé à cet effet une présentation fonctionnelle du budget, c'est-à-dire une présentation qui établit un lien clair entre les crédits demandés et les activités programmées, ou en d'autres termes entre les moyens et les objectifs. Cette présentation

gemaakt met de verwezenlijking van een toekomstvisie die rekening zou houden met de reële middelen die ons land kan en wil ter beschikking stellen van een realiseerbare weerbaarheid.

De Minister verklaart zich wel akkoord met het feit dat een geconcretiseerd toekomstbeeld nuttig zou zijn, maar wijst erop dat bepaalde « lasten van het verleden » dienen meegedragen te worden.

Men kan echter niet beweren dat er thans geen enkele visie op langere termijn bestaat. Wat bijvoorbeeld de investeringen betreft, worden in het tienjarenplan de prioriteiten voor de verschillende strijdkrachten bepaald rekening houdende met de middelen die in de periode 1983-1994 vermoedelijk beschikbaar zullen zijn, terwijl het personeelsplan 1984-1986 een compromisoplossing is om vanaf 1986, en daarna elk jaar opnieuw, middelen uit de personeelssector over te dragen naar de werkingssector, wat onder meer de motivering van de jongeren alleen maar zal kunnen verbeteren.

In deze moeilijke tijden moet men echt het wezenlijke proberen veilig te stellen. De structuren nog verder afbouwen is immers niet gemakkelijk. De reacties op de afschaffing van de twee NIKE-escadrilles bewijzen dat trouwens. Elke afschaffing van andere onderdelen zou trouwens dezelfde reacties teweeggebracht hebben. Iedereen is ervan overtuigd dat ons aandeel in de N.A.V.O.-infrastructuur te hoog is en sedert 1978 hebben de Ministers van Landsverdediging zich ingespannen om het te verminderen. Alles wat wij minder betalen, zal onvermijdelijk door onze partners gedragen moeten worden, wat de oplossing van dit probleem nog ingewikkelder maakt.

De Minister verklaart dat hij zich ter beschikking van de Commissie houdt om alle vraagstukken te bespreken in verband met de inspanningen die wij ons getroosten en in verband met ons defensieconcept.

## *2. Voorstelling van de begroting*

Een lid laat opmerken dat het begrotingsdocument een ganse reeks cijfers bevat maar weinig of geen praktische uitleg. Elke beleidsverklaring ontbreekt, wat niet het geval is in onze buurlanden waar de gevuldte politiek gedetailleerd wordt uiteengezet en de cijfers toegelicht worden met statistieken en grafieken.

Hij vraagt zich af waarom dit bij ons niet op dezelfde manier wordt gedaan en wanneer het Witboek zal verschijnen waaraan al geruime tijd wordt gewerkt op de Generale Staf ?

Hierop antwoordt de minister dat hij in het jaarlijks begrotingsdocument het beleid van zijn departement voor het komende begrotingsjaar verantwoordt. Sedert 1982 heeft hij hiervoor een functionele voorstelling van het budget gebruikt, dit wil zeggen een voorstelling die het verband tussen de gevraagde kredieten en de geplande activiteiten, of met andere woorden het verband tussen middelen en objectieven, duidelij-

constitue l'annexe 1 au présent rapport. Elle comprend inégalement toute une série de données numériques importantes qui illustrent et précisent les options du département.

Comme l'examen du budget ne porte que sur une seule année budgétaire et que la procédure budgétaire devient de plus en plus complexe, la présentation annuelle du budget ne permet pas toujours de se faire une idée de l'évolution de la politique suivie. C'est pour répondre à ce souci d'information qu'il a fait établir à l'intention des membres des Commissions de la Défense nationale un aperçu synthétique du budget de 1984, complété de tableaux et de graphiques qui retracent l'évolution récente du budget de la Défense nationale et des dépenses de la Belgique en matière de défense.

Son département est occupé pour l'instant à confectionner un manuel sur la Défense et un livre blanc sur la Défense nationale. Le manuel sur la Défense aborde les aspects théoriques, structurels, juridiques et statistiques de la politique belge de sécurité. Il s'agit d'un ouvrage de référence : aperçu technique et équilibré de faits, de situations, de procédures et d'options. Par contre, le livre blanc sur la Défense nationale est un document politique. Il expose la situation militaire et politique à laquelle le ministère de la Défense nationale est confronté et décrit les moyens et les objectifs de la politique belge de défense.

Le département entend éditer le livre blanc sur la Défense nationale au cours du quatrième trimestre de cette année et le manuel sur la Défense au début de 1985.

### *3. L'évolution du budget*

A. Un commissaire fait remarquer que la croissance nominale du budget 1984, abstraction faite des crédits exceptionnels accordés dans le cadre du programme national des investissements, par rapport au budget initial de 1983, est de 5,6 p.c. Cela constitue une régression en termes réels qui est encore accentuée par une évolution défavorable de certains taux de change. Comment peut-on justifier cette régression ?

Le Ministre répond que, comme le budget de la Défense nationale est un budget-enveloppe, il ne peut pas dépasser le plafond imposé annuellement par le Gouvernement.

L'absorption de l'évolution défavorable de certains taux de change doit dès lors se faire en renvoyant constamment les priorités aussi bien dans le domaine du fonctionnement que dans le domaine des investissements afin de respecter le plafond imposé.

B. Un commissaire demande ce qu'il faudrait comme moyens supplémentaires à la Défense nationale pour réaliser les normes O.T.A.N. et celles recommandées par la Commission mixte.

lijkt vastlegt. Deze voorstelling is opgenomen als bijlage 1 bij dit verslag. De begrotingsvoorstelling bevat onvermijdelijk een hele reeks belangrijke numerieke gegevens die de beleids-opties van het departement illustreren en verduidelijken.

Door het feit dat de begrotingsbesprekking slechts één enkel begrotingsjaar bestrijkt en ook vanwege de steeds groeiende complexiteit van het begrotingsgebeuren laat de jaarlijkse voorstelling van het budget niet altijd toe een inzicht in de evolutie van het gevolgde beleid te verwerven. Het is om aan deze informatieoogzaak te voldoen dat hij voor de Parlementsleden van de Commissies Landsverdediging een overzichtelijke samenvatting van de begroting 1984 heeft laten opstellen, aangevuld met tabellen en grafieken die de recente evolutie van de begroting van Landsverdediging en de defensieuitgaven van België weergeven.

Zijn departement werkt voor het ogenblik aan een Handboek Defensie en een Witboek Landsverdediging. Het Handboek Defensie bespreekt de theoretische, organisatorische, juridische en statistische kenmerken van de Belgische veiligheidspolitiek. Het Handboek Defensie is een naslagwerk; een technische en evenwichtige weergave van feiten, toestanden, procedures en beleidsopties. Het Witboek Landsverdediging daarentegen is een beleidsdocument. Het verklaart de militaire en politieke situatie waarmee het Ministerie van Landsverdediging geconfronteerd wordt en beschrijft de middelen en doelstellingen van het Belgisch defensiebeleid.

Het is de bedoeling het Witboek Landsverdediging in het 4e kwartaal van dit jaar en het Handboek Defensie begin 1985 uit te geven.

### *3. Ontwikkeling van de begroting*

A. Een lid merkt op dat de begroting 1984, afgezien van de uitzonderlijke kredieten toegekend in het kader van het nationaal investeringsprogramma, nominaal met 5,6 pct. gestegen is vergeleken met de oorspronkelijke begroting 1983. In reële bedragen betekent dat een achteruitgang, die nog wordt versterkt door de ongunstige ontwikkeling van bepaalde wisselkoersen. Hoe wordt die achteruitgang verantwoord ?

De Minister antwoordt dat de begroting van Landsverdediging een enveloppe-begroting is en het maximumbedrag dat jaarlijks door de Regering wordt vastgesteld, niet mag overschrijden.

De opvang van de ongunstige ontwikkeling van bepaalde wisselkoersen moet dan ook geschieden door een voortdurende herziening van de prioriteiten, zowel op het gebied van de werking als op dat van de investeringen, ten einde beneden het opgelegde maximumbedrag te kunnen blijven.

B. Een lid vraagt over welke bijkomende middelen Landsverdediging zou moeten beschikken om te voldoen aan de normen van de N.A.V.O. en aan die welke door de Gemengde Commissie worden aanbevolen.

Le Ministre précise que l'application intégrale des normes O.T.A.N. et des normes de la Commission mixte nécessiterait les moyens supplémentaires suivants par rapport au budget annuel (en millions de francs) :

De Minister antwoordt dat voor een volledige toepassing van de N.A.V.O.-normen en van de normen van de Gemengde Commissie de volgende bijkomende middelen boven de huidige begroting noodzakelijk zouden zijn (in miljoenen franken) :

	Normes O.T.A.N. N.A.V.O.-normen	Normes Commission mixte Normen Gemengde Commissie
Force terrestre. — <i>Landmacht</i> . . . . .	1 968	1 178
Force aérienne. — <i>Luchtmacht</i> . . . . .	3 957	2 328
Force navale. — <i>Zeemacht</i> . . . . .	296	262
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	6 221	3 768

C. Un commissaire constate, par rapport au budget de l'année dernière, une diminution de 4,4 p.c. pour la Force aérienne et une augmentation de 2,28 p.c. pour la Force terrestre et il demande une justification à ce sujet.

Le Ministre répond que les pourcentages entre les forces évoluent d'année en année et notamment en fonction des investissements propres à chaque force. C'est ainsi que la Force aérienne a opéré un transfert des moyens de fonctionnement vers le domaine des investissements à la suite de l'évolution du taux du dollar.

D. Plusieurs commissaires plaident pour des réunions régulières de la Commission dans le but d'examiner les perspectives à moyen et à long terme de la Défense nationale en tenant compte de l'enveloppe budgétaire et des coûts toujours grandissants pour remplacer les équipements majeurs.

Les moyens budgétaires doivent être employés pour disposer d'une armée efficace, ce qui nécessite des rationalisations.

Le Ministre partage le point de vue qu'il faut une vision d'avenir afin d'optimaliser, et ceci de manière permanente, la mise en condition de nos forces armées.

Les structures actuelles de notre effort de défense sont considérées comme minimales par nos partenaires qui connaissent les mêmes problèmes que nous et qui dès lors ne sont pas prêts à reprendre une partie de nos missions ou de nos responsabilités.

A l'initiative du Ministre, les Ministres de la Défense des pays Benelux se sont réunis et ont décidé qu'ils se rencontreront régulièrement pour examiner si les trois petits pays n'ont pas de points de vue communs, s'ils ne peuvent pas grouper l'achat de matériels importants en baissant ainsi les prix ou s'ils ne peuvent pas aboutir de commun accord à des spécialisations de certaines tâches.

La réunion qui vient de se terminer au Luxembourg mènera probablement à l'introduction d'une formation commune des pilotes F-16 belges et néerlandais, ce qui diminuera indiscutablement les frais d'écolage pour les deux pays concernés.

C. Een lid stelt vast dat vergeleken met de begroting van vorig jaar er een vermindering is met 4,4 pct. voor de Luchtmacht en een vermeerdering met 2,28 pct. voor de Landmacht en hij vraagt wat de reden hiervan is.

De Minister antwoordt dat de percentages bestemd voor de verschillende strijd machten van jaar tot jaar veranderen, onder meer als gevolg van de investeringen voor ieder strijd machtonderdeel. Zo zijn er bij de Luchtmacht werkingsmiddelen overgedragen naar de sector investeringen als gevolg van de evolutie van de dollarkoers.

D. Verscheidene commissieleden vragen om de Commissie geregd bijeen te roepen ten einde de vooruitzichten van Landsverdediging op middellange en op lange termijn te kunnen onderzoeken in het licht van de begrotingskredieten en de stijgende kosten van vervanging van het belangrijkste materiaal.

De begrotingsmiddelen moeten zodanig worden gebruikt dat wij over een efficiënt leger beschikken, en daarvoor moet er gerationaliseerd worden.

De Minister is het ermee eens dat een toekomstvisie noodzakelijk is om de paraatheid van onze strijdkrachten op een permanente wijze te optimaliseren.

De tegenwoordige structuren van ons defensie-apparaat worden minimaal geacht door onze partners, die met dezelfde problemen te kampen hebben als wij, en dus niet bereid zijn een deel van onze taken of verantwoordelijkheden over te nemen.

De Ministers van Landsverdediging van de Beneluxlanden zijn, op initiatief van de Belgische Minister, bijeengekomen en hebben besloten elkaar geregd te ontmoeten om na te gaan of de drie kleine landen geen gemeenschappelijke standpunten hebben, of ze de aankoop van belangrijk materieel kunnen groeperen zodat de prijzen gedrukt kunnen worden en of ze voor bepaalde taken niet in gemeenschappelijk overleg tot specialisering kunnen overgaan.

De vergadering die onlangs te Luxemburg is gehouden, zal vermoedelijk leiden tot de gezamenlijke opleiding van Belgische en Nederlandse F 16-piloten, wat ongetwijfeld die kosten voor beide landen zal verminderen.

*4. Obligations au sein de l'O.T.A.N.*

Un membre se demande quels articles du budget ont trait aux engagements de la Belgique au sein de l'O.T.A.N. et à combien s'élève le total de ceux-ci.

Il aimeraient savoir, pour les cinq dernières années et pour les différentes forces, quel montant l'O.T.A.N. a souhaité et quel montant lui a été consacré.

Le Ministre donne la réponse suivante :

1. Les articles budgétaires concrétisant l'engagement financier direct de la Belgique (*in casu* le budget de la Défense nationale) sont les suivants :

a) *Titre I*

Article 3405

Article 3406

Article 3409

Article 3305 partie couvrant la responsabilité de la Belgique en tant que nation-hôte dans le cadre de l'application de l'article du statut des Forces (S.O.F.A. : convention de Londres de 1951).

b) *Titre II*

Article 5301

Article 5302

Article 5303

Article 5304

Article 6104

2. Il va de soi que la contribution indirecte du budget de la Défense nationale sous forme de personnel servant dans les états-majors et organismes interalliés est également importante. Elle est, pour l'essentiel, incluse dans les articles budgétaires 1103, 1104 et 1205.

De plus, l'organisation des forces armées, la participation des unités opérationnelles aux manœuvres annuelles de l'O.T.A.N., le stationnement spécifique en République fédérale d'Allemagne, les normes d'entraînement à appliquer, constituent une contribution non négligeable sur le plan budgétaire dans le cadre de nos engagements vis-à-vis de l'O.T.A.N., ceci compris dans le sens large.

En synthèse, on peut pratiquement conclure que notre appartenance à l'Alliance conditionne la plus grande partie des dépenses de la Défense nationale.

3. En ce qui concerne les souhaits de l'O.T.A.N. et les réalisations, il faut tout d'abord rappeler qu'en mai 1982, compte tenu du renforcement ininterrompu du potentiel militaire du Pacte de Varsovie, les Ministres de la Défense, après avoir confirmé leur adhésion à la formule des 3 p.c., ont instamment engagé les pays membres à s'efforcer d'apporter

*4. Verplichtingen binnen de N.A.V.O.*

Een lid vraagt zich af welke artikelen van de begroting slaan op de verbintenissen van België binnen de N.A.V.O. en hoeveel het totaal van deze verplichtingen voor België betekent.

Graag zou hij over de laatste vijf jaren en voor de verschillende krijgsmachtonderdelen weten welk het bedrag was, gewenst door de N.A.V.O. en het bedrag dat werd besteed.

Daarop antwoordt de Minister :

1. De rechtstreekse financiële verplichtingen van ons land (*in casu* de begroting van Landsverdediging) komen voor in de volgende begrotingsartikelen :

a) *Titel I*

Artikel 3405

Artikel 3406

Artikel 3409

Artikel 3305 het gedeelte dat de aansprakelijkheid van België als gastland dekt in het kader van de toepassing van het artikel betreffende de rechtspositie van de krijgsmacht (S.O.F.A. : overeenkomst van Londen, 1951).

b) *Titel II*

Artikel 5301

Artikel 5302

Artikel 5303

Artikel 5304

Artikel 6104

2. Vanzelfsprekend is de indirecte bijdrage van de begroting van Landsverdediging in de vorm van personeelsleden bij de intergeallieerde Generale Staven en instellingen, eveneens aanzienlijk. Het grootste deel daarvan is ingeschreven in de begrotingsartikelen 1103, 1104 en 1205.

De organisatie van de strijdkrachten, de deelneming van de operationele eenheden aan de jaarlijkse N.A.V.O.-manoeuvres, de eigenlijke legering in de Bondsrepubliek Duitsland, de toe te passen opleidingsnormen, vormen in het vlak van de begroting een niet te verwaarlozen bijdrage in het kader van onze verplichtingen tegenover de N.A.V.O. in de ruime zin.

Praktisch komt het hier op neer dat de meeste uitgaven van Landsverdediging worden bepaald door ons lidmaatschap van de Verdragsorganisatie.

3. Wat betreft de wensen van de N.A.V.O. en de realisatie ervan, dient erop gewezen te worden dat de Ministers van Landsverdediging in mei 1982 in het licht van de onafgebroken aangroei van het militair potentieel van het Pact van Warschau, eerst hebben bevestigd dat zij het eens waren met de 3 pct.-formule en de lidstaten met aandrang hebben

à leurs forces des améliorations supplémentaires s'ajoutant à celles déjà envisagées dans le cadre de cette formule.

Le cycle de planification de l'Alliance actuellement en vigueur et portant sur six ans, impose à la Belgique une croissance annuelle en termes réels de ses dépenses de défense de 3,3 p.c., ce qui dans le jargon de l'Alliance est défini comme étant le « challenge raisonnable ».

Cet objectif « reasonable challenge » est à comparer à l'évolution des dépenses de défense qui, en termes réels, se concrétise de la manière suivante :

Année — Jaar	1980	1981	1982	1983	1984
P.c. évolution réelle. — Pct. reëele evolutie . . . . .	—	+0,9	-3,3	-3,0	-0,4 (prévision/ prognose)

Les engagements souhaités par l'Alliance s'expriment sous forme de propositions concernant les forces, celles-ci étant adressées à chaque nation, par domaine fonctionnel (niveau des forces, état de préparation et de disponibilité, *Command Control Communications, N.B.C. defence, ...*). Ces critères fonctionnels concernent bien souvent l'ensemble des forces armées et n'ont dès lors rien à voir avec les engagements souhaités par force.

### 5. Charges du Service médical

Un commissaire constate que les charges du Service médical augmentent d'année en année. Il voudrait savoir quelle est l'évolution des frais d'entretien des hôpitaux militaires et quel est leur taux d'occupation. Que coûte en particulier le fonctionnement de l'hôpital de Neder-over-Heembeek ?

Le Ministre donne les renseignements suivants :

1. L'évolution qu'a connue le secteur médical au cours de la dernière décennie n'a certainement pas contribué à rendre les soins médicaux moins coûteux. Les problèmes financiers de ce secteur sont d'ailleurs connus. Par contre, le budget du Service médical militaire n'a enregistré de 1980 à 1984 qu'une croissance de 27,06 p.c. alors que l'inflation pendant la même période a été de 30,46 p.c. Malgré la mise en service du nouvel hôpital de Bruxelles à Neder-over-Heembeek en octobre 1981, le Service médical militaire a pu respecter les enveloppes budgétaires imposées, grâce à une sévère politique d'économie. La croissance apparente du budget de 1984 par rapport à celui de 1983 résulte d'une remise au niveau normal des crédits de rééquipement et d'infrastructure après les importantes coupures budgétaires opérées en 1982 et 1983. L'augmentation du budget de fonctionnement de 1983 à 1984 se limite à 6,5 p.c.

verzocht een inspanning te leveren om de kwaliteit van hun strijdkrachten nog meer te verbeteren dan tevoren werd gepland in het kader van die formule.

Het zes-jarenplan van de Verdragsorganisatie, verplicht België zijn defensie-uitgaven jaarlijks met 3,3 pct. in reële termen op te voeren, wat bij de N.A.V.O. een « reasonable challenge » heet te zijn.

Dit doel kan worden vergeleken met de evolutie van de defensie-uitgaven die er in reële termen als volgt uitzien :

Année — Jaar	1980	1981	1982	1983	1984
P.c. évolution réelle. — Pct. reëele evolutie . . . . .	—	+0,9	-3,3	-3,0	-0,4 (prévision/ prognose)

De verplichtingen die de Verdragsorganisatie wenst uitgevoerd te zien, worden neergelegd in voorstellen betreffende de strijdkrachten, welke aan elk land per functioneel domein worden gericht (niveau van de strijdkrachten, staat van voorbereiding en paraatheid, *Command Control Communications, N.B.C. defence, ...*). Die functionele criteria slaan dikwijls op de gehele krijgsmacht en houden in dit geval geen verband met de verplichtingen per krijgsmachtonderdeel.

### 5. Kostprijs van de geneeskundige dienst

Een lid merkt op dat de kostprijs van de geneeskundige dienst van jaar tot jaar groter wordt. Hij vraagt wat het verloop is van de kosten van onderhoud van de militaire ziekenhuizen en wat hun bezettingsgraad is. Wat kost in het bijzonder het ziekenhuis van Neder-over-Heembeek ?

De Minister verstrekt de volgende inlichtingen :

1. De ontwikkeling van de geneeskunde gedurende de jongste tien jaren heeft zeker niet bijgedragen tot een vermindering van de kosten van geneeskundige verzorging. De financiële problemen waarmede die sector te kampen heeft, zijn trouwens bekend. Toch is de begroting van de militaire geneeskundige dienst van 1980 tot 1984 slechts gestegen met 27,06 pct., hoewel de inflatie in dezelfde tijd 30,46 pct. bedraagt. Niettegenstaande de ingebuikneming van het nieuw ziekenhuis van Brussel te Neder-over-Heembeek in oktober 1981, is de Militaire geneeskundige dienst binnen de grenzen van de opgelegde begrotingsenveloppes kunnen blijven, dank zij een streng besparingsbeleid. De ogenschijnlijke stijging van de begroting 1984 ten opzichte van die van 1983 is het gevolg van de optrekking van de uitrustings- en infrastructuurkredieten tot op het normale peil, na de aanzienlijke besnoeiing van de begroting in 1982 en 1983. De verhoging van de werkingsbegroting van 1983 tot 1984 is beperkt gebleven tot 6,5 pct.

2. En 1982, le fonctionnement et l'entretien des hôpitaux militaires — quatre en Belgique et deux en Allemagne — ont coûté 1 776 millions de francs, dont 796 millions pour l'hôpital militaire de Bruxelles. Ce dernier chiffre contient encore les dernières retombées du programme d'équipement du nouvel hôpital. Les montants de 1983 ne sont pas encore définitivement fixés, mais peuvent être estimés à quelque 1 840 millions, dont 800 pour l'hôpital de Bruxelles, cette fois sans influence du programme d'équipement.

3. Le taux d'occupation des hôpitaux militaires en 1982 a été en moyenne de 67 p.c. A l'activité des hôpitaux militaires, il convient d'ajouter un travail considérable de consultations externes et d'expertises de toutes natures, effectué par le personnel spécialisé.

#### *6. Entrainement des Forces*

Un membre demande sous quel article budgétaire les dépenses pour la formation et l'entraînement son inscrites (1 898,7 millions).

Il souhaite également savoir dans quels centres d'instruction étrangers le personnel a été entraîné en 1983, combien de personnes ont été entraînées dans chacun de ces centres en 1983 et pour quel montant par centre. Les informations demandées portent enfin sur la formation spécifique accordée au personnel dans chacun des centres.

Le Ministre fournit les renseignements suivants :

1. Les 1 898,7 millions inscrits au budget fonctionnel pour la formation et l'entraînement sont prévus aux articles suivants :

1201	:	0,3 millions
1202	:	53,8 millions
1204	:	2,2 millions
1205	:	48,7 millions
1221-1	:	84,3 millions
1222	:	625,4 millions
1223-1	:	375,2 millions
1223-2	:	653,4 millions
1371-1	:	55,3 millions
3412	:	0,1 millions

2. Il est matériellement impossible de communiquer dans ce cadre une liste globale de tous les cours et stages à l'étranger auxquels participent dans beaucoup de cas seulement un ou au maximum quelques militaires belges pour parfaire leur formation.

Ces cours et stages couvrent les nécessités suivantes :

— Formations universitaires complémentaires à celle de l'Institut royal supérieur de Défense, dans des établissements supérieurs étrangers (Staff College, etc.);

2. In 1982 hebben de werking en het onderhoud van de militaire ziekenhuizen — vier in België en twee in Duitsland — 1 776 miljoen frank gekost, waarvan 796 miljoen voor het militair ziekenhuis van Brussel. Dit bedrag bevat nog de laatste betalingen van het uitrustingsplan van het nieuwe ziekenhuis. De bedragen voor 1983 zijn nog niet definitief vastgesteld, maar zij mogen worden geraamd op ongeveer 1 840 miljoen, waarvan 800 miljoen voor het ziekenhuis van Brussel, welk bedrag geen betalingen voor het uitrustingsplan bevat.

3. De militaire ziekenhuizen waren in 1982 gemiddeld voor 67 pct. bezet. Naast het gewone werk, heeft het gespecialiseerd personeel van de militaire ziekenhuizen ook veel externe raadplegingen en allerlei geneeskundige onderzoeken verricht.

#### *6. Opleiding van de strijdkrachten*

Een lid vraagt op welk begrotingsartikel de uitgaven voor opleiding en training (1 898,7 miljoen) voorkomen.

In welke buitenlandse opleidingscentra werd het personeel in 1983 gevormd ? Hoeveel personeelsleden werden in 1983 in elk centrum opgeleid en hoeveel kostte dat per centrum ? Welke bijzondere opleiding genoot het personeel in elk centrum ?

De Minister verstrekt de volgende inlichtingen :

1. Het bedrag van 1 898,7 miljoen frank dat op de begroting is ingeschreven voor opleiding en training, komt voor op de volgende artikelen :

1201	:	0,3 miljoen
1202	:	53,8 miljoen
1204	:	2,2 miljoen
1205	:	48,7 miljoen
1221-1	:	84,3 miljoen
1222	:	625,4 miljoen
1223-1	:	375,2 miljoen
1223-2	:	653,4 miljoen
1371-1	:	55,3 miljoen
3412	:	0,1 miljoen

2. Het is materieel onmogelijk in dit kader een globale lijst te verstrekken van alle cursussen en stages in het buitenland, waarbij in vele gevallen slechts een of ten hoogste enkele Belgische militairen ter vervolmaking van hun opleiding betrokken zijn.

Die cursussen en stages betreffen :

— De academische opleiding, ter aanvulling van de opleiding in het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, in buitenlandse hogescholen (Staff College enz.);

- Préparations particulières aux fonctions O.T.A.N.;
- Formations spéciales dans les matières auxquelles les possibilités de la Belgique ne donnent aucun accès (renseignement, N.B.C., etc.);
- Conversion à un matériel à acquérir ou acquis récemment (HELIP, RITA, TARE, etc.);
- Recyclage des doctrines et procédés tactiques et techniques des armes;
- Assurer à certains officiers à fonctions particulières une formation complémentaire indispensable (cours universitaires, colloques, séminaires, etc.).

### *7. Entraînement à la Force aérienne*

Un membre rappelle que M. Luns, Secrétaire général de l'O.T.A.N., vient de critiquer ouvertement notre pays pour le manque d'entraînement de nos pilotes.

Il se demande si ces critiques sont vraiment fondées et quelle est la politique du Ministre à ce sujet.

Le Ministre répond qu'il est exact que le plan de vol de la Force aérienne se situe au-dessous des normes opérationnelles admises par l'O.T.A.N. Cette situation résulte de l'insuffisance chronique des moyens financiers alloués aux Forces armées et plus particulièrement à la Force aérienne.

Cette arme est spécialement touchée par l'effet cumulé :

- de l'augmentation des coûts et de la taxation du carburant;
- de l'augmentation du cours du dollar et de l'impact qui en résulte sur les contrats d'acquisition majeurs;
- de l'augmentation réelle de l'indice d'inflation sectoriel dans le domaine de l'entretien des matériels aéronautiques.

Par rapport à la situation antérieure à 1982, le niveau d'activité de la Force aérienne a dû être réduit de plus d'un tiers, tandis qu'étaient appliquées des mesures de restriction draconniennes telles que :

- une réduction de 20 p.c. du nombre de pilotes de combat;
- l'interdiction faite momentanément aux pilotes en fonction à l'état-major de poursuivre un entraînement sur avion de combat pour constituer une réserve opérationnelle minimale.

Dans cette période particulièrement pénible pour la Défense nationale, il importe avant tout de préserver le potentiel de base, à savoir l'outil et les structures opérationnelles, au détriment même d'une baisse sensible, mais temporaire, du niveau d'entraînement.

Compte tenu de l'impact de cette situation sur l'état de préparation et les responsabilités opérationnelles de la Force aérienne, il est logique que l'O.T.A.N., en la personne de M. Luns, s'inquiète de cet état de choses.

- De bijzondere voorbereiding op N.A.V.O.-betrekkingen;
- De bijzondere opleiding voor zaken waarvoor in België geen opleidingsmogelijkheid bestaat (inlichtingen, N.B.C. enz.);
- De omschakeling op materieel dat zal worden aangekocht of onlangs is aangekocht (HELIP, RITA, TARE enz.);
- De herscholing in verband met doctrines en tactische en technische wapenprocédés;
- De aanvullende opleiding van officieren met een bijzondere opdracht (universitaire cursussen, colloquia, seminaries enz.).

### *7. Opleiding bij de Luchtmacht*

Een lid wijst erop dat de heer Luns, Secretaris-generaal van de N.A.V.O., onlangs openlijk kritiek op ons land heeft geleverd omdat onze piloten niet voldoende opgeleid worden.

Hij vraagt zich af of die kritiek werkelijk gegronde is en welk beleid onze Minister ter zake voert.

De Minister antwoordt dat het juist is dat het vliegschema van de Luchtmacht beneden de operationele eisen van de N.A.V.O. ligt. Dit is het gevolg van het chronisch tekort aan financiële middelen die aan de strijdkrachten en meer bepaald aan de Luchtmacht worden toegekend.

De Luchtmacht wordt meer bepaald getroffen door de gecumuleerde invloed van :

- de stijging van de kosten en de belasting van de brandstof;
- de stijging van de dollarkoers en de weerslag ervan op de belangrijke aankoopcontracten;
- de reële stijging van de sectoriële inflatie in de sector onderhoud van luchtvaartmaterieel.

In vergelijking met de toestand van voor 1982, diende de activiteit van de Luchtmacht te worden verminderd met meer dan een derde, en werden bovendien drastische besparingsmaatregelen toegepast zoals :

- een vermindering van het aantal gevechtspiloten met 20 pct.;
- het tijdelijk verbod voor de piloten bij de Generale Staf, om te trainen op gevechtsvliegtuigen ten einde een operationele minimumreserve samen te stellen.

In deze voor de Landsverdediging bijzonder moeilijke tijden, moet eerst het basispotentieel, te weten de operationele middelen en structuren, worden veilig gesteld ten koste van een gevoelige, doch tijdelijke verlaging van het opleidingspeil.

Als men ziet welke weerslag die toestand heeft op de staat van paraatheid en de operationele verantwoordelijkheid van de Luchtmacht, is het logisch dat de N.A.V.O., bij monde van de heer Luns, haar bezorgdheid uitspreekt over deze gang van zaken.

Le Ministre déplore également ces réductions mais les considère aussi, à défaut de moyens budgétaires supplémentaires, comme la moins mauvaise solution, acceptable temporairement, pour autant qu'un redressement se dessine à terme.

### *8. La coopération technique militaire*

A. Un commissaire estime que des problèmes énormes se posent au Zaïre. Nos militaires y jouent uniquement un rôle de conseiller, tandis que les militaires français commandent des unités de parachutistes.

Selon lui, il serait intéressant que des membres des Commissions des Relations extérieures et de la Défense puissent se rendre sur place et y prendre contact directement avec les autorités zaïroises et nos compatriotes afin de mieux se rendre compte des missions que nos forces accomplissent dans le cadre de la coopération technique militaire.

Le Ministre déclare à ce sujet que la coopération technique militaire s'appuie d'une part sur l'arrêté royal du 16 août 1963 et d'autre part sur la convention belgo-zaïroise du 22 juillet 1968 et la convention belgo-rwandaise du 22 août 1969, approuvées par la loi du 4 avril 1972 (*Moniteur belge* du 28 mars 1973). Cette loi a confié aux Forces armées belges la mission de fournir une assistance technique essentiellement dans le domaine de l'instruction des cadres des armées zaïroises et rwandaises. Le rôle qui leur est dévolu est purement technique et toute activité opérationnelle est exclue.

Dans ces conditions il n'est pas question de faire commander des unités par des militaires belges.

Une visite sur place des membres des Commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale pourrait être organisée par la Défense nationale sur proposition des Présidents des Commissions concernées. Il n'appartient pas toutefois au Ministre de la Défense nationale de prendre l'initiative d'une pareille visite.

B. En ce qui concerne la coopération technique militaire (art. 34.07), un membre demande quelle est la justification de l'augmentation des effectifs au Zaïre et au Rwanda. Celle-ci s'explique-t-elle par une modification des conventions de coopération avec ces deux pays ?

Le Ministre répond ce qui suit :

1. Le nombre de coopérants prévus par les conventions avec le Zaïre et le Rwanda est toujours de 110 pour le Zaïre et de 26 pour le Rwanda.

2. Le budget de l'année en cours est calculé sur le nombre de coopérants figurant à l'effectif en janvier de l'année précédente. Ce nombre comprend les coopérants effectivement en place et également ceux qui se trouvent en période de maintien à la disposition.

Ook de Minister betreurt die beperkingen maar, bij gebrek aan bijkomende begrotingsmiddelen, beschouwt hij ze als de minst slechte en tijdelijk aanvaardbare oplossing, voor zover er op termijn een verbetering intreedt.

### *8. Militaire technische samenwerking*

A. Een commissielid is van oordeel dat er enorme problemen rijzen in Zaïre. Onze militairen troeden alleen op als raadgever, de Franse militairen voeren daarentegen het bevel over para-eenheden.

Volgens hem zou het interessant zijn dat leden van de Commissies van Buitenlandse Betrekkingen en Landsverdediging ter plaatse zouden gaan en rechtstreeks contact zouden opnemen met de Zaïrese overheid en onze landgenoten, om zich beter rekenschap te geven van de opdrachten die onze strijdkrachten uitvoeren in het kader van de militaire technische samenwerking.

De Minister antwoordt dat de militaire technische samenwerking stoelt op het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 en op de Belgisch-Zaïrese overeenkomst van 22 juli 1968 en de Belgisch-Rwandese overeenkomst van 22 augustus 1969, goedgekeurd bij de wet van 4 april 1972 (*Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1973). Deze wet heeft aan de Belgische strijdmaats opgedragen technische assistentie te verlenen hoofdzakelijk bij de opleiding van de kaders van het Zaïrese en het Rwandese leger. Het gaat over een louter technische taak en iedere operationele activiteit is uitgesloten.

In die omstandigheden kunnen de Belgische militairen niet het bevel voeren over eenheden.

Een bezoek ter plaatse door leden van de Commissies van Buitenlandse Betrekkingen en Landsverdediging zou door Landsverdediging kunnen worden georganiseerd op voorstel van de Voorzitters van die commissies. Het is echter niet de taak van de Minister van Landsverdediging daartoe enig initiatief te nemen.

B. Wat de militaire technische samenwerking (art. 34.07) betreft, vraagt een lid hoe de opvoering van het aantal manschappen in Zaïre en Rwanda worden verantwoord. Werden de samenwerkingsakkoorden met die landen gewijzigd ?

De Minister geeft het volgend antwoord :

1. Volgens de akkoorden met Zaïre en Rwanda bedraagt het aantal coöperanten steeds 110 voor Zaïre en 26 voor Rwanda.

2. De begroting van het lopende jaar is berekend op het aantal coöperanten in het bestand van januari van het vorig jaar. Hierin zijn begrepen de coöperanten die werkelijk ter plaatse zijn evenals die welke gedurende een bepaalde periode ter beschikking worden gehouden.

3. Pour le calcul retenu au budget 1983 il n'y avait effectivement que 126 coopérants en janvier 1982 tandis qu'en janvier 1983 il y en avait 148 pris en compte pour le calcul du budget 1984.

Cette différence provient du fait qu'en janvier 1982 certains postes n'étaient pas occupés (au Rwanda et au Zaïre) tandis qu'en janvier 1983 tous les postes sont honorés en permanence au Zaïre afin de remplir nos engagements.

#### *9. Les crédits relatifs à la recherche scientifique*

Au sujet des crédits relatifs à la recherche scientifique, un membre voudrait savoir si le montant de 711,908 millions correspond uniquement au coût de la recherche proprement dite ou s'il englobe aussi les dépenses générales de personnel et de fonctionnement des établissements indiqués au budget (pp. 75 et 76).

Il souhaiterait en outre recevoir un relevé détaillé des recherches effectuées au cours des dernières années.

Le Ministre répond que le montant de 711,908 millions contient, en plus des coûts de la recherche scientifique proprement dite, certaines dépenses générales de personnel et de fonctionnement des établissements indiqués.

Tous les ans, ajoute-t-il, une commission ad hoc établit une liste reprenant des recherches spécifiques qui seront réalisées dans le cadre du crédit prévu à l'article 12.25. Ces listes, reprenant quelque 25 à 30 études par an, peuvent être fournies à la Commission.

#### *10. Le redéploiement éventuel des forces belges en Allemagne*

Un commissaire demande si on envisage un redéploiement des unités du 1<sup>er</sup> Corps en R.F.A. après le démantèlement de quatre escadrilles NIKE (deux en 1983 et deux en 1984). Il s'inquiète d'un retrait éventuel vers le Rhin qui ne cadrerait pas avec le principe d'une défense de l'avant.

Le Ministre voudrait d'abord faire remarquer qu'il n'y a aucun lien entre le nombre d'escadrilles NIKE, leur positionnement, et le déploiement du 1<sup>er</sup> Corps.

Le retrait de quatre escadrilles NIKE se base sur une argumentation qu'il a exposée récemment devant les Commissions du Sénat et de la Chambre.

Il n'a jamais été question de ramener les unités vers l'ouest de façon à assurer une défense sur le Rhin. Une telle option s'écarterait, en effet, fondamentalement du concept O.T.A.N. de la défense de l'avant.

3. Voor de berekening van de begroting 1983 werden slechts de 126 coöperanten in aanmerking genomen die er in januari 1982 waren, terwijl voor de berekening van de begroting 1984 de 148 coöperanten moesten worden medegerekend die er in januari 1983 waren.

Het verschil is toe te schrijven aan het feit dat in januari 1982 sommige posten niet waren bezet (in Rwanda en in Zaïre) en dat in januari 1983 alle posten in Zaïre permanent bemand waren ten einde onze verbintenissen na te komen.

#### *9. Kredieten voor het wetenschappelijk onderzoek*

Wat de kredieten voor het wetenschappelijk onderzoek betreft, vraagt een lid of het bedrag van 711,908 miljoen uitsluitend de kosten dekt van het eigenlijk onderzoek dan wel of het bovendien de algemene uitgaven bevat inzake personeel en werking van de instellingen vermeld in de begroting (blz. 75 en 76).

Hij wenst bovendien een gedetailleerde opgaaf te ontvangen van de onderzoeken die in de loop van de jongste jaren werden uitgevoerd.

De Minister antwoordt dat het bedrag van 711,908 miljoen benevens de kosten voor het eigenlijk wetenschappelijk onderzoek, eveneens sommige algemene uitgaven bevat inzake personeel en werking van de bedoelde instellingen.

Een commissie ad hoc stelt elk jaar een lijst vast van de specifieke onderzoeken die zullen worden uitgevoerd in het kader van het krediet op artikel 12.25. Die lijsten met 25 à 30 studies per jaar kunnen aan de Commissie worden bezorgd.

#### *10. Eventuele nieuwe opstelling van de Belgische strijdkrachten in Duitsland*

Een lid vraagt of men overweegt om de eenheden van het 1ste Korps in de B.R.D. anders op te stellen na de ontmanteling van de vier NIKE-escadrilles (twee in 1983 en twee in 1984). Hij maakt zich zorgen over een eventuele terugtrekking naar de Rijn, wat niet in overeenstemming is met het beginsel van een verdediging op vooruitgeschoven posities.

De Minister zou er in de eerste plaats op willen wijzen dat er geen enkel verband bestaat tussen het aantal NIKE-escadrilles, hun opstelling en de ontplooiing van het 1ste Korps.

De redenen voor het terugtrekken van de vier NIKE-escadrilles heeft hij onlangs uiteengezet in de Commissies van Kamer en Senaat.

Er is nooit sprake van geweest de eenheden naar het westen terug te trekken om in te staan voor de verdediging van de Rijn. Dat zou inderdaad helemaal in strijd zijn met het N.A.V.O.-concept van verdediging op vooruitgeschoven posities.

*11. La charge de la dette*

Un membre demande à combien se chiffre l'endettement de la Défense nationale, ventilé par programme.

Le Ministre répond qu'au 31 décembre 1983, la dette comptable relative aux dépenses d'investissement s'élevait à 91 668,2 millions de francs, ventilés comme suit :

Budget Article	Programme	Montant en millions de francs
13.14	Tank Léopard . . . . .	19,9
13.16	Véhicules blindés légers de reconnaissance (C.V.R.T.) . . . . .	129,1
13.17	Canons bitubes de 35 mm (Gépard) . . . . .	199,4
13.18	Véhicules blindés de combat d'infanterie (V.B.C.I.) . . . . .	20 267,5
13.34	Bases aériennes et installations opérationnelles . . . . .	22,4
13.37	Avions d'entraînement Alpha Jet . . . . .	128,4
13.38	Avions de combat F-16 . . . . .	2 974,4
13.39	Avions de combat F.O.B./F-16 . . . . .	41 916,0
13.53	Escorteurs . . . . .	113,7
13.54	Chasseurs de mines . . . . .	9 736,0
13.72.2	Système de transmission intégré RITA . . . . .	1 644,5
	Programme HELIP . . . . .	240,1
	Modernisation de l'artillerie de campagne . . . . .	6 309,0
	Véhicules Force terrestre . . . . .	136,2
	Armes antichars MILAN . . . . .	669,4
	« Ground control interception » (C.G.I.) . . . . .	14,1
	« Ground control approach » (C.G.A.) . . . . .	116,9
	Hôpital militaire de Neder-over-Heembeek . . . . .	16,4
	Véhicules Service médical . . . . .	17,7
	Bemilcom . . . . .	224,0
	Transmissions Etat-major général . . . . .	91,5
	Programmes courants . . . . .	3 035,4
34.06	Système « Airborn Early Warning and Control » . . . . .	1 921,7
Divers	Divers au titre II (dépenses de capital) . . . . .	1 624,5
Total . . . . .		91 668,2

Outre cette dette, d'autres étaient inscrites aux articles 12.20.2 (gros entretien des bâtiments), 12.21.2 (dépenses de fonctionnement des forces belges sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne) et 12.23.2 (dépenses spécifiques au Ministère de la Défense nationale), qui s'élevaient respectivement à 20,8, 504,6 et 1 807,2 millions de francs.

Ces crédits ont également trait à des marchés publics exécutables à long terme.

Le Ministre fait observer à cet égard qu'il faut envisager la dette à la lumière du plan décennal établi par la Défense nationale. Ce plan, tout en tenant compte d'une dette acceptable, réalise un équilibre entre les moyens escomptés et les besoins, rangés par ordre de priorité, des forces armées. La dette dont question est égale à la différence entre les crédits imputés d'engagement et d'ordonnancement. Les engagements ont lieu la première année, tandis que les paiements sont échelonnés sur plusieurs années. Par conséquent, une dette est inévitable.

*11. De schuldenlast*

Een lid vraagt hoeveel de schuldenlast van Landsverdediging bedraagt, opgesplitst per programma.

De Minister antwoordt dat op 31 december 1983 de boekhoudkundige schuld met betrekking tot de investeringsuitgaven 91 668,2 miljoen frank bedroeg, opgesplitst als volgt :

Budgettaar Artikel	Programma	Bedrag in miljoenen franken
13.14	Tank Léopard . . . . .	19,9
13.16	Lichte gepantserde verkenningsvoertuigen (C.V.R.T.) . . . . .	129,1
13.17	Tweeloopskanonnen 35 mm (Gépard) . . . . .	299,4
13.18	Pantserinfanterie gevechtsvoertuigen (P.I.G.V.) . . . . .	20 267,5
13.34	Vliegbases en operationele inrichtingen . . . . .	22,4
13.37	Opleidingsvliegtuigen Alpha Jet . . . . .	128,4
13.38	Gevechtsvliegtuigen F-16 . . . . .	2 974,4
13.39	Gevechtsvliegtuigen F.O.B./F-16 . . . . .	41 916,0
13.53	Escorteschepen . . . . .	113,7
13.54	Mijnenjagers . . . . .	9 736,0
13.72.2	Geïntegreerd transmissiesysteem RITA . . . . .	1 644,0
	HELIP-programma . . . . .	240,1
	Modernisering veldartillerie . . . . .	6 309,0
	Voertuigen Landmacht . . . . .	136,2
	Antitankwapen MILAN . . . . .	669,4
	« Ground control interception » (C.G.I.) . . . . .	14,1
	« Ground control approach » (C.G.A.) . . . . .	116,9
	Militair Hospitaal Neder-over-Heembeek . . . . .	16,4
	Voertuigen Medische Dienst . . . . .	17,7
	Bemilcom . . . . .	224,0
	Transmissies Generale staf . . . . .	91,5
	Courante programma's . . . . .	3 035,4
34.06	Airborn Early Warning and Control system . . . . .	1 921,7
Diverse	Divers op titel II (kapitaaluitgaven) . . . . .	1 624,5
Totaal . . . . .		91 668,2

Naast deze schuld bestond er op de artikels 12.20.2 (groot onderhoud gebouwen), 12.21.2 (werkingskosten van de Belgische Strijdkrachten op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland) en 12.23.2 (specifieke uitgaven bij Landsverdediging), nog een schuld van respectievelijk 20,8, 504,6 en 1 807,2 miljoen.

Deze kredieten hebben ook betrekking op overheidsopdrachten waarvan de afhandeling op langere termijn gebeurt.

De Minister laat daarbij opmerken dat de schuld moet gezien worden in het raam van het tienjarenplan dat door Landsverdediging opgesteld wordt. Dit tienjarenplan brengt met inachtneming van een aanvaardbare schuld, het evenwicht tot stand tussen enerzijds de verwachte middelen en anderzijds de naar prioriteit gerangschikte behoeften van de Krijgsmacht. De schuld waarvan sprake is het verschil tussen de aangerekende vastleggings- en ordonnanceringskredieten. De vastleggingen hebben het eerste jaar plaats, de betalingen zijn gespreid over meerdere jaren. Hieruit volgt dat het bestaan van een schuld onvermijdelijk is.

## CHAPITRE 2

### Le personnel

#### 1. Composition du cabinet du Ministre de la Défense nationale

Un membre aimeraient connaître la composition du cabinet du Ministre de la Défense nationale, avec indication du grade et de l'arme du personnel militaire.

Le Ministre répond que le cabinet de la Défense nationale est composé comme suit :

1. Huit membres du personnel de niveau 1, dont quatre civils (1 chef de cabinet, 2 conseillers, des attachés), quatre militaires (1 colonel d'artillerie, 1 colonel de la Force aérienne, 1 capitaine de frégate et 1 lieutenant-colonel des troupes blindées).

2. Quatorze sous-officiers et volontaires.

3. Vingt-six civils, soit 13 de niveau 2, 5 de niveau 3 en 8 de niveau 4.

On arrive ainsi à un total de 48 hommes.

#### 2. Le service militaire

Un commissaire remarque que trop de miliciens sont mécontents de leur service militaire. Pourquoi ne prévoit-on pas la possibilité de les admettre dans les corps ou les fonctions spécialisées de façon à rendre la période qu'ils passent sous les armes plus attrayante ?

Que fait-on en ce sens ?

Le Ministre répond que les restrictions budgétaires ont imposé des économies dans les frais de fonctionnement, raison pour laquelle le nombre de manœuvres, d'exercices et de camps intéressants a dû être réduit. Ceci a un effet négatif sur les activités d'entraînement des miliciens. En outre, pour des raisons de rendement, il n'est pas possible, à cause de la durée limitée du service, d'ouvrir aux miliciens des fonctions exigeant une formation longue et coûteuse.

Les miliciens qui possèdent des connaissances spéciales ou qui ont reçu une formation particulière peuvent cependant être placés dans des fonctions spécialisées, pourvu que le besoin existe dans les Forces armées.

Il est également à noter que les Forces armées incorporent chaque année un nombre important de candidats officiers et sous-officiers de réserve et que les miliciens qui posent leur candidature à ces fonctions ont la possibilité d'acquérir une expérience de commandement enrichissante.

#### 3. La solde des miliciens

En ce qui concerne la solde, plusieurs commissaires ne peuvent admettre que depuis 1972, celle-ci n'a fait l'objet d'aucune adaptation, alors que la rémunération et les allo-

## HOOFDSTUK 2

### Het personeel

#### 1. Samenstelling van het kabinet van de Minister van Landsverdediging

Een lid wil weten hoe de samenstelling is van het kabinet van de Minister van Landsverdediging, met opgave van de graad en het wapen voor het militair personeel.

Hierop luidt het antwoord dat het kabinet van Landsverdediging als volgt is samengesteld :

1. Acht personeelsleden van niveau 1, waarvan vier burgers (1 kabinetschef, 2 adviseurs, attachés), vier militairen (1 kolonel van de artillerie, 1 kolonel van het vliegwezen, 1 fregatkapitein en 1 luitenant-kolonel van de pantsertroepen).

2. Veertien onderofficieren en vrijwilligers.

3. Zesentwintig burgers, hetzij 13 van niveau 2, vijf van niveau 3 en 8 van niveau 4.

In totaal komt dit neer op 48 man.

#### 2. Dienstplicht

Een lid merkt op dat al te veel dienstplichtigen misvreden zijn over hun militaire dienst. Waarom wordt er niet in de mogelijkheid voorzien om hen op te nemen in gespecialiseerde korpsen of functies zodat de periode waarin zij onder de wapens zijn, aantrekkelijker wordt gemaakt ?

Welke maatregelen zijn daartoe al genomen ?

De Minister antwoordt dat de budgettaire beperkingen besparingen op de werkingskosten noodzakelijk hebben gemaakt, wat de reden is waarom het aantal manœuvres, oefeningen en interessante oefenkampen verminderd moet worden. Dat heeft negatieve gevolgen voor de opleiding van de dienstplichtigen. Bovendien is het, wegens de beperkte duur van de diensttijd waardoor het rendement onvoldoende is, niet mogelijk dienstplichtigen toe te laten tot functies die een lange en dure opleiding vereisen.

De dienstplichtigen met een speciale kennis of een bijzondere opleiding kunnen evenwel gespecialiseerde functies bekleden, gesteld dat die behoeft bij de strijdkrachten bestaat.

Daarenboven hebben de strijdkrachten elk jaar een groot aantal kandidaat-reserveofficieren en -onderofficieren nodig en de dienstplichtigen die zich daarvoor kandidaat stellen, krijgen de gelegenheid een verrijkende ervaring op te doen in een bevelvoerende functie.

#### 3. De soldij van de dienstplichtigen

Met betrekking tot de soldij aanvaarden meerdere commissieleden niet dat er sinds 1972 geen enkele aanpassing werd doorgevoerd, daar waar de bezoldiging en de toela-

cations des militaires des cadres actifs ont été relevées à intervalles réguliers. Ils insistent pour que les crédits nécessaires à l'augmentation de la solde soient inscrits au plus tard au budget de 1985.

Le Ministre reconnaît que ce problème doit être résolu d'urgence et il promet que le nécessaire sera fait à cet effet. Il se réfère également au plan du personnel 1984-1986, qui prévoit, d'une part le paiement d'une solde double ou triple aux miliciens des F.B.A. casernés respectivement en zone II (Lüdenscheid - Siegen - Soest - Werl - Arnsberg - Neheim) ou en zone III (les garnisons stationnées à l'est de Soest) et, d'autre part, l'adaptation régulière de la solde à l'avenir en vue d'aligner son taux de croissance sur celui de la masse salariale des militaires de carrière.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que les miliciens belges bénéficient de la gratuité de l'alimentation, du logement, de l'habillement, des soins et des médicaments, ce qui n'est pas toujours le cas dans les pays voisins, où la solde ne peut, par conséquent, être considérée simplement comme argent de poche.

Si l'on établit une comparaison en matière de solde et d'évolution de celle-ci, il faut évidemment tenir compte de cette situation.

#### *4. La prolongation éventuelle du service*

Le plan du personnel déposé par le Ministre prévoit la possibilité de prolonger le service militaire. Plusieurs membres s'en inquiètent et se demandent si cette prolongation se fera sur une base volontaire ou pas. Ils posent en outre les questions suivantes :

Quel sera le statut social des miliciens qui prolongent leur service ?

Seront-ils imposés comme les volontaires ?

Est-ce qu'un sondage a été effectué afin de connaître la durée de prolongation souhaitée par les intéressés (1 mois, 2 mois ou 1 an) ?

Le Ministre répond que le plan du personnel prévoit la possibilité de permettre aux miliciens de se déclarer volontaire, lors de leur passage au Centre de recrutement pour rester en service 2 ou 4 mois après la fin de leur service normal. La demande serait donc introduite avant le démarrage des procédures de sélection et d'affectation. Une disposition analogue serait prévue pour les candidats officiers de réserve afin de leur permettre de servir éventuellement pendant 18 mois. Le système en vigueur au régiment Para-Commando sera maintenu, à savoir 10 mois de service comme soldé suivis de 5 mois de service comme appointé.

Tout comme les Para-Commandos, ces miliciens bénéficiaient des mêmes dispositions statutaires que les volontaires temporaires (traitement, précompte professionnel, chômage, assurance-maladie,...) à l'exception du droit à certaines allocations telles que les allocations pour prestations de longue durée.

gen van de militairen van de aktieve kaders regelmatig werden opgetrokken. Er wordt aangedrongen om uiterlijk in de begroting voor 1985 de nodige middelen uit te trekken om de soldij te verhogen.

De Minister erkent dat voor dit probleem dringend een oplossing moet gevonden worden en hiervoor zullen de nodige stappen ondernomen worden. Hij verwijst ook naar het personeelsplan 1984-1986 waarin voorzien is enerzijds een dubbele of drievoudige soldij uit te betalen aan de dienstplichtigen gelegerd respectievelijk in zone II (Lüdenscheid - Siegen - Soest - Werl - Arnsberg - Neheim) en zone III (de garnizoenen gelegerd ten Oosten van Soest) bij de B.S.D. en anderzijds in de toekomst de soldij regelmatig aan te passen om de groei ervan in overeenstemming te brengen met de groei der loonmassa van de beroepsmilitairen.

Bovendien mag niet uit het oog verloren worden dat dienstplichtigen in België gratis voeding, logement, kledij, verzorging en geneesmiddelen bekomen, wat niet steeds altijd het geval is in onze buurlanden, waar de soldij bijgevolg niet louter als zakgeld kan beschouwd worden.

Een vergelijking van de soldij en de evolutie ervan moeten dan uiteraard ook met deze situatie rekening houden.

#### *4. Eventuele verlenging van de militaire dienst*

Het personeelsplan van de Minister voorziet in de mogelijkheid de militaire dienst te verlengen. Verscheidene leden spreken daarover hun ongerustheid uit en vragen zich af of het al dan niet om een vrijwillige verlenging gaat. Zij stellen bovendien de volgende vragen :

Welk sociaal statuut zullen de dienstplichtigen krijgen die hun dienst verlengen ?

Zullen zij belast worden zoals de vrijwilligers ?

Heeft men onderzocht hoelang de betrokkenen hun dienst wensen te verlengen (met één maand, twee maanden of één jaar) ?

De Minister antwoordt dat het personeelsplan in de mogelijkheid voorziet dat de dienstplichtigen tijdens hun oproeping voor het Recruterings- en Selectiecentrum vragen om na hun normale dienst nog twee of vier maanden in dienst te blijven als vrijwilliger. Die aanvraag zou dus worden gedaan vóór de selectie en de indeling. Er zou een soortgelijke regeling komen voor de kandidaat-reserveofficieren ten einde het hen mogelijk te maken eventueel 18 maanden te dienen. De bestaande regeling van het para-commandoregiment zal worden behouden, te weten 10 maanden dienst met soldij, gevolgd door 5 maanden dienst met wedde.

Evenals de para-commando's zouden die dienstplichtigen dezelfde statutaire bepalingen genieten als de tijdelijke vrijwilligers (bezoldiging, bedrijfsvoorheffing, werkloosheid, ziekteverzekering, ...) met uitzondering van het recht op sommige toelagen voor langdurige prestaties.

Il n'y a pas eu de sondage quant à la durée souhaitée par les jeunes. Celle-ci dépendra bien sûr de la situation particulière dans laquelle les intéressés se trouvent.

### *5. Le problème des capitaines-commandants*

Un membre attire l'attention sur le problème des capitaines-commandants. Celui-ci ne peut-il être résolu par une mesure généralisée visant à fixer la limite d'âge à 55 ans ?

Le Ministre répond que, lorsque ce problème a été étudié, la possibilité de garder les capitaines-commandants en service jusqu'à l'âge de 55 ans a été examinée. Il en est résulté que, compte tenu du contexte économique actuel et des restrictions budgétaires, toute modification de la limite d'âge aurait des conséquences défavorables sur la politique du personnel officier. Trois exemples peuvent illustrer ceci.

Il n'est pas possible de garder les commandants en service au-delà de l'âge de 51 ans sans provoquer un dépassement immédiat des effectifs maxima autorisés. Ensuite, le maintien en service entraînerait l'arrêt complet de tout recrutement de jeunes candidats officiers temporaires pendant plusieurs années. Enfin, ce maintien provoquerait à moyen terme une dépense supplémentaire en frais de personnel d'environ 200 millions de francs par an.

La solution que propose le Ministre ne modifie en rien ni les structures des cadres d'officiers, ni le plan de recrutement. Elle tient compte des besoins en cadres expérimentés des forces armées, d'où découle la procédure de sélection prévue dans les projets d'arrêtés.

Le Ministre pense personnellement que le maintien en service des capitaines-commandants, sur demande et sur une base sélective, est une mesure socialement juste et fonctionnellement défendable dans le contexte général actuel.

### *6. Paiement des heures supplémentaires*

Un commissaire aimerait savoir sur quelle base les heures supplémentaires sont payées actuellement et ce qu'en dit le plan du personnel du Ministre.

Le Ministre répond qu'au stade actuel, les forces armées sont soumises au régime de la semaine des 40 heures. Parallèlement à l'instauration de cette semaine des 40 heures (depuis juillet 1975), il a été décidé, dans le cadre de la programmation sectorielle, de régler comme suit le problème des heures supplémentaires qui sont inévitables : soit par une compensation en temps, à accorder pour des prestations de courte durée, y compris les tours de garde, soit en payant, par 24 heures, 100 ou 200 F, à 100 p.c., pour des prestations de longue durée telles que les manœuvres et les exercices de combat et de tir.

Cette deuxième solution signifie en pratique que, par heure supplémentaire, un montant allant de 4 à 20 francs est liquidé en fonction du grade du bénéficiaire et de la nature des prestations.

Er is geen opiniepeiling gehouden over de duur die de jongeren wensen. Deze zal uiteraard afhangen van de bijzondere toestand waarin de betrokkenen verkeren.

### *5. Het probleem van de kapiteins-commandanten*

Een lid vestigt de aandacht op het probleem van de kapiteins-commandanten. Kan dit niet worden opgelost door een algemene maatregel waarbij de leeftijdsgrens op 55 jaar wordt vastgesteld ?

De Minister antwoordt dat, toen dit probleem werd bestudeerd, de mogelijkheid werd onderzocht om de kapiteins-commandanten in dienst te houden tot de leeftijd van 55 jaar. Er is toen gebleken dat, rekening gehouden met de huidige economische toestand en met de begrotingsbeperkingen, enigerlei wijziging van de leeftijdsgrens ongunstige gevolgen zou hebben voor het officierenbeleid. Drie voorbeelden kunnen dit illustreren.

Het is niet mogelijk de commandanten in dienst te houden na de leeftijd van 51 jaar, zonder dat de toegestane maximumgetalsterkte onmiddellijk wordt overschreden. Vervolgens zou het in dienst houden tot gevolg hebben dat de aanwerving van jonge tijdelijke kandidaat-officieren gedurende verscheidene jaren zou worden geblokkeerd. Tenslotte zou zulk een regeling op half lange termijn leiden tot bijkomende personeelskosten van ongeveer 200 miljoen frank per jaar.

De oplossing die de Minister voorstelt, wijzigt noch de structuur van de officierenkaders, noch het aanwervingsplan. Zij houdt rekening met de behoeften aan ervaren kaderleden voor de krijgsmacht, waarop de selectieprocedure in de ontwerp-besluiten berust.

De Minister meent persoonlijk dat het in dienst houden van de kapiteins-commandanten, op hun verzoek en op een selectieve basis, een sociaal billijke en functioneel verdedigbare maatregel is in de huidige algemene toestand.

### *6. Betaling van de overuren*

Een commissielid vraagt op welke basis de overuren nu betaald worden en wat er daarover in het personeelsplan van de Minister wordt gezegd.

Thans geldt, aldus de Minister, de 40-urenweek voor de Krijgsmacht. Gelijktijdig met de invoering van deze 40-urenweek (sinds juli 1975) werd er, in het kader van de sectoriële programmatie, beslist de onvermijdelijke overuren als volgt te regelen : ofwel door een compensatie in tijd toe te kennen voor prestaties van korte duur, met inbegrip van de wachtheurten, ofwel door per etmaal, 100 of 200 frank, aan 100 pct., uit te betalen voor prestaties van lange duur zoals manœuvres, kamp- en schietperiodes.

Deze laatste regeling betekent concreet dat per overuur 4 tot 20 frank wordt uitgekeerd naargelang van de graad van de rechthebbende en de aard van de prestaties.

Selon le plan du personnel, la durée hebdomadaire de travail serait ramenée de 40 à 38 heures, le travail normal devant obligatoirement être organisé dans ce laps de temps, à moins qu'il ne soit étalé à titre exceptionnel sur une période plus longue (huit semaines). Les prestations supplémentaires, c'est-à-dire les prestations de longue durée visées ci-dessus et les gardes et permanences feraient l'objet d'une compensation financière sous la forme d'une allocation forfaitaire accordée par 24 heures et allant de 1/1680 à 5/1680 du traitement annuel brut, en fonction de la nature et de la durée des prestations. Dans ce cas, les compensations en temps seraient supprimées, ce qui augmenterait le taux de disponibilité du personnel et, partant, renforcerait sa capacité opérationnelle et favoriserait l'encadrement des militaires.

#### *7. La situation du personnel des F.B.A.*

A. Au sujet du personnel belge en R.F.A., un membre pose les questions suivantes :

a) Afin de permettre une meilleure intégration des Belges en R.F.A., pourquoi n'envisage-t-on pas par exemple de leur donner des cours de langue allemande ?

b) D'autres mesures ne pourraient-elles être prises dans ce même but ?

Le Ministre croit qu'une meilleure intégration des Belges en R.F.A. peut effectivement être facilitée par la connaissance de la langue. Toutefois, il s'agit là d'un problème personnel et individuel. Les moyens financiers actuels ne permettent pas d'envisager des cours facultatifs sans l'assurance d'un rendement quelconque.

Par contre, des cours de langue du type Assimil sur bande, centralisés à l'échelon sous-secteur, sont disponibles pour ceux qui désirent effectivement apprendre la langue allemande.

Des organisations culturelles organisent des cours de langue. Toutefois, ceci ne se fait qu'en réponse à un besoin réel exprimé, c'est-à-dire à certains endroits et de manière sporadique.

Ainsi un cours d'allemand élémentaire vient de s'achever dans la garnison d'Aix-la-Chapelle et un cours d'allemand approfondi va commencer dans la garnison de Cologne. Jusqu'à présent, un intérêt pour ces cours s'est uniquement manifesté dans les garnisons francophones.

L'état-major des forces belges en Allemagne diffuse dans le *Journal du Corps* les dates, heures et fréquences auxquelles l'émetteur allemand « Deutsche Welle » émet des cours d'allemand pour étrangers. Ceux qui sont intéressés par un approfondissement de leur connaissance de la langue allemande s'inscrivent généralement aux cours organisés dans les « Volkshochschule ».

En outre et dans le cadre complémentaire du marché de l'emploi en Allemagne et de l'équivalence des diplômes, la Défense nationale a demandé aux Ministres de l'Educa-

Volgens het personeelsplan zou de wekelijkse arbeidsduur van 40 naar 38 uren teruggebracht worden met de verplichting het normale werk binnen deze limiet te organiseren, tenzij het uitzonderlijk gespreid wordt over een langere periode (acht weken). De bijkomende prestaties, d.w.z. de langdurige prestaties zoals hierboven vermeld en de wachten, de permanentiedienst zouden financieel gecompenseerd worden door middel van een forfaitaire toelage per etmaal gaande van 1/1680 tot 5/1680 van de bruto-jaarwedde, in functie van de aard en de duur van de geleverde prestatie. De tijdscompensaties worden dan afgeschaft, waardoor de beschikbaarheidsgraad van het personeel verhoogt, hetgeen gunstig is voor de operationaliteit en voor het encadreren van de dienstplichtigen.

#### *7. De toestand van het personeel van de B.S.D.*

A. In verband met de Belgische personeelsleden in de B.R.D. stelt een lid de volgende vragen :

a) Waarom wordt bijvoorbeeld niet overwogen om aan de Belgen cursussen in het Duits te geven, met het oog op een betere integratie in de B.R.D. ?

b) Kunnen geen andere maatregelen met hetzelfde doel worden genomen ?

De Minister meent dat een betere integratie van de Belgen in de B.R.D. inderdaad kan worden vergemakkelijkt door de kennis van de taal. Het gaat hier evenwel om een persoonlijk en individueel probleem. De huidige financiële middelen maken het niet mogelijk facultatieve leerlingen in overweging te nemen, zonder de zekerheid dat zij iets zullen opleveren.

Taalcursussen van het type Assimil op band, gecentraliseerd op de echelon subsector, zijn daarentegen beschikbaar voor degenen die werkelijk de Duitse taal willen leren.

Er zijn culturele organisaties die taalleergangen organiseren. Dit geschiedt echter slechts om te voorzien in een uitgesproken werkelijke behoefte, d.w.z. op bepaalde plaatsen en sporadisch.

Aldus is onlangs een leergang voor de elementaire kennis van het Duits beëindigd in het garnizoen Aken en zal er een leergang voor de grondige kennis van het Duits beginnen in het garnizoen Keulen. Tot nog toe hebben alleen Frans-talige garnizoenen belangstelling voor die leergangen getoond.

De staf van de Belgische strijdkrachten in Duitsland deelt in het *Korpsblad* de datums, uren en frekwenties mee waarop de Duitse zender « Deutsche Welle » cursussen in het Duits voor buitenlanders uitzendt. Zij die hun kennis van het Duits willen verdiepen, laten zich doorgaans inschrijven in leergangen die worden georganiseerd in een « Volkshochschule ».

In het bijkomend kader van de arbeidsmarkt in Duitsland en in het raam van de gelijkwaardigheid van de diploma's, heeft Landsverdediging bovendien in april 1983

tion, en avril 1983, de bien vouloir considérer la possibilité de l'enseignement de la langue allemande dans les organismes belges d'enseignement qui sont situés en Allemagne, en ajoutant des heures facultatives d'allemand au programme existant.

Les Ministres ont répondu que dans le cadre de l'enseignement secondaire, la possibilité existe pour les parents intéressés de faire un choix parmi les options de deuxième, troisième ou quatrième langues à deux ou à quatre heures.

Tenant compte de la mentalité de nos concitoyens soucieux de préserver leur liberté dans l'organisation de leurs loisirs, le Ministre estime que les possibilités d'intégration qui leur sont offertes répondent à leur demande.

B. Un membre constate que :

1. Par suite de l'appréciation constante du D.M., le coût de la vie a sensiblement augmenté pour les F.B.A.

2. Les seuls prix avantageux dans les centres d'approvisionnement de l'O.C.A.S.C. sont ceux des boissons et des cigarettes.

3. Les logements ne sont pas entretenus ou ne le sont qu'insuffisamment.

4. Il existe en matière de soins de santé des situations inadmissibles.

Toutes ces plaintes et aspirations du personnel intéressé ont récemment été soumises au Ministre par la Ligue des familles nombreuses et des jeunes foyers.

L'intervenant demande ce qui est fait à cet égard.

Le Ministre dit que les réclamations présentées récemment par la ligue précitée ne comportent pas d'éléments neufs, puisque la situation difficile des forces belges en Allemagne est suffisamment connue et régulièrement dénoncée tant par le commandement que par les organisations syndicales du personnel militaire.

Les changements de parité monétaire entre le franc belge et le mark allemand ont incontestablement une incidence néfaste sur le pouvoir d'achat des familles qui résident en République fédérale d'Allemagne. Cependant, un ajustement permanent des indemnités d'éloignement sur la base des fluctuations monétaires est impossible. Ces indemnités d'éloignement ne sont pas non plus indexées et doivent donc, comme quantité d'autres indemnités, faire l'objet d'adaptations périodiques. Toutefois, cela n'a pas été possible ces dernières années, à défaut de programmations sociales sectorielles et vu l'absence d'accord des autorités chargées du contrôle administratif et budgétaire.

Les prix pratiqués dans les centres d'approvisionnement de l'O.C.A.S.C. sont comparables à ceux des grands magasins de Belgique, voire même, dans bien des cas, inférieurs.

La moitié des logements des F.B.A. peuvent être qualifiés de modernes. Les autres, par contre, ont été construits dans les années 1950, sont dépourvus d'isolation et exigent beaucoup de travaux d'entretien dont le coût est évalué à un milliard de francs environ, à répartir sur dix ans.

de Ministers van Onderwijs verzocht de mogelijkheid in overweging te nemen om het onderwijs in het Duits te stimuleren in de Belgische onderwijsinstellingen in Duitsland, door facultatieve uren Duits toe te voegen aan het leerplan.

De Ministers hebben geantwoord dat, in het kader van het secundair onderwijs, de mogelijkheid voor de betrokken ouders bestaat om een keuze te maken tussen de tweede, derde of vierde taal, met twee of vier uren.

Rekening houdend met de geestesgesteldheid van de Belgen, die hun vrijheid bij de vrijetijdsbesteding willen behouden, meent de Minister dat de geboden integratiemogelijkheden aan de vraag beantwoorden.

B. Een lid stelt vast dat :

1. Ingevolge de voortdurende opwaardering van de D.M. het leven bij de B.S.D. vrij duur is geworden.

2. De prijzen in de winkelcentra van de C.D.S.C.A. enkel gunstig zijn voor drank en cigaretten.

3. De woningen niet of onvoldoende onderhouden worden.

4. Er met betrekking tot de gezondheidszorgen onaanvaardbare toestanden bestaan.

Al deze klachten en verzuchtingen van het betrokken personeel werden onlangs aan de Minister voorgelegd door de Bond van de Grote en Jonge Gezinnen.

Wat wordt hiervoor gedaan, vraagt hij zich af.

Hierop zegt de Minister dat de klachten onlangs naar voor gebracht door de Bond van de Grote en Jonge Gezinnen geen nieuwe gegevens zijn, daar de moeilijke situatie bij de Belgische Strijdkrachten voldoende gekend is en regelmatig wordt aangeklaagd zowel door het commando als door de syndicale organisaties van het militair personeel.

De wijzigingen die de muntpariteit tussen de Belgische frank en de Duitse Mark ondergingen hebben onmiskenbaar een nefaste invloed op de koopkracht van de families die in de Bondsrepubliek Duitsland verblijven. Een permanente aanpassing van de verwijderingsvergoedingen op basis van de muntschommelingen is echter uitgesloten. Deze verwijderingsvergoedingen zijn ook niet geïndexeerd en dienen derhalve, zoals tal van andere vergoedingen, periodiek aangepast te worden. De laatste jaren is dit echter niet mogelijk geweest bij gebrek aan sectoriële sociale programmaties en aan de toestemming van de autoriteiten belast met de administratieve en budgettaire controle.

De prijzen toegepast in de winkelcentra van de C.D.S.C.A. zijn competitief met de prijzen van de grootwarenhuizen in België en liggen in veel gevallen zelfs lager.

De helft van de logementen bij de B.S.D. kan als modern beschouwd worden. De andere helft echter werd gebouwd in de jaren vijftig, is niet geïsoleerd en vergt veel onderhouds-werken waarvan de uitgave geschat wordt op ± 1 miljard frank te spreiden over tien jaar.

Les soins de santé mis à la disposition des F.B.A. ne peuvent évidemment se comparer à ceux dispensés en Belgique. En effet, les moyens font défaut pour y développer une infrastructure identique à celle du pays. En outre, il est impossible d'affecter à toutes les garnisons un médecin des cadres actifs, tandis qu'un médecin milicien ne peut assurer aucune continuité et doit faire face, dans certains cas, à des problèmes de langue. Le Service médical est pleinement conscient de la situation et s'efforce d'y remédier au moyen du personnel et du matériel dont il dispose.

#### *8. Position administrative d'un officier au Zaïre — Commissionnement à un grade supérieur*

Un membre déclare qu'il est question dans la presse d'un certain colonel Powis de ten Bossche qui a été affecté au Zaïre. Dans une mise au point faite par le Ministre, il est question d'un commandant du même nom. Qu'en est-il exactement ? Y a-t-il d'autres officiers qui se trouvent dans des situations analogues ? Dans l'affirmative, de qui s'agit-il et où sont-ils affectés ?

Le Ministre répond que M. Powis de ten Bossche a été admis à la retraite le 1<sup>er</sup> avril 1975, à l'âge de 51 ans, en qualité de capitaine-commandant, grade auquel il avait été nommé.

Au cours de sa carrière dans le cadre actif, l'intéressé avait été pour la durée de sa mission d'officier-attaché au cabinet du ministère de la Défense du Zaïre, commissionné au grade de major le 20 avril 1968 et au grade de lieutenant-colonel le 20 janvier 1970.

Les commissionnements à un grade supérieur sont conférés pour la durée d'une mission déterminée et n'ont aucune incidence sur l'âge de la pension, pour lequel seul le grade auquel on a été nommé entre en ligne de compte.

Actuellement, huit officiers sont commissionnés à un grade supérieur; il s'agit de :

- trois généraux-majors : le chef de la Maison militaire de S.M. le Roi, le commandant du Palais de la Nation et un chargé de mission auprès de la Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat;
- trois généraux de brigade auprès de quartiers généraux;
- deux majors, l'un en qualité de chef de la musique des guides et l'autre à l'assistance technique.

### CHAPITRE 3

#### **Les équipements**

##### *1. Le programme NIKE*

Un membre demande des renseignements sur la situation du programme NIKE (crédits employés, dépenses réalisées).

De gezondheidszorgen bij de B.S.D. kunnen uiteraard niet vergeleken worden met deze verstrekt in België. De middelen ontbreken inderdaad om in de B.S.D. dezelfde infrastructuur uit te bouwen als bij ons. Het is bovendien niet mogelijk in alle garnizoenen een dokter van de aktieve kaders aan te stellen, terwijl met een dokter-dienstplichtige geen continuïteit kan verzekerd worden en in sommige gevallen taalproblemen kunnen ontstaan. De Medische Dienst is zich tenvolle bewust van deze toestand en tracht daaraan te verhelpen met het personeel en het materieel waarover hij beschikt.

#### *8. Administratieve toestand van een officier in Zaïre — Aanstellingen in een hogere graad*

Een lid meldt dat de kranten gewag maken van een kolonel Powis de ten Bossche die tewerkgesteld is in Zaïre. In een rechtzitting van de Minister is er dan weer sprake van een commandant met dezelfde naam. Wat is nu de juiste toedracht ? Bevinden nog andere officieren zich in analoge situaties ? Zo ja wie, en waar ?

De Minister antwoordt dat de heer Powis de ten Bossche op 1 april 1975 op 51 jaar op rust gesteld werd als kapitein-commandant, graad waarin hij benoemd was.

Tijdens zijn aktieve loopbaan werd hij voor de duur van zijn opdracht als officier-attaché bij het kabinet van het ministerie van Defensie van Zaïre aangesteld in het ambt van de graad van majoor op 20 april 1968 en van luitenant-kolonel op 20 januari 1970.

Aanstellingen in een hogere graad gebeuren voor de duur van een bepaalde opdracht en hebben geen invloed op de pensioenleeftijd waarvoor enkel de graad waarin men benoemd is bepalend is.

Momenteel zijn acht officieren aangesteld in een hogere graad, nl. :

- drie generaal-majoors : het hoofd van het Militaire Huis van Z.M. de Koning, de commandant van het Paleis van de Natie en een opdrachthouder bij de algemene afvaardiging tot hervorming van de rijkscomptabiliteit;
- drie brigadegenerals in internationale hoofdkwartieren;
- twee majoors, waarvan een als chef van de muziekkapel der gidsen en een bij de technische bijstand.

### HOOFDSTUK 3

#### **De uitrusting**

##### *1. Het NIKE-programma*

Een lid vraagt inlichtingen over het NIKE-programma (aangewende kredieten, gedane uitgaven).

Est-il vrai, demande-t-il, que 1 milliard de francs ont été consacrés en 1983 à la modernisation de cet équipement ?

On parle de ramener les 6 unités NIKE existant actuellement à 4 unités. Qu'en est-il exactement ? Dans un article de *La Libre Belgique* il est signalé que les frais de fonctionnement de ces unités sont de 30 millions par unité alors que, dans un article du *Vif* du 26 janvier 1984, on parle d'une économie globale de 250 millions résultant du regroupement de 8 à 6 unités. Le Ministre pourrait-il préciser quel est le coût de fonctionnement d'une unité NIKE ?

Le Ministre répond ce qui suit :

— Les crédits NIKE doivent être isolés et identifiés au sein des crédits de personnel et de fonctionnement de la Force aérienne.

Les frais de personnel pour 6 escadrilles NIKE peuvent être estimés à 1 650 millions de francs belges (1983).

Les frais de fonctionnement de 6 escadrilles NIKE, déduits de l'analyse des plans de roulage, d'entraînement, de vie courante de la Force aérienne, peuvent être estimés à 400 millions de francs belges (1983).

Le total des frais de fonctionnement, personnel compris, est donc de 2 050 millions de francs belges.

— Le NIKE a été sensiblement modifié depuis sa mise en œuvre initiale en 1958. Les modifications ont pour nom : Hercules, Samcap, Pip, ...

La dernière modification importante, connue sous le nom NSP (Namsa Nike Support Plan), concernait la modernisation de la partie électronique du système et fut exécutée en plusieurs phases de 1980 à 1983. Cette modification a coûté 800 millions de francs belges et visait essentiellement à prolonger la possibilité d'appui logistique de ce matériel d'ancienne technologie.

— La décision de ramener le dispositif de défense aérienne intégrée de l'Alliance de 6 à 4 escadrilles NIKE à la mi-84 a été évoquée pour la première fois lors de la session ministérielle du DPC de juin 1983. Elle a été annoncée dans la réponse de la Belgique au DPQ en juillet 1983. Elle a enfin été confirmée lors de la session ministérielle du DPC en décembre 1983 et communiquée, dans le détail de ses mesures d'exécution concrètes, aux autorités de l'Alliance au début de 1984.

## 2. *Le programme MILAN*

Un membre demande quelle est la situation du programme MILAN (crédits engagés, dépenses réalisées, estimation globale des coûts de ce programme et prévisions budgétaires 1984 en engagements et en ordonnancements).

Is het juist dat de modernisering in 1983 1 miljard frank heeft gekost ?

Er is sprake van dat de 6 bestaande NIKE-eenheden tot 4 zouden worden verminderd. Wat is daar precies van aan ? In een artikel in *La Libre Belgique* wordt beweerd dat de werkingskosten van die eenheden 30 miljoen per eenheid bedragen, terwijl in een artikel in *Le Vif* van 26 januari 1984 wordt gesproken van een totale besparing van 250 miljoen, als gevolg van de vermindering van 8 tot 6 eenheden. Kan de Minister mededelen wat de werkingskosten zijn van één NIKE-eenheid ?

De Minister antwoordt als volgt :

— De NIKE-kredieten dienen uit de personeels- en werkingskredieten van de Luchtmacht te worden gelicht.

De personeelskosten voor 6 escadrilles NIKE kunnen geschat worden op 1 650 miljoen Belgische frank (1983).

De werkingskredieten van 6 escadrilles NIKE kunnen op grond van de programma's van de vluchten, de training en de gewone activiteiten van de Luchtmacht, geraamd worden op 400 miljoen Belgische frank (1983).

De totale werkingskosten, personeel inbegrepen, bedragen dus 2 050 miljoen Belgische frank.

— Sinds NIKE voor het eerst in 1958 werd ingezet, werd het wapen aanzienlijk gewijzigd. Deze wijzigingen heten : Hercules, Samcap, Pip ...

De jongste belangrijke wijziging, bekend onder de naam NSP (Namsa Nike support plan) had betrekking op de modernisering van het elektronische gedeelte van het systeem en werd in verschillende fasen uitgevoerd van 1980 tot 1983. Zij heeft 800 miljoen Belgische frank gekost en was vooral gericht op de verlenging van de mogelijkheid om dit technologisch oud materieel als logistieke steun aan te wenden.

— Van de beslissing om het geïntegreerde luchtverdedigingssysteem van het Bondgenootschap tegen half 1984 van 6 tot 4 escadrilles NIKE te verminderen, werd voor het eerst gewag gemaakt op de ministervergadering van de DPC van juni 1983. Zij werd aangekondigd in het antwoord van België aan de DPQ in juli 1983. Zij werd tenslotte bevestigd op de ministervergadering van de DPC in december 1983, en begin 1984 met de concrete uitvoeringsmaatregelen medegedeeld aan de autoriteiten van het Bondsgenootschap.

## 2. *Het MILAN-programma*

Een lid vraagt uitleg over het MILAN-programma (vastgelegde kredieten, gedane uitgaven, globale schatting van de kostprijs en begrotingsramingen voor 1984 aan vastleggings- en aan ordonnanceringskredieten).

Le Ministre décrit la situation du programme MILAN comme suit (en millions de FB) :

Coût total du programme : 6 324  
 Engagements avant 1984 : 4 121,9  
 Ordonnancements avant 1984 : 3 452,5  
 Crédits d'engagement 1984 : —  
 Crédits d'ordonnancement 1984 : 680

De Minister verstrekt over het MILAN-programma de volgende cijfers (in miljoenen BF) :

Totale kostprijs van het programma : 6 324  
 Vastleggingen van vóór 1984 : 4 121,9  
 Ordonnanceringen van vóór 1984 : 3 452,5  
 Vastleggingskredieten 1984 : —  
 Ordonnanceringskredieten 1984 : 680

### *3. Le programme HELIP*

A. Un membre s'inquiète aussi au sujet du programme HELIP et interroge le Ministre sur les crédits engagés, les dépenses réalisées, l'estimation globale des coûts de ce programme et les prévisions budgétaires 1984 en engagements et en ordonnancements.

Le Ministre répond que la situation du programme HELIP se présente comme suit (en millions de francs belges) :

Coût total du programme : 4 960,7  
 Engagements avant 1984 : 4 795  
 Ordonnancements avant 1984 : 4 554,9  
 Crédits d'engagement 1984 : —  
 Crédits d'ordonnancement 1984 : 130.

B. Un commissaire fait observer, à propos de la justification de l'article 12.02 (p. 47 du document budgétaire), que les cours pour la formation « HELIP » et « Rotary Flight IFR examiner » ont été introduits pour la première fois à titre onéreux en 1984. Il pose à ce sujet les questions suivantes : pourquoi ces cours sont-ils devenus payants, ce qui est manifestement le contraire de ce qui se faisait précédemment ? Et à qui faut-il payer ?

Le Ministre précise que jusqu'en 1983, la formation « HELIP » a été dispensée dans le cadre du programme « HELIP » proprement dit (article 1372-2), et ce dans la mesure où cette formation n'était pas gratuite. Comme le reste de la formation n'était plus prévu dans le programme initial « HELIP », les crédits nécessaires ont été ouverts à l'article 12.02.

Le lieu de formation est déterminé comme auparavant par le « Bureau de Gestion O.T.A.N. HAWK » (B.G.O.H.) établi à Paris, et ce pour l'ensemble des pays participant au programme.

Le poste « Rotary Flight IFR examiner » a trait à la formation d'un pilote de l'aviation légère de la force terrestre en vue d'expérimenter un appareillage permettant de voler sur instruments. Cette formation s'effectue aux Etats-Unis. Par la suite, ce pilote devra former ses collègues en Belgique.

### *3. Het HELIP-programma*

A. Een lid brengt ook het HELIP-programma ter sprake en vraagt aan de Minister inlichtingen over de vastgelegde kredieten, de gedane uitgaven, de raming van de kostprijs en de begrotingsramingen voor 1984 aan vastleggingen en ordonnanceringen.

De Minister antwoordt dat het HELIP-programma er als volgt uitziet (in miljoenen franken) :

Totale kostprijs van het programma : 4 960,7  
 Vastleggingen van vóór 1984 : 4 795  
 Ordonnanceringen van vóór 1984 : 4 554,9  
 Vastleggingskredieten 1984 : —  
 Ordonnanceringskredieten 1984 : 130.

B. Een commissielid merkt op dat bij de verantwoording van artikel 12.02 (blz. 47 van het begrotingsdocument) wordt opgemerkt dat de cursussen voor de vorming « HELIP » en « Rotary Flight IFR examiner » voor de eerste maal dienden betaald te worden. Hierover stelt hij volgende vragen : waarom nu deze betaling, blijkbaar in tegenstelling met vroeger ? En aan wie moet er betaald worden ?

De Minister verduidelijkt dat tot en met 1983 de vorming « HELIP » gebeurde in het kader van het programma « HELIP » zelf (artikel 1372-2) en dit voor zover deze vorming niet kosteloos was. Aangezien de resterende vorming niet meer opgenomen was in het oorspronkelijk programma « HELIP », werden de noodzakelijke middelen uitgetrokken op het artikel 12.02.

De plaats van vorming wordt zoals vroeger bepaald door het « Bureau de Gestion O.T.A.N. HAWK » (B.G.O.H.) gevestigd te Parijs en dit voor het geheel van de aan het programma deelnemende landen.

De post « Rotary Flight IFR examiner » heeft betrekking op de opleiding van 1 piloot van het licht vliegwezen van de Landmacht met betrekking tot het uittesten van een testapparaat om op instrumenten te vliegen. De opleiding gebeurt in de Verenigde Staten. Achteraf zal deze piloot zijn collega's moeten opleiden in België.

#### *4. Les programmes aéromobilité I et II*

Un membre pose à propos de ces programmes les questions suivantes :

- a) Quelle est la différence entre ces deux programmes ?
- b) Quand doivent-ils être entamés ?
- c) Le Ministre peut-il indiquer le détail du matériel à acquérir ?
- d) Quelle est l'estimation détaillée des coûts pour ces deux programmes ?

Le Ministre répond à ces questions comme suit :

a) Le programme aéromobilité I consiste principalement en l'acquisition d'hélicoptères antichars et d'hélicoptères de reconnaissance.

Le programme aéromobilité II consiste en l'acquisition d'hélicoptères de transport.

b) En ce qui concerne le programme aéromobilité I, la demande d'accord préalable devait être soumise incessamment au C.M.C.E.S.

En ce qui concerne l'aéromobilité II, ce programme est prévu pour 1994. Par conséquent, il ne m'est pas possible, à l'heure actuelle, de vous donner des détails sur ce programme.

c) En ce qui concerne l'aéromobilité I, le besoin opérationnel entraîne l'acquisition de :

1<sup>o</sup> 46 hélicoptères selon l'une des deux solutions suivantes :

1. solution homogène : 46 hélicoptères d'un même type dont 28 initialement équipés de missiles antichars;

2. solution hétérogène : 28 hélicoptères antichars et 18 hélicoptères d'observation de types différents.

2<sup>o</sup> 500 missiles antichars.

3<sup>o</sup> Les équipements associés et connexes :

- 8 radiobalises;
- 3 radars de campagne;
- 1 tour de contrôle mobile;
- en principe : 1 simulateur de vol, 4 simulateurs de tir embarqués, 2 simulateurs de tir au sol.

4<sup>o</sup> Logistique : l'appareillage de test et l'outillage spécifique nécessaire à la maintenance jusqu'au niveau 3, la documentation technique et les rechanges nécessaires pour appuyer 400 heures de vol.

d) Je rappelle qu'un montant d'environ 11 milliards de francs est prévu pour les acquisitions du programme aéromobilité I. Au stade actuel, il ne me paraît pas opportun de divulguer les estimations détaillées des coûts du programme établies par l'état-major afin de ne pas porter préjudice aux intérêts financiers de l'Etat, et de ne pas perturber la procédure normale du marché.

#### *4. De aéromobiliteitsprogramma's I en II*

In verband met deze programma's stelt een lid de volgende vragen :

- a) Wat is het verschil tussen beide programma's ?
- b) Wanneer moeten die programma's een aanvang nemen ?
- c) Kan de Minister in detail opgeven welk materiaal daarvoor nodig is ?
- d) Wat is de gedetailleerde kostenraming voor die beide programma's ?

De Minister antwoordt wat volgt :

a) Het aéromobiliteitsprogramma I bestaat hoofdzakelijk in de aankoop van antitankhelikopters en verkenningshelikopters.

Het aéromobiliteitsprogramma II bestaat in de aankoop van transporthelikopters.

b) Voor het aéromobiliteitsprogramma I zal de aanvraag voor het voorafgaand akkoord eerlang worden voorgelegd aan het M.C.E.S.C.

Het aéromobiliteitsprogramma II is gepland voor 1994. Het is mij derhalve niet mogelijk om nu reeds details over dit programma kenbaar te maken.

c) Om het aéromobiliteitsprogramma I operationeel te maken, is de aankoop noodzakelijk van :

1<sup>o</sup> 46 helikopters, waarbij gekozen moet worden tussen twee mogelijkheden :

- 1. homogene oplossing : 46 helikopters van hetzelfde type waarvan 28 onmiddellijk uitgerust zijn met antitankraketten;
- 2. heterogene oplossing : 28 antitankhelikopters en 18 verkenningshelikopters van verschillend type.

2<sup>o</sup> 500 antitankraketten.

3<sup>o</sup> Uitrusting die daarmee verband houdt :

- 8 radiobakens;
- 3 gevechtsradars;
- 1 mobiele controletoren;
- in principe : 1 vluchtsimulator, 4 schietsimulateuren aan boord, 2 schietsimulateuren aan de grond.

4<sup>o</sup> Logistiek : de testapparatuur en het specifiek materiaal noodzakelijk voor het onderhoud tot niveau 3, de technische documentatie en de noodzakelijke reserveonderdelen om 400 vlieguren mogelijk te maken.

d) Ik herinner eraan dat er ongeveer 11 miljard frank is uitgetrokken voor de aankopen van het aéromobiliteitsprogramma I. Op dit ogenblik lijkt het mij niet raadzaam om gedetailleerde ramingen openbaar te maken over de kostprijs van de programma's die door de staf zijn opgesteld om de financiële belangen van de Staat niet in het gedrang te brengen en de normale marktprocedures niet te verstören.

*5. Les programmes SHORAD*

Au sujet du programme SHORAD, un membre pose les questions suivantes :

a) Dans quel(s) article(s) budgétaire(s) sont reprises les dépenses résultant de la mise en œuvre de ce programme ?

b) Peut-on donner quelques précisions sur la nature exacte de ce nouveau système d'arme ?

c) Quelles sont les différences entre ce système et les « Nike » et « Hawk » ?

d) Quelle est l'évaluation du coût de ce programme, le montant déjà cité étant de 14 milliards de francs ?

e) Quand ce programme doit-il être mis en œuvre ? Le sera-t-il ?

Le Ministre répond comme suit :

a) Les programmes SHORAD (Short Range Air Defense), au même titre que tous les autres programmes inscrits dans le plan décennal des investissements, feront l'objet d'un article budgétaire dès que les crédits seront sollicités auprès du Gouvernement.

b) SHORAD couvre en fait plusieurs programmes des forces armées. Le programme SHORAD de la force terrestre vise à l'acquisition, au début des années 90, d'un système de missiles sol-air léger (portée  $\pm$  5 km) pour la protection du 1 (BE) Corps, dont le poste de tir et le missile devraient être portables.

Le programme SHORAD de la force aérienne vise à la protection en tout temps, à très basse, basse et moyenne altitude, des bases aériennes, par un panachage de moyens sol-air légers et plus lourds (portée  $\pm$  10 km).

c) Les « Nike » et « Hawk » sont des missiles sol-air, déployés actuellement dans les barrières intégrées de l'Alliance en R.F.A., respectivement par la force aérienne et par la force terrestre.

Ces missiles, par rapport au SHORAD, ont des performances beaucoup plus hautes. Leur distance d'engagement, par exemple, est de l'ordre de 5 à 25 fois la distance d'engagement d'un SHORAD.

d) Le coût total des programmes SHORAD planifiés par la force aérienne et la force terrestre, peut être estimé à 15 milliards de francs belges (1983).

e) La mise en œuvre des SHORAD par la Belgique est prévue pour le début des années 90.

*6. Les véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI)*

A. Un membre fait observer que l'article 13.18 prévoit l'achat de véhicules blindés de combat d'infanterie. L'écart

*5. Het SHORAD-programma*

In verband met het SHORAD-programma vraagt een lid wat volgt :

a) Op welk(e) begrotingsartikel(en) werden de uitgaven ingeschreven voor de uitvoering van dit programma ?

b) Kunnen nadere inlichtingen worden verstrekt over de aard van het nieuwe wapen ?

c) In welk opzicht verschilt dit systeem van « Nike » en « Hawk » ?

d) Op hoeveel kan de kostprijs van dit programma worden geraamd ? Er was reeds een bedrag genoemd van 14 miljard frank.

e) Wanneer wordt dit programma uitgevoerd ? Wordt het wel uitgevoerd ?

De Minister verstrekt de volgende antwoorden :

a) Evenals alle overige programma's van het tienjarenplan inzake investeringen, zullen de SHORAD-programma's (Short Range Air Defense) op een begrotingsartikel worden ingeschreven zodra de kredieten gevraagd worden aan de Regering.

b) In feite bevat SHORAD verschillende programma's van de krijgsmacht. Het doel van het SHORAD-programma van de landmacht bestaat erin bij het begin van de jaren 90 een licht grond-luchtdoelrakettensysteem te kopen (draagwijdte ongeveer 5 km) voor de bescherming van het 1 (BE) korps dat een draagbare afvuurinstallatie en raket zou moeten hebben.

Het SHORAD-programma van de luchtmacht streeft naar een bescherming bij elke weertype op zeer lage, lage en middelgrote hoogte van de luchtmachtbases, met verschillende soorten van lichte en zwaardere grond-luchtdoelpistolen (draagwijdte  $\pm$  10 km).

c) « Nike » en « Hawk » zijn grond-luchtdoelraketten die op dit ogenblik opgesteld zijn in de geïntegreerde linies van de N.A.V.O. in de B.R.D., respectievelijk door de luchtmacht en de landmacht.

In vergelijking tot SHORAD halen die raketten heel wat betere prestaties. Zo ligt bijvoorbeeld hun vliegbereik 5 tot 25 maal verder dan bij een SHORAD.

d) De kosten van de SHORAD-programma's die de luchtmacht en de landmacht plannen, kunnen samen op 15 miljard Belgische frank worden geraamd (1983).

e) Volgens de vooruitzichten zal België zijn SHORAD opstellen bij het begin van de jaren 90.

*6. De pantserinfanterie gevechtsvoertuigen (PIGV)*

A. Een lid merkt op dat artikel 13.18 voorziet in de aankoop van pantserinfanterie-gevechtsvoertuigen. Het grote

important existant entre les engagements et les ordonnancements révèle un retard considérable — d'ailleurs confirmé par d'autres informations — dans l'exécution de ce programme. Il aimeraient savoir quelle est l'importance de ce retard et quelles en sont les causes. En outre, il aimeraient connaître le calendrier des livraisons ainsi que le degré d'exécution de celles-ci.

Le Ministre répond que l'écart important entre les engagements et les ordonnancements relatifs à ce programme est normal, tout comme pour n'importe quel programme majeur dans sa phase initiale, en ce sens que les engagements portent sur l'ensemble du programme, tandis que les ordonnancements ne peuvent évidemment avoir lieu qu'à mesure que les factures sont présentées. Cela n'est donc pas l'indice d'un retard dans les livraisons. En ce qui concerne l'exécution du programme, il convient de préciser qu'il y a effectivement quelques difficultés techniques, qui n'ont toutefois pas entraîné jusqu'à présent de retard important en matière de livraisons. Il n'est pourtant pas exclu que ces difficultés techniques provoquent à l'avenir un retard dans l'exécution du calendrier des livraisons.

B. Selon un commissaire, la firme B.M.F. connaît des problèmes et ne serait pas en mesure de suivre la production prévue pour la construction des V.B.C.I., ce qui amènerait des pénalités fort graves sur le plan financier.

Que deviendrait l'exécution de la construction si la situation financière de B.M.F. devenait insurmontable ? Pourrait-on, dans ce cas, tenant compte de la spécificité du type des véhicules belges, s'adresser à un autre producteur ?

Qu'en est-il exactement des rumeurs qui circulent à ce propos ?

Le Ministre répond qu'il ne lui appartient pas d'enquêter sur la situation financière de B.M.F. Il est possible que la situation soit telle que la décrit l'honorable membre, mais selon les services compétents de la Défense nationale cela n'est pas apparu officiellement.

De toute façon, il existe une garantie bancaire qui couvre la récupération de l'avance et la bonne exécution des dispositions économiques du contrat. La garantie initiale était de 3 milliards de francs. Le Ministre des Affaires économiques ayant libéré 512 millions pour bonne exécution des engagements économiques, la garantie actuelle s'élève à 2 488 millions de francs belges.

Dans le cas d'une défaillance de B.M.F., la Défense nationale a la garantie que F.M.C. exécuterait le contrat aux Etats-Unis.

En aucun cas, le prix que demanderait F.M.C. ne serait supérieur au prix demandé par F.M.C. à d'autres nations, pour un contrat similaire.

verschil tussen de vastleggingen en de ordonnanceringen wijst op een — trouwens door andere berichten bevestigde — grote vertraging in de uitvoering van dit programma. Hij wenst te vernemen hoe groot deze vertraging is en welke er de oorzaken van zijn. Bovendien wil hij weten hoe het schema van de leveringen was en tot hoever dit in werkelijkheid uitgevoerd werd.

De Minister antwoordt hierop dat het grote verschil tussen de vastleggingen en de ordonnanceringen voor dit programma, zoals voor elk groot programma in zijn beginfase, normaal is in die zin dat de vastlegging betrekking heeft op het volledig programma, terwijl de ordonnanceringen uiteraard maar gebeuren naargelang de facturen aangeboden worden. Dit duidt dus niet op een vertraging in de levering. Met betrekking tot de uitvoering van het programma kan gezegd worden dat er wel enkele technische moeilijkheden zijn, die echter tot op heden niet geleid hebben tot een relevante vertraging inzake levering. Het is echter niet uitgesloten dat deze technische moeilijkheden in de toekomst tot een vertraging in het vooropgezette leveringsschema aanleiding zouden geven.

B. Volgens een lid zou de firma B.M.F. problemen kennen en niet in staat zijn om de productie te volgen waarin voorzien is voor de bouw van de P.I.G.V., wat zou leiden tot zeer zware financiële sancties.

Wat wordt er van de uitvoering van de bouw, indien de financiële toestand van B.M.F. onoplosbaar zou worden ? Zou men, in dat geval, rekening houdend met de eigen aard van het type van de Belgische voertuigen, zich tot een andere producent kunnen wenden ?

Welk geloof moet worden gehecht aan de geruchten die in dit opzicht de ronde doen ?

De Minister antwoordt dat het niet zijn taak is om een onderzoek in te stellen naar de financiële toestand van B.M.F. Het is mogelijk dat de toestand, die het geacht lid beschrijft, juist is, maar dat is volgens de bevoegde diensten van Landsverdediging niet officieel gebleken.

Hoe dan ook, er bestaat een bankwaarborg die de terugvordering van het voorschot en de goede uitvoering van de economische bepalingen van het contract dekt. De oorspronkelijke waarborg bedroeg 3 miljard frank. De Minister van Economische Zaken heeft 512 miljoen voor de goede uitvoering van de economische verbintenissen vrijgemaakt en de huidige waarborg beloopt dus 2 488 miljoen Belgische frank.

In geval van een tekortkoming van B.M.F., heeft Landsverdediging de waarborg dat F.M.C. het contract zou uitvoeren in de Verenigde Staten.

In geen geval zou de prijs die F.M.C. zou vragen, hoger zijn dan de prijs die F.M.C. aan andere landen, voor een soortgelijk contract, vraagt.

*7. Economies sur les investissements*

Il ressort clairement de la note de politique établie par le Ministre de la Défense des Pays-Bas que l'on économise sur les investissements; on achète moins de navires, moins d'avions, etc. Un membre se demande de quelle manière et sur quels postes on économise chez nous.

Le Ministre répond comme suit.

La note de 1984 sur la politique de défense, mise au point par les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense, contient les projets et les intentions politiques du gouvernement concernant les forces armées néerlandaises pour la période 1984-1993. Cette note indique clairement que, d'une part, le pourcentage du P.I.B. consacré à la Défense est maintenu à un niveau constant et que, d'autre part, une partie de plus en plus importante du budget de la Défense est destinée à des investissements en capital.

La comparaison en pour cent des dépenses d'investissement par rapport au total des dépenses de la Défense, en Belgique et aux Pays-Bas, se présente comme suit :

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 à t/m 1993
Belgique. — <i>België</i> . . . . .	16,7	16,9	17,5	17,9	20,3	18,9	19,6	19,0	18,9	19,5	—
Pays-Bas. — <i>Nederland</i> . . . . .	16,7	19,1	18,8	24,4	21,5	22,8	20,6	23,0	24,2	26,6	35,0 (1)

(1) Cf. Note sur la politique de défense 1984 — Pays-Bas.

La volonté de moderniser fondamentalement les forces armées néerlandaises apparaît plus nettement encore à l'analyse d'autres budgets tels que ceux des Affaires économiques et des Affaires sociales, où figurent des postes distincts pour les programmes d'investissements militaires, et celui de la Politique scientifique, qui comprend d'importants crédits R et D à finalité militaire.

La note sur la politique de défense indique effectivement qu'on réalise des économies. Cependant, dans le cadre financier prévu pour les années 1984-1993, les économies sur les investissements sont relativement limitées et également réparties entre les diverses forces armées. En outre, certaines réductions annoncées au début de 1983 ont été annulées au terme de la procédure de consultation avec l'O.T.A.N.

En ce qui concerne le budget belge de la Défense nationale, l'accroissement total des moyens financiers s'est élevé à 12,6 p.c. entre 1981 et 1984, soit sur une période de quatre ans. Cela représente en moyenne une augmentation nominale de 4,2 p.c. par an.

La comparaison de ce taux de croissance avec l'indice des prix à la consommation (7,6 p.c. de moyenne annuelle pour la même période) montre que depuis plusieurs années, la Défense nationale a largement contribué aux économies décidées par le Gouvernement actuel.

*7. Bezuiniging op de investeringen*

Uit de beleidsnota opgesteld door de Minister van Defensie in Nederland valt duidelijk op te maken dat er bezuinigd wordt op investeringen; zo worden er minder schepen, vliegtuigen enz. aangekocht. Een lid vraagt zich af op welke manier en waar er bij ons bezuinigd wordt.

De Minister antwoordt als volgt.

De Defensienota 1984, opgesteld door de Ministers van Buitenlandse Zaken en van Defensie, bevat de plannen en beleidsvoornemens van de regering voor de Nederlandse Krijgsmacht over de periode 1984-1993. Uit de nota blijkt duidelijk dat, enerzijds het percentage van het B.B.P. toebedeeld aan Defensie stabiel wordt gehouden, en anderzijds dat een steeds groter deel van het Defensiebudget naar kapitaalinvesteringen gaat.

De vergelijking in percenten der investeringsuitgaven van de totale Defensieuutgaven voor België en Nederland is als volgt :

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 à t/m 1993
Belgique. — <i>België</i> . . . . .	16,7	16,9	17,5	17,9	20,3	18,9	19,6	19,0	18,9	19,5	—
Pays-Bas. — <i>Nederland</i> . . . . .	16,7	19,1	18,8	24,4	21,5	22,8	20,6	23,0	24,2	26,6	35,0 (1)

(1) Zie Defensienota 1984 — Nederland.

De wil om de Nederlandse Krijgsmacht grondig te moderniseren is nog duidelijker als men andere budgetten analyseert, zoals deze van Economische Zaken en Sociale Zaken, waarin afzonderlijke posten voorkomen voor militaire investeringsprogramma's en deze van Wetenschapsbeleid, met R en D kredieten met militaire finaliteit.

Er valt inderdaad uit de Defensienota op te maken dat er bezuinigd wordt. De bezuinigingen op investeringen zijn nochtans, binnen het financieel kader voor de jaren 1984-1993, relatief beperkt en gelijkmatig verdeeld over de verschillende krijgsmachten. Ook worden zekere, in begin 1983 aangekondigde beperkingen, ingevolge het konsultatieproces met de N.A.V.O. ingetrokken.

Wat het budget van de Belgische Landsverdediging betreft, bedraagt de totale aangroei van de financiële middelen 12,6 pct. tussen 1981 en 1984, dus over een periode van vier jaar. Dit betekent 4,2 pct. gemiddeld nominaal per jaar.

De vergelijking van deze groeivoet met de index van de consumptieprijsen (gemiddeld 7,6 pct. per jaar gedurende dezelfde periode) bewijst dat Landsverdediging sinds verschillende jaren ruimschoots heeft bijgedragen tot de bezuinigingen door de huidige Regering voorgeschreven.

Bien que le volet investissements représente plus ou moins 25 p.c. du budget total de la Défense nationale, il n'a pas été possible de garantir ces investissements pour la période 1984-1993 sans certaines mesures d'économie.

Le report, exprimé en années, de la réalisation des programmes principaux des forces armées, contenus dans le plan décennal 1984-1993, se présente comme suit :

Alhoewel het luik investering ± 25 pct. van het totaal budget Landsverdediging vertegenwoordigt, was het niet mogelijk voor de periode 1984-1993 de investeringen veilig te stellen zonder een aantal besparingsmaatregelen.

Het uitstel, in jaren uitgedrukt, van de realisatie van de hoofdprogramma's van de Krijgsmachten vervat in het tienjarenplan 1984-1993 is als volgt :

Programmes — Programma's	Année initialement prévue — Initieel voorzien jaar	Plan 1984-1993 — Plan 1984-1993	Report (en années) — Uitstel (in jaren)
Modernisation artillerie. — <i>Modernisatie artillerie</i> . . . . .	1974	1983	9
Aéromobilité I. — <i>Aeromobiliteit I</i> . . . . .	1977	1984	7
Mortiers d'infanterie. — <i>Infanteriemortieren</i> . . . . .	1976	1990	14
Chars de combat. — <i>Gevechtstank</i> . . . . .	1986	1992	6
SHORAD I BE Corps . . . . .	1982	1992	10
SHORAD AWX Aérodromes/Vliegvelden . . . . .	1977	1992	15
Munitions F-16. — <i>Munitiess F-16</i> . . . . .	1981	1988	7
Eléments de chasseurs de mines. — <i>Mijnenveegkomponenten</i> . . .	1982	1988	6

Il est à noter qu'on a décidé également de procéder au retrait accéléré de deux escadrilles supplémentaires de missiles sol-air NIKE et de ne pas acquérir le système PATRIOT. De plus, des pourparlers sont en cours en vue de limiter la contribution belge aux dépenses communes de l'O.T.A.N.

#### 8. Le plan décennal d'investissements

A propos du plan décennal d'investissements, un membre pose les questions suivantes :

a) La procédure de réajustement du plan décennal est-elle toujours en cours ?

b) Pour quelle période le dernier plan décennal d'investissements a-t-il été établi ?

c) Quels sont les matériels à acquérir et quelle est l'évaluation de leurs coûts annuels dans ce plan, tant pour les programmes majeurs que courants ?

Le Ministre répond comme suit :

a) Le plan décennal est réajusté chaque année en fonction non seulement des décisions prises en cours d'année, mais aussi de l'actualisation des programmes en fonction des révisions de prix, taux de change, ...

Le nouveau plan décennal (le plan 1985-1994) est donc actuellement en cours d'élaboration.

b) En attendant la sortie de ce nouveau plan, c'est donc toujours le plan 1984-1993 (daté du 11 mai 1983) qui est en vigueur.

Op te merken valt, dat ook werd besloten tot versnelde terugtrekking van twee bijkomende smaldelen NIKE grond-lucht missiles en het niet-aanschaffen van het PATRIOT wapensysteem. Besprekingen zijn ook aan de gang om de Belgische bijdrage tot de gemeenschappelijke N.A.V.O.-uitgaven te beperken.

#### 8. Het tienjarenplan voor investeringen

In verband met het tienjarenplan voor investeringen, stelt een lid de volgende vragen :

a) Is de procedure voor aanpassing van het tienjarenplan nog steeds aan de gang ?

b) Voor welk tijdvak is het jongste tienjarenplan voor de investeringen opgesteld ?

c) Welk materieel moet worden aangeschaft en op hoeveel worden de jaarlijkse kosten ervan in dat plan geraamde, zowel voor de grotere programma's als voor de lopende programma's ?

De Minister antwoordt als volgt :

a) Het tienjarenplan wordt elk jaar aangepast, niet alleen op basis van de beslissingen die in de loop van het jaar worden genomen, maar ook op basis van de actualisering van de programma's in het licht van de prijsherzieningen, wisselkoers, ...

Het nieuwe tienjarenplan (het plan 1985-1994) wordt dus thans opgesteld.

b) In afwachting dat het nieuwe plan wordt bekendgemaakt, is het plan 1984-1993 (van 11 mei 1983) nog steeds van kracht.

c) Les programmes majeurs actuellement en exécution sont les suivants :

- Infrastructure Otan
- Airborn Early Warning and Control (AEW & C)
- Rénovation domaniale
- Transmissions Etat-Major Général
- Bemilcom
- Canon 35 mm
- Charroi Force terrestre
- RITA
- HELIP
- VBCI
- CVRT
- GCA (Ground Control Approach)
- F-16
- Frégates
- CMT (chasseurs de mines)
- Neder-over-Heembeek (Ph I)
- Véhicules service médical.

Il faut y ajouter les programmes « de la globalisation », à savoir :

- Modernisation de l'artillerie;
- FOB — F-16;
- Radios HF;
- Aéromobilité (I);
- Radios VHF;
- Une partie du charroi.

Les trois premiers de ces programmes sont déjà engagés.

Pour 1984, l'ensemble des moyens d'ordonnancement prévus pour le rééquipement était de 22 455 millions FB, dont 3 364 millions FB pour les programmes courants, le reste étant prévu pour les programmes cités ci-dessous.

Entre-temps cette tranche du plan s'est transformée en projet de budget 1984.

Les chiffres des autres années doivent être considérés comme des données de planification, et sont donc encore sujets à modifications ultérieures.

#### *9. Programmes mentionnés à divers articles du budget (notamment chars Léopard, VBCI, avions, hélicoptères et navires)*

Un membre voudrait savoir quel est le matériel auquel ont trait les programmes inscrits aux articles 13.14, 13.16, 13.17, 13.18, 13.34, 13.36, 13.37, 13.38, 13.39, 13.53, et 13.54 du budget.

c) De volgende grotere programma's worden thans uitgevoerd :

- Navo-infrastructuur
- Airborn Early Warning and Control (AEW & C)
- Domaniale vernieuwing
- Transmissies Generale Staf
- Bemilcom
- Kanon 35 mm
- Voertuigen Landmacht
- RITA
- HELIP
- PIGV
- CVRT
- GCA( Ground Control Approach)
- F-16
- Fregatten
- Mijnenvegers
- Neder-over-Heembeek (F1)
- Voertuigen geneeskundige dienst.

Daar moeten de « globaliserings »-programma's worden aan toegevoegd, te weten :

- Modernisering van de artillerie;
- FOB — F-16;
- Radio's HF;
- Aeromobiliteit (I);
- Radio's VHF;
- Een gedeelte van het voertuigenpark.

De drie eerste programma's zijn reeds aangevat.

Voor 1984, beliepen de gezamenlijke ordonnanceringsmiddelen, uitgetrokken voor wederuitrusting, 22 455 miljoen BF, waarvan 3 364 miljoen BF voor de lopende programma's, terwijl de rest bestemd was voor de voornoemde programma's.

Ondertussen is die tranche van het plan de ontwerp-begroting 1984 geworden.

De cijfers van de andere jaren moeten worden beschouwd als planningsgegevens, en zijn dus nog vatbaar voor latere wijziging.

#### *9. Programma's vermeld in verscheidene begrotingsartikelen (o.a. de Leopard-tanks, de PIGV, vliegtuigen, helikopters en schepen)*

Een lid wenst te vernemen welk materieel de programma's behelzen ingeschreven op de artikels 13.14, 13.16, 13.17, 13.18, 13.34, 13.36, 13.37, 13.38, 13.39, 13.53 en 13.54 van de begroting.

Le Ministre répond comme suit :

a) L'article 13.14 concerne l'acquisition de 344 chars Léopard avec équipement connexe, pièces de recharge et munitions. Ce programme a été lancé en 1968. Pour 1984, on a encore prévu un montant de 26 millions, imputable aux crédits d'engagement reportés, pour une modification technique à 344 viseurs de canons de 105 mm.

b) L'article 13.16 concerne l'acquisition de 701 véhicules blindés légers de reconnaissance avec équipement connexe, pièces de recharge et munitions. Ce programme a été lancé en 1970. Les crédits d'ordonnancement, d'un montant de 17,1 millions de francs, ont été sollicités en vue de faire face à des révisions de prix et à de petites modifications techniques.

c) L'article 13.17 concerne l'acquisition de 55 canons bimubes antiaériens de 35 mm, avec équipement connexe, pièces de recharge et munitions, ainsi que les frais de recherche et de développement. Ce programme a été lancé en 1973. Les crédits d'ordonnancement 1984 d'un montant de 226 millions de francs, sont nécessaires au paiement des groupes électrogènes.

d) L'acquisition de 1 039 véhicules blindés de combat d'infanterie (514 AIFV et 525 M113A1), destinés à remplacer les véhicules de combat AMX-13 et M-75 actuels de la force d'intervention, ainsi que de leurs équipements connexes, des pièces de recharge et des munitions, est prévue à l'article 13.18. Ce programme a été lancé en 1979. Les engagements 1984 (1 167 millions) concernent l'achat de viseurs à usage nocturne (2 133 Goggles). Les ordonnancements 1984, d'un montant de 3 706,1 millions, concernent les engagements précités et la livraison des véhicules par la firme BMF.

e) Le programme de défense des aérodromes, lancé en 1971 et inscrit à l'article 13.34, visait à la construction des abris semi-fortifiés sur les aérodromes. En 1984, les paiements des derniers travaux d'infrastructure (7,2 millions en engagements et 29,6 millions en ordonnancements) se feront à charge de crédits reportés.

f) Le programme inscrit à l'article 13.36, qui fut lancé en 1972 et achevé en 1981, concernait l'acquisition de deux avions Mystère 20, de six avions Merlin et de cinq hélicoptères Seaking.

On peut aussi considérer que, sauf éventuellement quelques paiements mineurs dus à charge de crédits reportés, le programme d'acquisition des 33 avions d'entraînement Alpha Jet, inscrit à l'article 13.34, est achevé.

g) L'article 13.38 concerne l'acquisition de 116 avions de combat F-16, destinés à remplacer les F-104G, les installations au sol et le support logistique, ainsi que les frais connexes.

Les crédits 1984, soit 4 303 millions d'engagements et 4 773 millions d'ordonnancements, sont nécessaires au respect d'un calendrier de paiements fixé contractuellement.

L'acquisition de 44 avions de combat F-16 supplémentaires destinés à remplacer les Mirage 5, ainsi que les installa-

Daarop antwoordt de Minister het volgende :

a) Het artikel 13.14 behelst de aanschaffing van 344 Leopard-tanks met bijhorende uitrusting, wisselstukken en munitie. Het programma werd gestart in 1968. Voor 1984 is nog een technische modificatie m.b.t. 344 regelingskijkers voor het kanon 105 mm voor een bedrag van 26 miljoen voorzien ten laste van overgedragen vastleggingskredieten.

b) Het artikel 13.16 behelst de aankoop van 701 lichte gepantserde verkenningsvoertuigen met bijhorende uitrusting, wisselstukken en munitie. Het programma werd gestart in 1970. De aangevraagde ordonnanceringskredieten ten bedrage van 17,1 miljoen, hebben betrekking op verrekeningen ingevolge prijsherzieningen en kleine technische modificaties.

c) Het artikel 13.17 betreft de aanschaffing van 55 tweeloopskanonnen antiluchtdoel 35 mm, bijkomende materiëlen, wisselstukken en munitie, alsook de opzoekings- en ontwikkelingskosten. Het programma werd aangevat in 1973. De ordonnanceringskredieten 1984, ten belope van 226 miljoen, zijn nodig voor de betaling van de elektrogeengroepen.

d) De aankoop van 1 039 pantserinfanterie gevechtsvoertuigen (514 AIFV en 525 M113A1) ter vervanging van de actuele gevechtsvoertuigen AMX-13 en M75 van de Interventiemacht, alsmede van de bijhorende uitrusting, wisselstukken en munitie is voorzien op het artikel 13.18. Het begin van het programma dateert van 1979. De vastleggingen in 1984 (1 167 miljoen) hebben betrekking op de aankoop van kijkers voor nachtzicht (2 133 Goggles). De ordonnanceringen 1984 ten belope van 3 706,1 miljoen houden verband met de hierboven vermelde vastleggingen en de levering van de voertuigen door de firma BMF.

e) Het programma verdediging van vliegvelden, gestart in 1971 en ingeschreven op het artikel 13.34 beoogde de bouw van de half versterkte schuilplaatsen op de vliegvelden. In 1984 zullen de verrekeningen van de laatste infrastructuurwerken (7,2 miljoen in vastleggingen en 29,6 miljoen ordonnanceringen) gebeuren op overgedragen kredieten.

f) Het programma m.b.t. artikel 13.36, gestart in 1972 en beëindigd in 1981, betrof de aanschaffing van twee vliegtuigen Mystère 20, zes vliegtuigen Merlin en van vijf helikopters Seaking.

Behalve eventueel een paar onbelangrijke betalingen op schuld ten laste van overgedragen kredieten kan ook het programma van de 33 opleidingsvliegtuigen Alpha Jet op het artikel 13.34 als beëindigd worden beschouwd.

g) Het artikel 13.38 behelst de aanschaffing van 116 gevechtsvliegtuigen F-16, ter vervanging van de F-104G, de grondinstallaties en de logistieke steun, alsmede de bijhorende kosten.

De kredieten 1984, 4 303 miljoen vastleggingen en 4 773 miljoen ordonnanceringen, zijn bestemd ter eerbiediging van een contractueel vastgelegd betalingsschema.

De aanschaffing van 44 bijkomende gevechtsvliegtuigen F-16 ter vervanging van de Mirage 5 toestellen, alsmede de

tions au sol et le support logistique, sont inscrits depuis 1983 à l'article 13.39.

Les ordonnancements, d'un montant de 620 millions de francs, prévus pour 1984, concernent l'acquisition d'ensembles qui seront incorporés ultérieurement aux F-16.

*h)* L'article 13.53 concerne la construction de quatre frégates, y compris l'équipement connexe, l'armement et les munitions.

Ce programme qui a été lancé en 1971 et qui est pratiquement achevé, englobe le paiement de dettes de quelque 70 millions de francs (dont 12 en 1984) pour l'extension de la capacité informatique du système de commande de tir (30 millions) et l'acquisition de la première série de pièces de rechange (40 millions).

*i)* Enfin, l'article 13.54 concerne un programme international lancé en 1975 (Belgique, France, Pays-Bas) en vue de la construction intégrée de « chasseurs de mines » destinés à remplacer les navires existants de lutte contre les mines et à compléter la flotte des dragueurs de mines.

Le contrat actuel couvre l'acquisition de 10 navires, payés partiellement à charge de l'article 66.03 du Titre IV, section particulière, pour ce qui est des dépenses communes aux trois pays participants. Le montant s'élève à 1 050 millions de francs sur les 1 774 millions de crédits d'ordonnancement prévus pour 1984.

Le coût total de chacun des programmes susmentionnés figure à la rubrique « Programme initial ou ajusté ».

grondinstallaties en logistieke steun, is sinds 1983 voorzien in het artikel 13.39.

De voorziene ordonnancering 1984 ten bedrage van 620 miljoen hebben betrekking op de aankoop van gehelen die later in de F-16 zullen ingebouwd worden.

*h)* Het artikel 13.53 heeft betrekking op de bouw van vier fregatten met inbegrip van bijhorende uitrusting, bewapening en munitie.

Dit programma gestart in 1971 en dat praktisch beëindigd is, omvat nog de betaling van schulden voor 70 miljoen (waarvan 12 in 1984) i.v.m. de uitbreiding van de computercapaciteit van het vuurleidingsysteem (30 miljoen) en de aanschaffing van de eerste dotatie wisselstukken (40 miljoen).

*i)* Het artikel 13.54 tenslotte heeft betrekking op een in 1975 gestart internationaal programma (België, Frankrijk, Nederland) voor de geïntegreerde bouw van schepen « mijnenjagers » ter vervanging van bestaande schepen voor mijnenbestrijding en in aanvulling van de mijnenvegers.

Het huidige contract dekt de aankoop van 10 schepen, waarvan de betalingen gedeeltelijk gebeuren via het artikel 66.03 van de Titel IV, afzonderlijke sectie, namelijk voor de gemeenschappelijke uitgaven voor de drie deelnemende landen. Dit is het geval voor 1 050 miljoen van de 1 774 miljoen ordonnancieringsmiddelen voorzien voor 1984.

Voor al de hierboven vermelde programma's is de totale kostprijs telkens vermeld onder de rubriek « oorspronkelijk of aangepast programma ».

## CHAPITRE 4

### Plan de rénovation domaniale et investissements pour travaux d'infrastructure

#### 1. *Le plan de rénovation domaniale*

A. L'article 61.03 transfère une nouvelle fois un montant de 500 millions à l'article 63.04.A en matière de rénovation domaniale.

Selon la justification donnée à la page 88 du document budgétaire, on compte manifestement sur des recettes résultant de la cession des installations militaires dans l'agglomération bruxelloise.

Un membre aimeraient savoir si cet espoir est justifié et de quels montants et installations il s'agit. Il demande également si les perspectives concernant les autres ventes énumérées sont现实的, par exemple en ce qui concerne la caserne de Vilvorde, et si le produit d'un immeuble mis en vente et sans doute déjà vendu, sis rue d'Arlon à Bruxelles (utilisé précédemment par l'O.R.A.F.), est compris dans les recettes prévues et, dans l'affirmative, jusqu'à concurrence de quel montant.

## HOOFDSTUK 4

### Domaniaal renovatieplan en investeringen voor infrastructuurwerken

#### 1. *Het domaniaal renovatieplan*

A. Door artikel 61.03 wordt nogmaals een bedrag van 500 miljoen overgeheveld naar artikel 63.04.A inzake de domaniale renovatie.

Volgens de verantwoording op blz. 88 van het begrotingsdocument rekent men blijkbaar op ontvangsten voor de afgestane militaire installaties in de Brusselse agglomeratie.

Een lid wil weten of deze hoop gewettigd is en om welke installaties en bedragen het gaat. Hij vraagt ook of de vooruitzichten inzake de andere opgesomde verkopen realistisch zijn, b.v. wat de kazerne te Vilvoorde betreft, en of de opbrengst van een te koop gesteld en wellicht inmiddels verkocht gebouw in de Aarlenstraat te Brussel (vroeger gebruikt door de H.I.B.) in de voorziene inkomsten begrepen is en voor welk bedrag.

Le Ministre donne les réponses suivantes :

Les postes de recettes les plus importants sur lesquels on compte en 1984, concernent :

a) La cession des terrains du domaine militaire d'Evere (38 ha) doit rapporter 902 millions et la Défense nationale espère pouvoir toucher la plus grosse partie de cette somme cette année. Lors de sa réunion du 17 octobre 1974, le C.M.C.E.S. avait décidé que les remboursements à imputer au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (Région bruxelloise) seraient étaisés sur 10 ans.

b) Six casernes ont été cédées à l'agglomération bruxelloise; il s'agit :

- de l'ancien hôpital militaire,
  - du Petit Château,
  - de la caserne Prince Albert,
  - de la caserne Baudouin,
  - de l'arsenal des transports,
  - de la caserne Rolin,
- et ce pour un montant total de 2 385 900 000 francs.

Sur ce montant, il reste à payer 1 milliard et selon la convention conclue, cette opération doit avoir lieu en 1984.

c) Ont en outre été prévues en 1984 les ventes de :

- la caserne Sint-Bernardus à Hemiksem,
- la caserne Baron Michel à Malines,
- deux écuries à Namur,
- la caserne Debognies à Tournai,
- la caserne Poliet à Vilvorde.
- la caserne Calberg à Burcht;
- la caserne Chartiers et la caserne Sabbe et Vingternier à Mons.

On notera aussi toutes sortes de cessions moins importantes de domaines militaires et de logements attribués aux titulaires de certaines fonctions.

Les évaluations ont été effectuées en 1979, 1980 et 1981; les recettes réelles sont tantôt supérieures, tantôt inférieures. Pour certains domaines, il est procédé à une nouvelle évaluation.

d) L'immeuble situé rue d'Arlon appartient à l'O.R.A.F. Une option a été prise, mais la vente proprement dite doit encore avoir lieu. En tout cas, le produit de cette vente n'est pas compris dans les recettes.

B. Un membre aimeraient savoir ce qu'il adviendra à l'avenir des immeubles qui ont été ou seront cédés, à Bruxelles, dans le cadre de la rénovation domaniale.

Le Ministre donne la réponse suivante :

Il s'agit plus particulièrement des domaines militaires suivants :

a) Immeubles déjà vendus à la Société nationale du Logement (S.N.L.) :

Arsenal du charroi : évacué depuis 1978;

Daarop geeft de Minister volgende toelichtingen :

De grootste ontvangstposten waarop in 1984 gerekend wordt betreffen :

a) De afstand van de terreinen van het militair domein te Evere (38 ha) moet 902 miljoen opbrengen en Landsverdediging rekent erop het grootste gedeelte ervan dit jaar te kunnen innen. Het M.C.E.S.C. besliste op zijn vergadering van 17 oktober 1974 dat de terugbetalingen aan te rekenen op het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie (Brussels Gewest) zouden geschieden op 10 jaar.

b) Aan de Brusselse Agglomeratie werden zes kazernes afgestaan, welke zijn :

- het oud Militair hospitaal,
  - het Klein Kasteeltje,
  - de Prins Albert kazerne,
  - de Boudewijn kazerne,
  - het Vervoer arsenaal,
  - de Rolin kazerne,
- voor een totaal bedrag van 2 385 900 000 frank.

Hiervan dient nog 1 miljard betaald, hetgeen volgens de afgesloten conventie moet geschieden in 1984.

c) Daarnaast werden voorzien de verkopen in 1984 van :

- Hemiksem : Sint-Bernarduskazerne,
- Mechelen : kazerne Baron Michel,
- Namen : twee paardenstallen,
- Doornik : kazerne Debognies,
- Vilvoorde : kazerne Poliet.
- Burcht : kazerne Calberg;
- Bergen : kazerne Chartiers, kazerne Sabbe en Vingternier.

Verder nog allerlei kleine afstanden van militaire domeinen en functiewoningen.

De ramingen hadden plaats in 1979, 1980 en 1981, de reële opbrengsten liggen soms eens hoger, dan weer lager. Voor sommige domeinen is een herschatting aan de gang.

d) Het gebouw in de Aarlenstraat is eigendom van het H.I.B. Er is een optie genomen maar de eigenlijke verkoop moet nog doorgaan. In alle geval is de opbrengst van de verkoop hier niet begrepen in de ontvangst.

B. Een lid vraagt meer bepaald wat er in de toekomst gaat gebeuren met de gebouwen die te Brussel in het kader van de domaniale renovatie afgestaan zijn of zullen worden.

Hierop antwoordt de Minister :

Het betreft hier met name de volgende militaire domeinen :

a) Gebouwen die reeds verkocht zijn aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (N.M.H.) :

Voertuigenarsenaal : ontruimd sinds 1978;

<p>Caserne Rolin : évacuée depuis 1978;</p> <p>Caserne Prince Baudouin : partie évacuée en décembre 1980;</p> <p>Caserne Prince Albert : (hormis le Club Prince Albert qui reste propriété du département de la Défense nationale) : évacuée en 1981.</p> <p><i>b)</i> Immeubles remis le 20 décembre 1980 au Ministère des Finances — premier comité d'acquisition d'immeubles à Bruxelles — aux fins de vente à ladite S.N.L. :</p> <p>Caserne Prince Baudouin (partie restante) : Ex-hôpital militaire (partie) : évacué en décembre 1980.</p> <p><i>c)</i> La partie restante de l'ex-hôpital militaire et la caserne du Petit Château ont été remises au comité d'acquisition précité, pour la vente à ladite S.N.L., à la date du 1<sup>er</sup> février 1982.</p> <p>A l'heure actuelle, la date d'évacuation de la Caserne du Petit Château ne peut être fixée avec certitude. Elle dépend de l'avancement des travaux à Neder-over-Heembeek, dont la fin est prévue pour la fin de cette année.</p> <p>La convention du 20 septembre 1976 entre l'Etat belge et la Société nationale du Logement (S.N.L.) porte sur un montant total de 2 385,9 millions de FB, dont 1 386 millions de FB déjà réalisés et 999,9 millions de FB encore à payer.</p> <p>La Défense nationale n'est pas à même de donner des informations sur la nouvelle destination de ces domaines, décision qui est du ressort de la Société nationale du Logement.</p> <p><i>2. Engagements relatifs à des terrains, à la construction et à l'équipement d'installations militaires</i></p> <p>Plusieurs articles budgétaires concernent des engagements relatifs à des terrains, à la construction et à l'équipement d'installations militaires, tant en Belgique qu'à l'étranger, les uns manifestement pour le compte exclusif de la Belgique, les autres pour des travaux d'infrastructure communs aux partenaires de l'Otan.</p> <p>Il s'agit notamment des articles suivants :</p> <p><i>a)</i> article 53.02 travaux O.T.A.N., engagements : 1 950 millions;</p> <p><i>b)</i> article 72.01.01 Belgique : 87 millions; article 72.01.02 Belgique : 727 millions;</p> <p><i>c)</i> article 83.02.02 Etranger : 333 millions;</p> <p><i>d)</i> article 71.01 terrains en Belgique : 59 millions;</p> <p><i>e)</i> article 53.01 infrastructure O.T.A.N. étranger : 10 millions;</p>	<p>Rolinkazerne : ontruimd sinds 1978;</p> <p>Prins Boudewijnkazerne : gedeelte ontruimd in december 1980;</p> <p>Prins Albertkazerne (behalve de Prins Albertclub die eigenlijk blijft van het departement van Landsverdediging) : verlaten in 1981.</p> <p><i>b)</i> Gebouwen op 20 december 1980 overgelaten aan het Ministerie van Financiën, eerste aankoopcomité van onroerende goederen in Brussel, met het oog op de verkoop aan voornoemde N.M.H. :</p> <p>Prins Boudewijnkazerne (overblijvend gedeelte); Gewezen militair hospitaal (gedeelte) : verlaten in december 1980.</p> <p><i>c)</i> Het overblijvende gedeelte van het gewezen militair hospitaal en de kazerne Klein Kasteeltje werden overgelaten aan het voornoemde aankoopcomité, voor de verkoop aan de N.M.H., op 1 februari 1982.</p> <p>Thans kan de datum waarop het Klein Kasteeltje zou worden ontruimd nog niet met zekerheid worden vastgesteld. Dat hangt af van de vordering van de werken in Neder-over-Heembeek waarvan het einde gepland is voor dit jaar.</p> <p>De overeenkomst van 20 september 1976 tussen de Belgische Staat en de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting heeft betrekking op een totaalbedrag van 2 385,9 miljoen BF, waarvan 1 386 miljoen BF reeds zijn uitgevoerd en 999,9 miljoen nog te betalen zijn.</p> <p>Landsverdediging kan geen informatie verstrekken over de nieuwe bestemming van die domeinen, omdat de beslissing daarvoor afhangt van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.</p> <p><i>2. Vastleggingen voor gronden, bouw en uitrusting van militaire installaties</i></p> <p>Diverse begrotingsartikelen betreffen vastleggingen voor gronden, de bouw en uitrusting van militaire installaties, zowel in binnen- als in buitenland, sommige daarvan blijkbaar alleen voor de rekening van België, andere voor gemeenschappelijke infrastructuurwerken van de Navo-partners.</p> <p>Het gaat hier om, o.m. :</p> <p><i>a)</i> artikel 53.02 N.A.V.O.-werken, vastleggingen : 1 950 miljoen;</p> <p><i>b)</i> artikel 72.01.01 Binnenland : 87 miljoen; artikel 72.01.02 Binnenland : 727 miljoen;</p> <p><i>c)</i> artikel 83.02.02 Buitenland : 333 miljoen;</p> <p><i>d)</i> artikel 71.01 Gronden in het binnenland : 59 miljoen;</p> <p><i>e)</i> artikel 53.01 N.A.V.O.-infrastructuur buitenland : 10 miljoen;</p>
--	--

f) article 53.01.02 Organisations internationales en Belgique : 38 millions;

(les justifications figurant à la page 78 du document budgétaire, pour les postes e et f, sont exactement les mêmes et ont un caractère fort sommaire);

g) article 53.04 infrastructure pour le système « Early Warning » : 170 millions;

(où ces installations sont-elles établies ?);

b) article 61.04 travaux d'infrastructure Otan en Belgique : 40 millions;

(c'est uniquement de ce poste qu'il est question dans la justification à la page 90).

Plusieurs membres ont demandé s'il était possible de fournir une justification plus détaillée à ce sujet, notamment concernant la nature des constructions et des infrastructures dont il s'agit en l'occurrence (uniquement celles d'une certaine importance) et leur lieu d'implantation.

Les frais d'installation des nouvelles fusées à Florennes figurent-ils à l'un de ces articles ?

En ce qui concerne l'infrastructure du système « Early Warning », le Ministre répond que la majeure partie des installations est établie à Gelsenkirchen.

Sur les autres points, il fournit les précisions suivantes :

a) Les travaux d'infrastructure nationaux englobent des travaux réalisés tant en Belgique (art. 72.01.1 et 72.01.2) qu'en R.F.A. (art. 83.02.2). L'autorisation d'engagement pour les travaux à réaliser en Belgique porte sur un montant de 814 millions de francs englobant quelque 120 postes, dont les principaux sont les suivantes :

(1) Construction d'une piste pour chars au camp d'Elsenborn (46,5 millions).

(2) Travaux d'aménagement au camp d'Olen (42 millions).

(3) Travaux d'aménagement et de modernisation de l'Ecole royale militaire (34 millions) et de l'Ecole des Cadets (17 millions).

(4) Travaux d'aménagement de la caserne Anvers à Beverlo (31,5 millions).

(5) Travaux d'aménagement pour l'installation de l'« Ecole technique d'Alimentation » à Peutie (30 millions).

(6) Installation d'un atelier pour « drones » à Lombardsijde (21 millions).

(7) Aménagement d'un stand de tir à Droixhe (20 millions).

(8) Aménagement d'un terrain de sport et d'une piste d'athlétisme à Peutie (17 millions).

Les travaux en R.F.A., dont le coût s'élève à 333 millions de francs au total, comprennent quelque 25 postes, dont les principaux ont trait à des travaux réalisés en application des mesures de sécurité, d'hygiène et de préservation (86 millions), et visant à améliorer les conditions de travail du

f) artikel 53.01.02 Internationale instellingen - binnenland : 38 miljoen;

(voor de posten e en f is de verantwoording op blz. 78 in de begrotingsdocument precies dezelfde en toch wel zeer beknopt);

g) artikel 53.04 infrastructuur voor het « Early Warning »-systeem : 170 miljoen;

(waar worden deze installaties gevestigd ?);

b) artikel 61.04 Navo-infrastructuurwerken in België : 40 miljoen;

(alleen deze post vindt men terug in de verantwoording op blz. 90).

Verschillende leden vragen of hierover een meer uitgebreide verantwoording kan gegeven worden, en nl. over welke soorten gebouwen en infrastructuur het hier allemaal gaat (alleen de iet of wat belangrijke ondernemingen), en waar deze gelegen zijn.

Komen de installatiekosten voor de nieuwe raketten in Florennes onder één van deze artikels voor ?

Met betrekking tot de infrastructuur voor het « Early Warning »-systeem vermeldt de Minister dat de installaties in hoofdzaak gevestigd zijn te Gelsenkirchen.

Over de andere punten verstrekkt hij het volgende antwoord :

a) De nationale infrastructuurwerken hebben zowel betrekking op België (art. 72.01.1 en 72.01.2), als op de D.B.R. (art. 83.02.2). De machtiging inzake vastleggingen voor de werken in België bedraagt 814 miljoen en omvat ongeveer 120 posten, waarvan de voornaamste zijn :

(1) De aanleg van een tankbaan in het kamp van Elsenborn (46,5 miljoen).

(2) Aanpassingswerken in het kamp van Olen (42 miljoen).

(3) Aanpassings- en moderniseringsswerken van de Koninklijke Militaire School (34 miljoen) en de Kadettenschool (17 miljoen).

(4) Aanpassingswerken van de kazernes Antwerpen te Beverlo (31,5 miljoen).

(5) Aanpassingswerken voor de installatie van de « Technische School Voeding » in Peutie (30 miljoen).

(6) De inrichting van een werkplaats voor « drones » in Lombardsijde (21 miljoen).

(7) De inrichting van een schietstand te Droixhe (20 miljoen).

(8) De aanleg van een sportveld en atletiekpiste te Peutie (17 miljoen).

De werken in de D.B.R., voor een totale waarde van 333 miljoen worden opgesplitst in een 25-tal posten, waarvan de voornaamste betrekking hebben op werken die voortvloeien uit de toepassing van de veiligheids-, hygiëne- en bewaringsmaatregelen (86 miljoen) en die de arbeidsvooraarden van

personnel. Il y a, d'autre part, les travaux d'aménagement des stands de tir et des terrains d'exercice (25 millions), ainsi que les travaux à l'hôpital militaire de Cologne (25 millions).

*b)* L'infrastructure internationale comprend l'infrastructure O.T.A.N. (art. 53.01, 53.02 et 61.04), l'infrastructure du programme A.W.A.C. (art. 53.04) et la participation belge (3 millions en 1984) à la construction et à l'équipement d'un polygone de tir pour missiles en Crète (art. 53.03).

La répartition de l'infrastructure O.T.A.N. sur trois articles s'explique par les financements différents en fonction de la nature et de la localisation des travaux. Tout d'abord, il y a les dépenses afférentes aux travaux O.T.A.N. en Belgique, mais qui sont exclusivement à la charge du pays d'accueil, en l'occurrence la Belgique. Ces dépenses, dites de viabilité, sont couvertes par l'article 53.01 et se chiffrent à 48 millions pour l'année 1984. Elles concernent principalement la réalisation éventuelle des raccordements d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que des voies d'accès pour la base de Florennes (19 millions) et les dépôts de Grobbendonk et Zutendaal (6,2 millions). Sont également concernés la pose et le déplacement de pipe-lines à Anvers (14 millions) et certains travaux d'entretien d'aérodromes, comme à Beauvechain et Melsbroek (3,7 millions).

Les travaux communs d'infrastructure O.T.A.N. à réaliser en Belgique sont financés à charge de l'article 61.04 (40 millions en 1984) et notre participation à ceux-ci s'élève à 5,5912 p.c. du total des dépenses pour ces projets, dont les principaux sont :

- le bunker du S.H.A.P.E. à Casteau;
- les dépôts de Grobbendonk et de Zutendaal;
- les travaux éventuels à Florennes;
- la réfection des pistes des aérodromes.

Le poste le plus important concerne la participation de la Belgique aux travaux communs d'infrastructure O.T.A.N. à l'étranger (art. 53.02), auxquels notre participation s'élève également à 5,5912 p.c. (1 950 millions en 1984). Chaque trimestre, notre pays reçoit un état de financement, qui est le résultat d'une globalisation internationale des travaux attribués, et une estimation du financement de ceux-ci sur la base des statistiques de paiement des périodes antérieures.

La participation belge aux travaux d'infrastructure afférents au système « Airborn Early Warning and Control » qui a lieu dans le cadre de l'O.T.A.N., mais qui fait l'objet d'une gestion et d'un financement séparés, est à charge de l'article 53.04 (170 millions en 1984). Les modalités et les remarques relatives à l'article 53.02 sont également valables ici.

*c)* Pour être complet, il convient de mentionner encore le programme de rénovation domaniale (art. 61.03), qui vise, en application de l'article 5 de la loi domaniale du 2 juillet 1969, à réunir, par la vente de domaines militaires ne

het personeel doivent être améliorés. De plus, il y a des aménagements de stands de tir et de terrains d'exercice (25 millions), ainsi que les travaux à l'hôpital militaire de Cologne (25 millions).

*b)* La infrastructure internationale comprend l'infrastructure O.T.A.N. (art. 53.01, 53.02 et 61.04), l'infrastructure du programme A.W.A.C. (art. 53.04) et la participation belge (3 millions en 1984) à la construction et à l'équipement d'un polygone de tir pour missiles en Crète (art. 53.03).

La séparation de l'infrastructure O.T.A.N. sur trois articles s'explique par les financements différents en fonction de la nature et de la localisation des travaux. Tout d'abord, il y a les dépenses afférentes aux travaux O.T.A.N. en Belgique, mais qui sont exclusivement à la charge du pays d'accueil, en l'occurrence la Belgique. Ces dépenses, dites de viabilité, sont couvertes par l'article 53.01 et se chiffrent à 48 millions pour l'année 1984. Elles concernent principalement la réalisation éventuelle des raccordements d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que des voies d'accès pour la base de Florennes (19 millions) et les dépôts de Grobbendonk et Zutendaal (6,2 millions). Sont également concernés la pose et le déplacement de pipe-lines à Anvers (14 millions) et certains travaux d'entretien d'aérodromes, comme à Beauvechain et Melsbroek (3,7 millions).

La participation belge aux travaux communs d'infrastructure O.T.A.N. à réaliser en Belgique est financée à charge de l'article 61.04 (40 millions en 1984) et notre participation à ceux-ci s'élève à 5,5912 p.c. du total des dépenses pour ces projets, dont les principaux sont :

- le bunker du S.H.A.P.E. à Casteau;
- les dépôts de Grobbendonk et de Zutendaal;
- les travaux éventuels à Florennes;
- la réfection des pistes des aérodromes.

Le poste le plus important concerne la participation de la Belgique aux travaux communs d'infrastructure O.T.A.N. à l'étranger (art. 53.02), auxquels notre participation s'élève également à 5,5912 p.c. (1 950 millions en 1984). Chaque trimestre, notre pays reçoit un état de financement, qui est le résultat d'une globalisation internationale des travaux attribués, et une estimation du financement de ceux-ci sur la base des statistiques de paiement des périodes antérieures.

La participation belge aux travaux d'infrastructure afférents au système « Airborn Early Warning and Control » qui a lieu dans le cadre de l'O.T.A.N., mais qui fait l'objet d'une gestion et d'un financement séparés, est à charge de l'article 53.04 (170 millions en 1984). Les modalités et les remarques relatives à l'article 53.02 sont également valables ici.

*c)* Pour être complet, il convient de mentionner encore le programme de rénovation domaniale (art. 61.03), qui vise, en application de l'article 5 de la loi domaniale du 2 juillet 1969, à réunir, par la vente de domaines militaires ne

répondant plus aux normes, les ressources financières nécessaires pour construire des quartiers nouveaux et modernes. Le prix de revient global de ce programme a été plafonné à 15 415,4 millions, dont 9 088,4 millions à financer par cession de biens avec clause de remplacement, et 6 327 millions à charge du budget de la Défense nationale. Les crédits sollicités pour 1984, d'un montant de 500 millions, sont destinés aux décomptes sur les derniers travaux et au remboursement des avances de Trésorerie.

d) Les postes prévus à l'article 71.01 en 1984 sont les suivants :

niet langer aan de normen beantwoorden, de nodige financiële middelen te verzamelen om nieuwe moderne kwartieren te bouwen. De globale kostprijs van dit programma werd geplafonneerd op 15 415,4 miljoen, waarvan 9 088,4 miljoen te financieren door afstand van goederen onder beding van wedergebruik en 6 327 miljoen via de begroting van Landsverdediging. De aangevraagde kredieten voor 1984, ten belope van 500 miljoen, dienen voor verrekeningen op de laatste bouwwerken en tot terugbetaling van de Schatkistvoorschotten.

d) De posten bij artikel 71.01 in 1984 zijn :

Postes — Posten	Montants (en millions de francs) — Bedragen (in miljoenen franken)	
	Engagements — Vastleggingen	Ordonnancements Ordonnanceringen
Arlon : extension du terrain d'exercice. — Aarlen : uitbreiding van het oefenterrein . . . . .	25	10
Brustem : extension de l'aérodrome. — Brustem : uitbreiding van de luchthaven . . . . .	—	29
Pipeline Schoten-Melsbroek. — Pijpleiding Schoten-Melsbroek . . . . .	34	26
Heverlee : extension du terrain d'exercice. — Heverlee : uitbreiding van het oefenterrein . . . . .	7	7
Réserve pour les décomptes et acquisition de petites parcelles. — Reserve voor verrekeningen en voor de aankoop van kleine percelen . . . . .	2	2
Ordonnancements sur différents programmes antérieurs à 1983. — Ordonnanceringen over verschillende programma's van vóór 1983 . . . . .	—	31
Total. — Totaal . . . . .	68 (1)	105 (1)

(1) Partiellement sur des crédits reportés.

(1) Gedeeltelijk op overgedragen kredieten.

### 3. L'utilisation d'installations étrangères

A propos de l'article 12.23 du budget (utilisation d'installations étrangères), un membre voudrait savoir ce que recouvre le terme « utilisation », quelles sont les installations étrangères actuellement utilisées et quelle est la dépense qui a été effectuée pour chacune d'elles en 1983 ?

Le Ministre répond que par « utilisation » il faut entendre soit l'emploi de ces installations dans le cadre de la formation et de l'entraînement, soit la participation de la Belgique au fonctionnement et à l'entretien de certains centres alliés ou O.T.A.N. dans lesquels nous formons ou entraînons du personnel.

Les principales installations étrangères actuellement utilisées sont en 1984 comme en 1983 (les dépenses sont indiquées pour 1983) (en millions de francs) :

Base aérienne de Solenzara . . . . .	200
Euro Nato Training Center (Erntebrock-R.F.A.)	
Tactical Leadership Program (Jever-R.F.A.) .	45
Euro Nato Joint Jet Pilot Training (E.N.J.J.P.T.-U.S.A.) . . . . .	41

### 3. Gebruik van vreemde installaties

In verband met artikel 12.23 van de begroting (gebruik van vreemde installaties) vraagt een lid wat wordt bedoeld met het woord « gebruik », welke installaties op dit ogenblik in het buitenland worden gebruikt en hoeveel voor elk ervan in 1983 werd besteed ?

De Minister antwoordt dat het gaat over het gebruik van installaties in het kader van de opleiding en training of wel over de deelneming van ons land aan de werking en het onderhoud van sommige geallieerde of N.A.V.O.-centra waar wij personeel opleiden of trainen.

Evenals in 1983 worden in 1984 voornamelijk de volgende installaties in het buitenland gebruikt (de vermelde uitgaven zijn die voor 1983) (in miljoenen franken) :

Luchtmachtbasis te Solenzara . . . . .	200
Euro Nato Training Center (Erntebrock-B.R.D.)	
Tactical Leadership Program (Jever-B.R.D.) .	45
Euro Nato Joint Jet Pilot Training (E.N.J.J.P.T.-U.S.A.) . . . . .	41

Stand de tir NAMFI (Souda Bay Crète) . . . .	43	Schietstand NAMFI (Souda Bay, Kreta) . . . .	43
Training Para-commando (Ottenburn-G.B.) . . . .	12	Training Para-commando (Ottenburn-G.B.) . . . .	12
Training Caylus-Saillagousse (F.R.) (Para-Cdo) (LtAvn) . . . . .	1	Training Caylus-Saillagousse (F.R.) (Para-commando) (LtAvn) . . . . .	1
Total . . . .	±342	Totaal . . . .	±342

Les montants ci-dessus sont provisoires, compte tenu du fait que certaines factures ne sont pas encore en possession du Département.

#### 4. Questions concernant la base de Florennes et l'installation de missiles de croisière

Plusieurs membres posent des questions sur la base de Florennes et plus spécialement sur l'installation, qui y est prévue, de missiles de croisière. Ces questions sont les suivantes :

A. Qu'en est-il exactement de l'installation des missiles de croisière à la fin de 1985 ?

Le Ministre répond ce qui suit :

Le 30 décembre 1983, le Conseil des Ministres a confirmé qu'en l'absence de solutions négociées, il fallait poursuivre, selon le rythme et le calendrier prévus, le programme d'installation, en Belgique, des fusées à moyenne portée, mais que les choses n'avaient rien d'irréversible.

Cela signifie, comme le précisait déjà la réponse à la question n° 104 du député J. Sleenckx, qu'au cas où l'on déciderait de les installer, les premiers missiles de croisière arriveraient à Florennes en mars 1985. Le calendrier convenu prévoit d'ailleurs que l'ensemble des engins sera opérationnel pour la fin de 1987.

B. Dans sa réponse à la question n° 51 du député Van Velthoven, le Ministre dit que notre contribution à l'installation des missiles a été de 127 millions en 1982 et de 326 millions en 1983, au poste de l'infrastructure Otan. A combien s'élève le crédit prévu pour 1984 ?

Le Ministre répond que la troisième et dernière tranche prévoit une dépense de 84 millions pour cette année.

C. A quelle date arriveront en Belgique les premiers militaires américains du contingent prévu pour la base de Florennes ? A quelle date suivra le reste du contingent ? Où seront-ils logés en attendant que les nouvelles infrastructures soient éventuellement mises à leur disposition ? Combien y aura-t-il finalement de militaires américains en poste permanent à la base de Florennes ? Combien de personnes cela fera-t-il au total avec les familles ? Combien de personnes rentrant dans le cadre du personnel civil est-il prévu de recruter en Belgique en plus du contingent militaire ? Par

#### 4. Vragen rond de basis te Florennes en het opstellen van kruisraketten

Verschillende leden stellen zich vragen rond de basis te Florennes en meer bepaald rond de installatie aldaar van kruisraketten. Zij luiden als volgt :

A. Wat zijn de precieze gegevens m.b.t. de installatie van de kruisraketten in het najaar van 1985 ?

De Minister antwoordt hierop als volgt :

Op 30 december 1983 bevestigde de Ministerraad dat het opstellingsprogramma der middellange afstands raketten in België, bij afwezigheid van onderhandelde oplossingen, moet voortgezet worden volgens het voorziene ritme en tijdsschema, doch dat deze situatie niet onomkeerbaar is.

Dit betekent zoals reeds geantwoord op de vraag nr. 104 van volksvertegenwoordiger J. Sleenckx het volgende : in het geval dat tot de plaatsing zou beslist worden, zullen de eerste kruisraketten in maart 1985 te Florennes aankomen. Het overeengekomen tijdsschema voorziet ten andere dat het geheel van de tuigen tegen eind 1987 operationeel zou zijn.

B. In zijn antwoord op vraag nr. 51 van volksvertegenwoordiger Van Velthoven stelt de Minister dat onze bijdrage voor het installeren van de raketten 127 miljoen frank bedroeg voor 1982 en 326 miljoen frank voor 1983 op de post Navo-infrastructuur. Wat is hiervoor uitgetrokken in 1984 ?

De Minister antwoordt als volgt :

De derde en laatste schijf voorziet in een uitgave van 84 miljoen frank voor dit jaar.

C. Op welke datum zullen de eerste Amerikaanse militairen van het contingent dat voor de basis van Florennes bestemd is, in België aankomen ? Wanneer volgt de rest van het contingent ? Waar zullen zij gehuisvest worden in afwachting dat de nieuwe infrastructuur eventueel tot hun beschikking wordt gesteld ? Hoeveel Amerikaanse militairen zullen er ten slotte permanent op de basis van Florennes zijn ? Hoeveel personen in totaal met hun gezin ? Hoeveel personen zullen er voor het burgerlijk kader in België gerekruteerd worden naast het militair contingent ? Door wie zullen zij

qui seront-elles recrutées, pour remplir quelles fonctions (à détailler) et par qui seront-elles payées ?

Le Ministre répond comme suit :

Les premiers militaires américains arriveront en Belgique au mois de mars 1984. Leurs effectifs seront d'une quinzaine en mars 1984 et seront passés à quelque huit cents en mars 1985 et à quelque mille cinq cents vers la fin de 1987.

La construction des logements nécessaires à ces militaires a déjà fait l'objet d'une procédure d'adjudication publique, mais le contrat n'a pas encore pu être notifié. En attendant que ces logements soient prêts, il est prévu de loger ces militaires aux environs de Florennes dans des bâtiments de la Défense nationale ou dans des habitations privées.

Les familles comprises, le nombre maximum de personnes de nationalité américaine qui séjournent en Belgique, dans le cadre de l'installation des missiles à Florennes, est estimé à 2 500 voire à 3 000.

Le recrutement de personnel civil de nationalité belge se déroulera comme suit : d'environ 45 personnes en avril 1984 à environ 150 personnes en mars 1986. Ce personnel sera recruté par le S.H.A.P.E. agissant au nom et pour le compte du U.S.A.F.E. Un bureau de recrutement local sera installé à Florennes. Il est évident que ce personnel sera payé à charge du gouvernement des Etats-Unis. Les fonctions prévues pour ce personnel sont les suivantes : secrétaires, chauffeurs, cuisiniers, employés, commis et personnel d'entretien pour la base.

#### D. A propos de l'installation des missiles Cruise à Florennes

a) Y a-t-il des dépenses spécifiques à la Belgique en dehors des engagements Otan ?

b) Dans quel(s) article(s) budgétaire(s) sont reprises les dépenses résultant de l'installation de ces missiles à Florennes ?

c) Une évaluation du coût total de ce programme peut-elle être fournie ? Quelle est la nature des dépenses; quels sont les crédits déjà engagés, les dépenses déjà réalisées ainsi que les nouveaux crédits d'engagement et d'ordonnancement prévus en 1984 ?

Le Ministre répond comme suit :

a) En tant que nation-hôte, la Belgique est responsable de l'achat de terrains, ainsi que de la mise en place des viabilités (adduction d'eau, aménée de l'électricité et du téléphone, égouttage et routes). Ces postes ne sont pas compris dans l'infrastructure Otan et sont entièrement à charge de notre pays.

Pour ce qui est des viabilités, une action est actuellement en cours à l'Otan afin d'aboutir à un partage des coûts entre la Belgique, l'Otan et les Etats-Unis.

worden gerekruteerd, welke functies zullen zij bekleden (in detail) en door wie zullen zij bezoldigd worden ?

De Minister antwoordt wat volgt :

De eerste Amerikaanse militairen zullen in maart 1984 in België arriveren.. Hun aantal zal een vijftiental bedragen in maart 1984 en oplopen tot ongeveer achthonderd in maart 1985 en ongeveer duizend vijfhonderd tegen einde 1987.

Voor de bouw van woningen voor die militairen is de aanbestedingsprocedure al ingezet, maar het contract is nog niet bekendgemaakt. In afwachting dat die woningen gereed zijn, zullen de militairen in de omgeving van Florennes gehuisvest worden in gebouwen van Landsverdediging of in particuliere woningen.

Het maximum aantal personen van Amerikaanse nationaliteit, met inbegrip van hun gezin, die in België zullen verblijven in het kader van de installatie van de raketten te Florennes, wordt geschat op 2 500 à 3 000.

Het burgerlijk personeel van Belgische nationaliteit zal als volgt gerekruteerd worden : van ongeveer 45 personen in april 1984 tot ongeveer 150 personen in maart 1986. Dat personeel zal door de S.H.A.P.E. gerekruteerd worden in naam van en voor rekening van de U.S.A.F.E. Er zal een plaatselijk rekruteringskantoor te Florennes worden geïnstalleerd. Het personeel zal uiteraard betaald worden door de regering van de Verenigde Staten. Voor dat personeel zijn de volgende functies voorzien : secretarissen, chauffeurs, koks, kantoorbedienden en personeel voor het onderhoud van de basis.

#### D. Met betrekking tot het plaatsen van de kruisraketten te Florennes :

a) Zijn er, behalve de Navo-verbintenissen, uitgaven die specifiek voor België zijn ?

b) In welk(e) begrotingsartikel(en) zijn de uitgaven opgenomen die het gevolg zijn van de plaatsing van die raketten te Florennes ?

c) Kan een raming worden gegeven van de totale kostprijs van dit programma ? Wat is de aard van de uitgaven : welke kredieten zijn al vastgelegd, welke uitgaven zijn al gedaan, welke nieuwe vastleggings- en ordonnanceringskredieten worden voor 1984 voorzien ?

De Minister antwoordt wat volgt :

a) Als gastland is België verantwoordelijk voor de aankoop van terreinen, en voor het bouwrijp maken van de grond (watervoorziening, elektriciteitsvoorziening, aanleg van telefoonlijnen, afwatering en wegennetwerk). Die posten zijn niet opgenomen in de infrastructuur van de Navo en komen volledig ten laste van ons land.

Voor het bouwrijp maken van de gronden zijn thans op de Navo besprekingen gaande om tot een verdeling te komen van de kosten tussen België, de Navo en de Verenigde Staten.

b) Les articles budgétaires dans lesquels les dépenses résultant de l'installation des missiles Cruise à Florennes sont repris sont les suivants :

71.01 achat ou expropriation de terrains et bâtiments;

53.01 dépenses incombant uniquement à la Défense nationale dans le cadre des travaux d'infrastructure Otan;

### **53.02 participation de la Défense nationale dans les travaux communs à l'étranger.**

c) Le tableau des opérations budgétaires aussi bien en engagements qu'en ordonnancements se présente comme suit (en millions de francs belges) :

b) De uitgaven die het gevolg zijn van de plaatsing van kruisraketten te Florennes zji. in de volgende begrotingsartikelen opgenomen:

#### **71.01 aankoop of onteigenening van grond en gebouwen:**

53.01 uitgaven uitsluitend ten laste van Landsverdediging in het kader van de Navo-infrastructuurwerken:

### **53.02 tussenkomst van Landsverdediging in de gemeenschappelijke werken in het buitenland.**

c) De tabel met de budgettaire verrichtingen wat betreft de vastleggingen zowel als de ordonnanceringen ziet eruit als volgt (in miljoenen Belgische frank) :

(1) Au stade actuel, il est très difficile de fournir une estimation précise des coûts. La charge financière pour notre pays pourrait osciller entre 50 et 100 millions de francs belges à charge du budget de la Défense nationale.

E. Où en est-on en ce qui concerne l'adjudication des constructions à faire à Florennes ?

Ne s'indique-t-il pas de faire appel aux entreprises locales et non plus à des sociétés internationales, comme dans le passé ?

Le Ministre répond comme suit :

Le dossier du marché public relatif à la construction de logements pour des militaires américains célibataires à Florennes fait actuellement l'objet d'un examen au niveau du Gouvernement, dans le but de désigner l'adjudicataire.

Jusqu'à présent, aucune décision n'a été prise à ce sujet.

Il est à remarquer que dans le cadre de la procédure de marché en cours, l'appel à la concurrence a été limité aux firmes belges.

F. Selon certains articles de presse et la B.R.T., une firme de Saint-Trond aurait été chargée de la construction des logements destinés aux familles américaines à Florennes. Le Ministre pourrait-il confirmer ces informations ?

Le Ministre répond que le dossier de marché public concernant la construction d'un camp provisoire à Florennes est actuellement examiné par le Gouvernement en vue de la désignation de l'entrepreneur principal. Aucune décision en la matière n'a encore été prise à ce jour.

(1) Op dit ogenblik is het zeer moeilijk om een juiste raming van de kosten te geven. De financiële last voor ons land zou kunnen schommelen tussen 50 en 100 miljoen Belgische frank, die ten laste komen van de begroting van Landverdediging.

E. Hoe ver staat het met de aanbesteding van de gebouwen die te Florennes ontrokken moeten worden?

Zou het niet beter zijn om een beroep te doen op plaatselijke ondernemingen in plaats van op internationale vennootschappen, zoals in het verleden is gebeurd?

De Minister antwoordt wat volgt :

Het dossier van de overheidsopdracht voor de bouw te Florennes van woningen voor Amerikaanse militairen die vrijgezel zijn, wordt thans door de Regering onderzocht ten einde de opdrachtnemer te kunnen aanwijzen.

Tot dusver is hieromtrent nog geen beslissing genomen.

Op te merken valt dat voor de lopende aanbestedingsprocedure de inschrijving beperkt is gebleven tot Belgische firma's.

F. Volgens mededelingen van de pers en de B.R.T. zou een bouwfirma uit Sint-Truiden aangewezen zijn voor het bouwen van de woningen voor de Amerikaanse gezinnen in Florennes. Kan de Minister dit bevestigen?

De Minister antwoordt als volgt : het dossier overheidsopdracht betreffende de bouw van een voorlopig kamp te Florennes maakt heden het voorwerp uit van een onderzoek op het niveau der regering, met het oog op de aanduiding van de hoofdaannemer. Tot nu toe werd er ter zake nog geen beslissing genomen.

### III. DISCUSSION DES ARTICLES

Etant donné la manière dont s'est déroulé l'examen du budget, il a semblé préférable de répartir les questions posées en différentes catégories se rapportant au même sujet plutôt que de les aborder exclusivement par article.

Ces questions figurent de cette manière dans la discussion générale.

Dans certains cas où cela était un tant soit peu possible, il nous a paru nécessaire de reproduire les questions et observations tout d'abord dans l'ordre des différents articles.

Ces questions sont reproduites ci-après, accompagnées de la réponse du Ministre. Elles ont trait, d'une part, aux articles du projet de loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour 1984 et, d'autre part, à certains articles des tableaux de ce budget.

#### § 1<sup>er</sup>. Questions sur les articles du projet de loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année 1984

##### 1. Article 8 (conventions d'échange)

Un membre aimerait connaître la portée exacte de l'article 8 de la loi budgétaire et voudrait savoir quelles conventions d'échange ont été conclues au cours de l'année 1983.

Le Ministre répond que, conformément aux dispositions de l'article 16, alinéa 3, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les objets mobiliers ou immobiliers qui ne peuvent être réemployés sont susceptibles d'être vendus avec le concours des préposés des domaines et dans les formes prescrites.

La Défense nationale a parfois l'occasion d'échanger du matériel, des marchandises, des armes et des munitions, qui ne sont plus en usage ou ne seront plus utilisés par les forces armées pour des raisons économiques, à des conditions favorables, c'est-à-dire pour une contre-valeur sensiblement supérieure à celle d'une vente normale, ce qui est évidemment intéressant pour le Trésor. Comme ces objets sont échangés contre des objets de toute nature, des armes et des munitions, utiles à la Défense nationale, ceci permet naturellement de maintenir les stocks à un niveau constant.

De plus, les entreprises belges doivent parfois pouvoir disposer temporairement de matériel, de marchandises, d'armes et de munitions en vue de la réalisation de certains essais ou de livraisons rapides à l'étranger. Comme le matériel reçu en échange doit être un matériel analogue, voire plus moderne ou plus récent dans la plupart des cas, cette procédure a pour effet de favoriser le renouvellement des stocks utiles aux forces armées.

### III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

De besprekking over de begroting geschiedde op dergelijke wijze dat het aangeraden leek de gestelde vragen in te delen in verschillende categorieën met een gelijkaardig onderwerp veleer dan deze uitsluitend per artikel te rangschikken.

Deze vragen werden op die manier in de algemene besprekking opgenomen.

In sommige gevallen leek het ons nodig, waar enigszins mogelijk, de vragen en opmerkingen voorerst naar de rangorde der verschillende artikelen weer te geven.

Deze vragen zijn hierna opgenomen, telkens met het antwoord van de Minister. Ze betreffen enerzijds de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor 1984 en anderzijds sommige begrotingsartikelen vermeld in de tabel van dezelfde begroting.

#### § 1. Vragen over de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het jaar 1984

##### 1. Artikel 8 (ruilovereenkomsten)

Een lid vraagt naar de juiste draagwijdte van het artikel 8 van de begrotingswet, en wil ook weten welke ruilovereenkomsten werden afgesloten tijdens het jaar 1983.

De Minister antwoordt dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 16, 3de lid, van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, de roerende of onroerende goederen, die niet opnieuw kunnen gebruikt worden, met de medewerking van de aangestelden der Domeinen en overeenkomstig de voorgeschreven vormen moeten verkocht worden.

Landsverdediging heeft soms de gelegenheid om materieel, waren, wapens en munitie, die obsolet zijn of om economische redenen niet meer door de Krijgsmacht zullen gebruikt worden, te ruilen aan gunstige voorwaarden, d.w.z. tegen een tegenwaarde die gevoelig hoger kan liggen dan bij een normale verkoop, wat uiteraard in het belang van de Schatkist is. Aangezien de ruil gebeurt tegen voor Landsverdediging nuttige goederen van allerlei aard, wapens en munitie, worden de stocks uiteraard mede op die manier op peil gehouden.

Daarenboven hebben Belgische bedrijven soms behoefte om tijdelijk over materieel, waren, wapens en munitie te beschikken met het oog op het uitvoeren van tests of op een vlugge levering in het buitenland. Aangezien gelijkaardig materieel, en in het merendeel van de gevallen moderner of recenter materieel, moet worden teruggegeven wordt de vernieuwing van de voor de Krijgsmachten nuttige voorraden bevorderd.

En 1983, les conventions d'échange suivantes ont été conclues.

In 1983 werden volgende ruilovereenkomsten afgesloten.

Firme — Firma	Matériel cédé — Afgestaan materieel	Matériel reçu — Ontvangen materieel	Montant (hors T.V.A.) Bedrag (buiten B.T.W.)
DAVID Gebr. Menin/Menen	50 bus Mercedes (ferraille)/50 bussen Mercedes (schroot)	Pièces de rechange Landrover/ Wisselstukken Landrover	525 000
HOLBRECHT Lebbeke	276 véhicules et remorques (ferraille)/276 verschillende voertuigen en aanhangwagens (schroot)	259 pneus/259 banden	3 973 316
HOLBRECHT Lebbeke	25 véhicules différents (ferraille)/25 verschillende voertuigen (schroot)	18 pneus/18 banden	276 840
BOVERTI Tielt	3 200 pulls modèle 79 (hors taille)/3 200 pulls model 79 (buitenmaats)	490 pulls modèle 79 (mesure M3)/ 490 pulls model 79 (maat M3)	428 750
VANDERKLOOT-HEYBURG Alphen sur le Rhin (Pays-Bas)/ Alphen aan de Rijn (NL)	47 907 battle-dress, 17 140 m de tissu et 501 manteaux/ 47 907 battle-dress, 17 140 m weefsel en 501 mantels	26 332 m de tissu/26 332 m weefsel	9 268 864

## 2. Article 13 (Marchés de gré à gré)

Un membre pose les questions suivantes au sujet de cet article :

a) Le Ministre peut-il justifier cet article et plus particulièrement expliquer pourquoi les dépenses relatives aux marchés à passer par le Ministère de la Défense nationale avec les Etats-Unis, le Canada, les organismes du système O.T.A.N. d'approvisionnement et de réparation ainsi qu'avec les organismes de la « Western Union Defense Organization » peuvent être conclus par des contrats de gré à gré sans l'intervention de la Commission permanente consultative en matière de contrats et d'adjudications ?

b) Le Ministre voudrait-il rappeler le rôle et le pouvoir de ladite Commission ?

c) Le Ministre pourrait-il indiquer les différents contrats établis ces cinq dernières années dans le cadre de l'article 13, leur nature, leur montant et le pays ou l'organisme avec lequel ils ont été conclus ?

Le Ministre répond comme suit :

a) L'adjonction budgétaire reprise sous l'article 13 du projet de loi permet de conclure certains marchés de gré à gré, sans l'intervention de la Commission permanente consultative en matière de contrats ou d'adjudication pour les motifs suivants :

— aux Etats-Unis et au Canada : une autre forme de marché dans ces pays entraînerait une procédure excessivement longue et ne pourrait de toute manière pas être appliquée puisque les matériels qui doivent y être achetés sont tellement spécifiques qu'ils ne peuvent être fournis que par une seule firme ou par l'armée américaine;

## 2. Artikel 13 (Onderhandse koop)

In verband met dit artikel stelt een lid de volgende vragen :

a) Kan de Minister dit artikel verantwoorden en meer in het bijzonder uitleggen waarom de uitgaven betreffende de overeenkomsten te sluiten door het Ministerie van Landsverdediging met de Verenigde Staten, Canada, met de instellingen van het N.A.V.O.-Bevoorrading- en Herstellingsstelsel, alsmede met de instellingen van de « Western Union Defense Organization » kunnen worden gesloten door middel van onderhandse contracten zonder bemiddeling van de Bestendige Commissie van advies inzake contracten of aanbestedingen ?

b) Zou de Minister willen wijzen op de rol en de bevoegdheid van die Commissie ?

c) Kan de Minister de verschillende contracten aanduiden die in de jongste vijf jaar zijn gesloten binnen het raam van artikel 13; kan hij de aard, het bedrag ervan aangeven alsmede het land of de instelling waarmee zij zijn gesloten ?

De Minister antwoordt als volgt :

a) De budgettaire toevoeging vervat in artikel 13 van het ontwerp van wet biedt de mogelijkheid bepaalde onderhandse overeenkomsten te sluiten, zonder bemiddeling van de Bestendige Commissie van advies inzake contracten of aanbestedingen, en wel om de volgende redenen :

— in de Verenigde Staten en Canada : een andere vorm van transactie in die landen zou leiden tot een zeer langdurige procedure en zij zou hoe dan ook niet kunnen worden toegepast, aangezien het materieel dat daar moet worden gekocht zo specifiek is dat het slechts door een enkele firma of door het Amerikaanse leger kan worden verstrekt;

— avec les organismes d'approvisionnement de l'O.T.A.N. et de la W.U.D.O. : ces organismes, par la coordination et le regroupement des achats et des travaux de réparation, obtiennent d'importantes réductions de prix. L'autorisation de traiter de gré à gré avec ces organismes permet à la Défense nationale de réaliser des achats au meilleur prix. En effet, ces organismes regroupent les besoins des différents Etats membres et prospectent le marché suivant des règles qui leur ont été fixées et qui garantissent le choix de l'offre la moins chère. Le regroupement en grandes quantités des achats des pays membres permet une réduction supplémentaire des prix.

b) L'arrêté royal n° 204 du 1<sup>er</sup> octobre 1935, modifié ultérieurement, organisant la Commission permanente consultative en matière de contrats ou d'adjudications et établissant, dans le chef des administrations publiques et des institutions ou organismes qui leur sont subordonnés ou en faveur desquels les pouvoirs publics interviennent pécniairement, certaines obligations en matière de contrats, impose pour les contrats comportant désignation d'un contractant de nationalité autre que celle d'un des pays membres de la Communauté européenne de soumettre ledit contrat à la Commission.

Pour l'avenir, notons que ce problème ne se posera plus. En effet, l'arrêté royal du 12 décembre 1983 portant dissolution de certains organismes dépendant du Ministère des Affaires économiques abroge à la date du 30 décembre 1983 la Commission permanente consultative.

A partir de 1985, le cavalier budgétaire concerné sera donc adapté dans ce sens.

c) Il est matériellement impossible de fournir une liste de plusieurs centaines de marchés par an auxquels cet article est d'application.

### 3. Article 14

(Résolution de litiges lors de la réception de certaines fournitures)

Un membre aimeraient connaître la portée de l'article 14 de la loi budgétaire et savoir de quels montants il s'agit exactement.

Le Ministre répond que cet article lui permet de mettre à charge de l'Etat de petites différences en moins (pièces manquantes ou endommagées), constatées lors de la réception desdites fournitures dans les dépôts militaires belges. Cette adjonction budgétaire s'impose parce que les différents « fournisseurs » concernés refusent (unilatéralement) tout échange de lettres relatif aux différences (en plus ou en moins) dont la valeur par « line-item » (ligne de facture) ne dépasse pas un montant minimum fixé par eux. En effet, les frais administratifs occasionnés par cette correspondance dépasseraient rapidement le montant contesté. En consé-

— met de bevoorradingssellingen van de N.A.V.O. en de W.U.D.O.; door het coördineren en het bundelen van de aankopen en van de herstellingswerken verkrijgen die instellingen aanzienlijke prijsverminderingen. De machting tot een onderhands contract met die instellingen stelt Landsverdediging in staat om het materieel zo goedkoop mogelijk aan te kopen. Die instellingen verenigen namelijk de behoeften van de verschillende lid-Staten en respecteren de markt volgens de regels die voor hen zijn vastgesteld en die de keuze van het minst dure aanbod waarborgen. De samenvoeging, in grote hoeveelheden, van de aankopen van de lid-staten maakt een bijkomende prijsvermindering mogelijk.

b) Het koninklijk besluit nr. 204 van 1 oktober 1935, later gewijzigd, houdende inrichting van de Bestendige Commissie van advies inzake contracten of aanbestedingen en waarbij aan de openbare besturen en aan de hun ongeschikte of door de openbare machten geldelijk gesteunde instellingen of organismen bepaalde verplichtingen worden opgelegd inzake contracten, legt voor de contracten waarbij een contractant van een nadere nationaliteit dan die van een van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap wordt aangewezen, de verplichting op om het voornoemde contract voor te leggen aan de Commissie.

Wij willen er op wijzen dat dit probleem in de toekomst niet meer zal rijzen. Want het koninklijk besluit van 12 december 1983 houdende ontbinding van bepaalde instellingen die ressorteren onder het Ministerie van Economische Zaken heft op datum van 30 december 1983 de Bestendige Commissie van advies op.

Vanaf 1985 zal de desbetreffende begrotingsruiter dus in die zin worden aangepast.

c) Het is materieel onmogelijk een lijst te verstrekken van verscheidene honderden contracten per jaar waarop dit artikel van toepassing is.

### 3. Artikel 14

(Beslechting van geschillen bij de keuring van bepaalde leveringen)

Een lid wenst te weten welke de draagwijdte is van het artikel 14 van de begrotingswet en over welke bedragen het juist gaat.

Daarop antwoordt de Minister dat bedoeld artikel hem in de mogelijkheid stelt kleine verschillen in min (hetzij ontbrekenden, hetzij beschadigingen) die worden vastgesteld bij de receptie van bedoelde leveranties in de Belgische militaire depots ten laste te leggen van de Staat. Deze begrotings-toevoeging dringt zich op omdat de verschillende betrokken « leveranciers » (eenzijdig) weigeren briefwisseling te voeren omtrent verschillen (in plus of in min) waarvan de waarde per « line-item » (factuurlijn) een door hen vastgesteld « bodembedrag » niet overschrijdt. De uit deze briefwisseling voortvloeiende administratieve kost zou inderdaad al

quence, les différences en moins dont la valeur est inférieure à ce montant minimum doivent être mises à charge de l'Etat. Pour que les choses soient claires, il convient en outre de signaler que :

— en raison des mêmes considérations économiques, les excédents éventuels (c'est-à-dire les quantités reçues supérieures aux quantités facturées) ne doivent pas être restituées lorsque leur valeur par ligne de facture n'excède pas le montant minimum. Ces excédents entrent donc sans paiement dans le patrimoine du département et sont comptabilisés dans les inventaires;

— pour les différences dépassant par ligne de facture le montant minimum, on engage évidemment une procédure administrative qui doit permettre d'apurer soit les quantités fournies, soit les montants facturés.

#### Indications chiffrées

Bien que l'on ne tienne pas de statistiques systématiques en ce qui concerne les différences inférieures au montant minimum, les différents dépôts communiquent les chiffres suivants pour ce qui est des pièces manquantes ou endommagées :

1982 : 524 788 francs belges.

1983 : 440 836 francs belges.

Pour ces années, il est fait état de litiges uniquement pour les fournitures effectuées par S.O.W., N.A.M.S.A. et W.U.D.O. (art. 14 a, de la loi budgétaire). Pour ces fournitures, le montant minimum est fixé à 100 dollars américains.

#### 4. Article 17

(cessions gratuites)

Un membre pose les questions suivantes concernant cet article :

a) Quels sont les matériels et les matières provenant des stocks des Forces armées qui ont été cédés gratuitement dans le cadre de l'article 17, en 1978, 1979, 1983 et 1984 ? Quels sont les coûts correspondants à ces cessions et quels ont été les pays destinataires ?

b) Comment se fait-il que la réponse à une question semblable posée en 1983 ne fasse pas apparaître une livraison de munitions à blanc et de balles de guerre pour le Rwanda effectuée en avril 1983. La presse de l'époque a en effet beaucoup parlé de cette affaire puisqu'une erreur de connaissance avait amené les autorités ougandaises à bloquer à Entebbe l'avion transportant ce matériel.

Le Ministre fournit les renseignements suivants :

1. Matériels et matières provenant des stocks des forces armées qui ont été cédés gratuitement dans le cadre de l'article 17 :

vlug de omvang van het betwiste bedrag overtreffen. De verschillen in min ten behale van een waarde kleiner dan dit bodembedrag dienen derhalve ten laste te worden gelegd van de Staat. Voor alle duidelijkheid dient verder te worden vermeld dat :

— op grond van dezelfde economische overwegingen de eventuele excedenten (ontvangen hoeveelheden groter dan de gefactureerde) niet moeten worden teruggezonden indien hun waarde per line-item het bodembedrag niet overtreft. Deze excedenten komen dus zonder betaling in het bezit van het departement en ze worden in de inventarissen geboekt;

— voor verschillen die, per line-item, het bodembedrag overschrijden uiteraard wel een administratieve procedure wordt ingezet die moet leiden tot een aanzuivering van hetzij de geleverde hoeveelheden, hetzij de gefactureerde bedragen.

#### Cijfergegevens

Hoewel geen systematische statistieken worden bijgehouden met betrekking tot de verschillen kleiner dan het bodembedrag, worden door de verschillende depots volgende cijfers omtrent ontbrekende of beschadigde stukken medegedeeld :

1982 : voor 524 788 Belgische frank.

1983 : voor 440 836 Belgische frank.

Voor deze jaren worden enkel geschillen gemeld in verband met leveranties via S.O.W., N.A.M.S.A. en W.U.D.O. (art. 14 a, van de begrotingswet). Voor deze leveranties is het bodembedrag vastgesteld op 100 US dollar.

#### 4. Artikel 17

(kosteloze afstand)

Een lid stelt de volgende vragen in verband met dit artikel :

a) Welk materieel en welke grondstoffen uit de voorraden van de Krijgsmacht werden kosteloos afgestaan in het kader van artikel 17, in 1978, 1979, 1983 en 1984 ? Welke kosten stemmen overeen met die afstand en welke waren de hulpverkrijgende landen ?

b) Hoe komt het dat in het antwoord op een soortgelijke vraag gesteld in 1983 geen gewag wordt gemaakt van een levering van blanke munitie en oorlogskogels voor Rwanda, uitgevoerd in april 1983. De pers heeft toen veel over die zaak geschreven, omdat een cognossementvergissing de overheid van Oeganda ertoe gebracht had het vliegtuig dat het materieel vervoerde aan de grond te houden te Entebbe.

De Minister verstrekkt de volgende inlichtingen :

1. Materiaal en grondstoffen van de legervoorraden die gratis afgestaan werden in het kader van artikel 17 :

Année de livraison <i>Jaar van levering</i>	Pays de destination <i>Land van bestemming</i>	Matériel — Materieel	Coût — Kosten
1978	—	Plus aucune trace de cession gratuite. — <i>Geen spoer meer van kosteloze afstand.</i>	—
1979	—	Plus aucune trace de cession gratuite. — <i>Geen spoer meer van kosteloze afstand.</i>	—
1983	Zaïre	<p>Frigo 15 m<sup>3</sup>, 25 convertisseurs pour postes SCR 300, 1 965 paires de bottines, 3 420 casserolles diverses, 1 870 toiles de tente diverses, 10 pompes à graisse, 27 civières, 100 postes de téléphone, 44 pneus de camion, 500 paires de guêtrons, 2 569 pantalons d'exercice, 300 capes et imperméables, 300 gamelles, 300 gourdes, 1 000 paires de bandes moletières, 543 veste de toile, 1 800 besaces. — <i>Koelininstallatie 15 m<sup>3</sup>, 25 omschakelaars voor posten SCR 300, 1 965 paar soldatenlaarzen, 3 420 diverse kookpannen, 1 870 diverse tentzeilen, 10 smeerpompen, 27 draagberries, 100 telefoonposten, 44 banden voor vrachtwagens, 500 paar beenkappen, 2 569 oefenbroeken, 300 capes en regenmantel, 300 eetketeltjes, 300 veldflessen, 1 000 paar puttees, 543 linnen jassen, 1 800 tassen.</i></p> <p>600 équipements individuels complets. — <i>600 volledige individuele uitrusting.</i></p> <p>Médicaments divers. — <i>Diverse geneesmiddelen.</i></p>	<p>Matériel déclassé dont la vente par l'intermédiaire de l'Administration des Domaines rapporterait un maximum de 700 000 francs. — <i>Afgedankt materiaal waarvan de verkoop via de Administratie der Domeinen ten hoogste 700 000 frank zou opbrengen.</i></p>
		600 équipements individuels complets. — <i>600 volledige individuele uitrusting.</i>	4 300 000 F
		Médicaments divers. — <i>Diverse geneesmiddelen.</i>	2 000 000 F
1984	Zaïre	200 planches à dessin, 11 machines à coudre, 18 228 pantalons d'exercice, 2 117 capotes. — <i>200 tekenplanken, 11 naaimachines, 18 228 oefenbroeken, 2 117 kaptotassen.</i>	<p>Matériel déclassé, valeur de revente : ± 40 000 francs. — <i>Afgedankt materiaal, waarde bij wederverkoop : ± 40 000 frank.</i></p>
	Rwanda	Presse à blocs de béton. — <i>Betonblokkenpers.</i>	<p>Matériel déclassé, valeur de revente : ± 50 000 francs. — <i>Afgedankt materiaal, waarde bij wederverkoop : ± 50 000 frank.</i></p>

Dans la réponse à la question parlementaire n° 64 du sénateur C. De Clercq, en date du 9 septembre 1983 (Bulletin des questions et réponses - p. 1899), il n'a pas été fait mention des munitions livrées au Rwanda en avril 1983. En effet, ces munitions ne provenaient pas des stocks des forces armées, mais avaient été achetées à la Fabrique nationale de Herstal par le Service général des achats du Ministère de la Défense nationale et payées à l'aide d'un crédit prévu à cet effet dans le cadre de la Coopération technique militaire avec le Rwanda.

## § 2. Questions relatives aux articles budgétaires

### 1. Article 11.04

(Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat)

Un membre demande à quoi sont destinés :

a) les 264 000 francs prévus au titre d'allocations aux officiers chargés de donner des conférences dans des établissements civils. De quels officiers et établissements s'agit-il ?

In het antwoord op de parlementaire vraag nr. 64 van senator C. De Clercq van 9 september 1983 (Bulletin van Vragen en Antwoorden - blz. 1899), heeft men het niet over de munitie die in april 1983 geleverd werd aan Rwanda. Die munitie was immers niet afkomstig uit de legervoorraden, doch werd door de Algemene Aankoopdienst van het Ministerie van Landsverdediging gekocht van de Fabrique nationale te Herstal. Zij werd betaald met een krediet dat daartoe was uitgetrokken in het kader van de Militaire Technische Bijstand aan Rwanda.

## § 2. Vragen met betrekking tot begrotingsartikelen

### 1. Artikel 11.04

(Allerhande toelagen aan het Rijkspersoneel)

Een commissielid vraagt welke de inhoud is van de :

a) 264 000 frank uitgetrokken als toelage aan de officieren die met spreekopdrachten worden belast in burgerinstellingen. Over welke officieren en welke instellingen gaat het ?

b) les 389,654 millions de francs prévus au titre d'allocations pour certaines prestations de longue durée.

Le Ministre donne la réponse suivante :

a) Certains établissements civils, principalement des écoles, demandent au Service de l'information du Ministère de la Défense nationale (S.I.D.) des conférenciers pour traiter de sujets touchant à la Défense nationale (O.T.A.N., possibilités de carrière à l'armée, désarmement, etc.).

A cet effet, le service en question a formé un certain nombre de volontaires, qui peuvent provenir de tous les services et unités de la Défense nationale. Pour chaque demande, le Service de l'information est ainsi en mesure de désigner l'officier le plus compétent, en fonction du sujet à traiter.

L'allocation, d'un montant de 250 francs par conférence, liée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, est octroyée en application d'un arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1977.

b) Un autre arrêté royal de la même date règle l'octroi d'une allocation pour certaines prestations de longue durée. Cette allocation, accordée par période de vingt-quatre heures, est fixée, selon le cas à 100 ou à 200 francs et ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation; elle est accordée pour les prestations de longue durée (exercices ou manœuvres, période de camp, certaines gardes et certains services de semaine, etc.) qui requièrent du militaire une présence ininterrompue de vingt-quatre heures au moins sur les lieux de la prestation.

## 2. Article 12.01

(*Honoraires des avocats et des médecins - frais de justice, etc.*)

Un membre demande à quoi sont destinés les 14,166 millions de francs prévus pour la rémunération d'experts étrangers à l'administration.

Le Ministre répond que les crédits figurant à ce poste sont destinés à couvrir les dépenses afférentes à la formation sur place, de techniciens des forces armées par des spécialistes civils. Après avoir été formés, ces techniciens assurent à leur tour la formation d'autres militaires. Le système choisi est moins coûteux que celui consistant à confier à des firmes civiles la formation de tous les spécialistes militaires nécessaires. Le Ministre précise que le crédit en question doit servir principalement à financer la formation de spécialistes en radar météo, de spécialistes F16 chargés de l'entretien des systèmes « Avionics » (AIS) ainsi que d'autres systèmes d'une grande complexité (notamment « Electronic Warfare »).

## 3. Articles 12.03 et 12.21

(*Dépenses de consommation énergétique*)

A propos de ces articles un membre voudrait savoir quelles sont, dans le détail, les diverses mesures qui

b) 389,654 miljoen frank uitgetrokken als toelage voor bepaalde langdurige prestaties.

Het antwoord van de Minister luidt als volgt :

a) Sommige burgerinstellingen, voornamelijk scholen, vragen aan de Informatiedienst van Landsverdediging (S.I.D.) voordrachtgevers om over onderwerpen te spreken die verband houden met Landsverdediging (N.A.T.O., de mogelijke loopbanen in het leger, ontwapening enz.).

Daartoe heeft deze dienst een zeker aantal vrijwilligers gevormd die uit alle eenheden en diensten van Landsverdediging kunnen afkomstig zijn. Bij elke aanvraag kan de Informatiedienst aldus, op basis van het onderwerp, de meest geschikte officier aanduiden.

De toelage ten bedrage van 250 frank per spreekopdracht, bedrag dat gekoppeld is aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs, wordt toegekend in toepassing van een koninklijk besluit van 1 maart 1977 ter zake.

b) Een koninklijk besluit van dezelfde datum regelt ook de toekenning van een toelage voor bepaalde langdurige prestaties. Deze etmaaltoelage is naargelang het geval vastgesteld op 100 frank of 200 frank, bedragen die gekoppeld zijn aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs, voor langdurige prestaties (oefening of manœuvre, kampperiode, bepaalde wacht- en weekdiensten, enz.) die vanwege de militair een ononderbroken aanwezigheid van ten minste vierentwintig uren op de plaats van de prestatie vereisen.

## 2. Artikel 12.01

(*Erelonen van advocaten en geneesheren - gerechtskosten, enz.*)

Een commissielid vraagt welke de inhoud is van de 14,166 miljoen Belgische frank, bestemd voor de bezoldiging van de niet tot de administratie behorende deskundigen ?

De Minister antwoordt hierop dat de kredieten die op deze post hernomen zijn de uitgaven dienen te dekken in verband met de vorming ter plaatse van technici van de Krijgsmachtdelen, door burgerspecialisten. Na hun vorming dienen deze technici de vorming van andere militairen te verzekeren. Het gekozen systeem is goedkoper dan een vorming in burgerfirma's van al de nodige militaire specialisten. Het betrokken bedrag, zegt hij, is hoofdzakelijk nodig om de kosten te dekken voor de vorming van meteoradar specialisten, F16 specialisten die belast zijn met het onderhoud van Avionics systemen (AIS) en andere systemen van hoge complexiteit (o.a. Electronic Warfare).

## 3. Artikelen 12.03 en 12.21

(*Uitgaven voor energieverbruik*)

In verband met deze artikelen wenst een lid in detail te vernemen welke maatregelen sedert 1980 zijn genomen om

ont été appliquées depuis 1980 dans le but de réduire cette consommation et quelles sont les mesures encore à prendre en 1984 et au cours des années suivantes.

Le Ministre répond que les mesures prises depuis 1980 peuvent être ventilées en deux rubriques principales selon le niveau auquel les décisions ont été prises.

#### 1. Niveau de l'Etat-Major général

Décision de transférer les crédits de consommation de produits énergétiques d'un organisme central vers les forces et services utilisateurs. Cette décentralisation avait pour but de rendre l'utilisateur budgétairement responsable de sa politique de consommation.

#### 2. Niveau des forces et services

a) Sur la base des crédits disponibles, fixation des quantités à acquérir (quantités 1979 — 20 p.c. suivant directives spécifiques du budget).

b) Détermination, par quartier, des quantités à ne pas dépasser et des crédits disponibles. Donc double limite : une limite budgétaire et une limite quantitative.

c) Suivi des consommations (de crédits et de combustibles) par quartier.

d) Etude au niveau des unités des possibilités d'économie d'énergie et réalisation de travaux dans ce sens dans le cadre des crédits alloués. Travaux réalisés dans ce domaine : placement de cloisons, de portes et utilisation de systèmes simples d'isolation.

3. Pour 1984 et les années suivantes, continuation de la politique actuelle de contrôle, mise à jour des quantités nécessaires sur la base des moyens obtenus dans le cadre de l'U.R.E. (utilisation rationnelle de l'énergie) et des moyens alloués par les forces en vue de dépenses visant à réaliser des économies d'énergie.

#### 4. Article 12.04

(Dépenses relatives au traitement de l'information)

Un membre pose les questions suivantes au sujet de cet article :

a) Quel est le montant des sommes dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours d'années antérieures incorporé aux crédits 1984 de cet article ? Quelles dépenses couvrent ces sommes, selon la répartition donnée ?

b) Combien de contrats ont été souscrits en 1983 avec des experts et des techniciens en matière d'informatique, étrangers à l'administration ?

het energieverbruik te verminderen en welke maatregelen in 1984 en in de komende jaren nog genomen zullen worden.

De Minister antwoordt dat de maatregelen die sedert 1980 genomen zijn, in twee belangrijke rubrieken opgesplitst kunnen worden naar gelang van het niveau waarop de beslissingen genomen zijn.

#### 1. Niveau van de Generale Staf

De beslissing om de kredieten voor energieverbruik over te dragen van een centraal orgaan naar de strijdkrachten en de diensten die deze energie verbruiken. Deze decentralisatie had tot doel de verbruiker budgetair verantwoordelijk te stellen voor zijn energieverbruik.

#### 2. Niveau van de strijdkrachten en de diensten

a) Op basis van de beschikbare kredieten, vaststelling van de aan te kopen hoeveelheden (hoeveelheden 1979 — 20 pct. overeenkomstig de specifieke onderrichtingen van de begroting).

b) Vaststelling, per kwartier, van de hoeveelheden die niet overschreden mogen worden, en van de beschikbare kredieten. Er is dus een dubbele beperking : een budgettaire en een kwantitatieve beperking.

c) Het verbruik (van de kredieten en van de brandstof) wordt ook per kwartier geregeld.

d) Op het niveau van de eenheden, onderzoek van de mogelijkheden tot energiebesparing en uitvoering van werk in die richting, binnen de perken van de toegestane kredieten. Werk op dit terrein dat al is uitgevoerd : plaatsen van scheidswanden en van deuren en aanbrengen van eenvoudige isolatiesystemen.

3. Voor 1984 en de daaropvolgende jaren, voortzetting van het huidig controlebeleid, aanpassing van de noodzakelijke hoeveelheden volgens de middelen die verkregen worden in het kader van het R.E.V. (rationeel energieverbruik) en volgens de middelen die door de strijdkrachten ter beschikking worden gesteld voor energiebesparingsuitgaven.

#### Artikel 12.04

(Uitgaven in verband met de informatieverwerking)

Een lid stelt over dit artikel de volgende vragen :

a) Welk bedrag is er in de kredieten 1984 opgenomen voor de sommen die de Staat verschuldigd is wegens verbitenissen ontstaan te zijnen laste tijdens voorafgaande jaren ? Welke uitgaven dekken die sommen, volgens de opgegeven verdeling ?

b) Hoeveel contracten werden in 1983 afgesloten met niet tot de administratie behorende deskundigen en technici inzake informatica ?

Pour quel montant, avec quelle personne ou firme et pour quel objet, par contrat ?

Quel est le type de marché qui a été passé dans le cadre de la réglementation des marchés publics, par contrat ?

Les mêmes renseignements peuvent-ils également être fournis pour 1984, éventuellement sous forme prévisionnelle ?

c) Quel sont les produits mécanographiques qui ont été fournis par l'intermédiaire de l'O.C.F. en 1983 et pour quel montant ?

d) En ce qui concerne la location et l'entretien des machines et les dépenses connexes, quel est, en distinguant l'achat de la location et la quincaillerie du logiciel, le montant lié aux engagements des années antérieures et celui se rapportant aux nouveaux engagements prévus en 1984 ?

Le Ministre fournit les réponses suivantes :

a) Comme le poste a été supprimé pour cet article depuis 1983, le crédit qui y est inscrit ne porte pas sur des sommes dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours des années antérieures.

b) Les dépenses de 1983 portent sur les postes suivants :

— Nouveau contrat de gré à gré avec la firme Siemens pour la formation du personnel du Centre de Traitement Informatique de la Défense nationale (C.T.I.D.N.) . . . . .	592 000
— Dépenses sur contrats pluriannuels passés de gré à gré avant 1983 :	
Mecanographic Service — Analyse et programmation . . . . .	14 619 000
Centre d'analyse et de programmation (C.A.P.) - Gemini - 1 programmeur-système C.I.C.S. . . . .	2 288 000
I.B.M.-C.E.M.E.C. (Centre Informatique de la Force aérienne) - Contrat de résultats	69 600 000
A.I.B. (Association d'industriels de Belgique) - Site audit C.T.I.D.N.-C.T.S.M.-C.A.T.I.L.-C.E.M.E.C. (Centres mécanographiques des différentes Forces) . . . . .	1 227 000
Computer Service Center - Encodage . . . . .	730 000
<b>Total . . . . .</b>	<b>89 055 000</b>

Les dépenses de 1984 portent sur les postes suivants :

— Nouveau contrat qui portera sur une étude spéciale en matière de personnel . . . . .	6 673 000
--	-----------

Voor welk bedrag, met welke persoon of firma en met welk doel, en dit per contract ?

Welke soort van opdracht werd verleend in het raam van de reglementering van de overheidsopdrachten, en dit per contract ?

Kunnen dezelfde inlichtingen worden verstrekt voor 1984, eventueel in de vorm van een raming ?

c) Welke mechanografische produkten werden geleverd via het C.B.B. en voor welk bedrag ?

d) Wat is voor de huur en het onderhoud van de machines en bijhorende uitgaven het bedrag dat slaat op de vastleggingen van de voorgaande jaren en het bedrag met betrekking tot de nieuwe vastleggingen voor 1984, waarbij een onderscheid moet worden gemaakt tussen aankoop en huur en tussen hardware en software.

De Minister verstrekt de volgende antwoorden :

a) Daar de post in de begroting voor dit artikel sinds 1983 is geschrapt, betreft het uitgetrokken krediet niet de bedragen die de Staat verschuldigd is wegens verbintenissen ontstaan te zijn laste tijdens voorafgaande jaren.

b) De uitgaven 1983 hebben betrekking op de volgende posten :

— Nieuwe onderhandse overeenkomst met de firma Siemens voor de opleiding van het personeel van het Centrum voor informatieverwerking van Landsverdediging (C.V.I.L.V.) . . . . .	592 000
— Uitgaven voor meerjarige onderhandse overeenkomsten die voor 1983 zijn afgesloten :	
Mecanographic service — Analyse en programmering . . . . .	14 619 000
Centrum voor analyse en programmering (C.A.P.) - Gemini - 1 programmeursysteem C.I.C.S. . . . .	2 288 000
I.B.M.-C.E.M.E.C. (Centrum voor Informatica van de Luchtmacht) - Resultaatscontract . . . . .	69 600 000
A.I.B. (Algemene vereniging van de industrieën van België) - Audits C.V.I.L.V.-C.T.I.S.M.-C.A.T.I.L.-C.E.M.E.C. (Mechanografische centra van de verschillende strijdkrachten) . . . . .	1 227 000
Computer Service Center - Codering . . . . .	730 000
<b>Total . . . . .</b>	<b>89 055 000</b>

De uitgaven 1984 hebben betrekking op de volgende posten :

— Nieuwe overeenkomst om trent een bijzondere studie voor personeelsaangelegenheden	6 673 000
---	-----------

— Dépenses sur contrats pluriannuels passés de gré à gré avant 1984 :	
Mecanographic Service - Analyse et programmation . . . . .	67 000 000
C.A.P. Gemini - 1 programmeur-système C.I.C.S. . . . .	11 464 000
I.B.M.-C.E.M.E.C. - Contrat de résultat .	2 900 000
A.I.B. - Site audit C.T.I.D.N.-C.T.I.S.M.- C.A.T.I.L.-C.E.M.E.C. . . . .	1 325 000
Service Computer Center - Encodage . .	1 500 000
<hr/>	
Total . . .	90 862 000

c) En 1983, des produits mécanographiques de différente nature ont été fournis par l'intermédiaire de l'O.C.F. (Office central des Fournitures) pour un montant total de 31,731 millions.

d) En ce qui concerne la location et l'entretien, la situation se présente comme suit :

1. Location et entretien du matériel loué :

— Dépenses sur contrats passés avant 1984	80 932 000
— Nouveaux engagements prévus en 1984	2 000 000

2. Entretien de matériel acheté :

— Dépenses sur contrats passés avant 1984	73 027 000
— Nouveaux engagements prévus en 1984	14 848 000

3. Entretien et location de logiciel :

— Dépenses sur contrats passés avant 1984	6 200 000
---	-----------

4. Entretien de logiciel acheté :

— Dépenses sur contrats passés avant 1984	297 000
---	---------

5. Achat ou location (ceci sera déterminé en fonction des offres) de logiciel prévu en 1984 . . . . .	3 000 000
---	-----------

Total . . .	± 180 304 000
-------------	---------------

5. Article 12.05

(Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que frais de transport afférents aux voyages de service, etc.)

Un commissaire demande à quoi se rapportent les 302,497 millions d'indemnités et les 32,035 millions de frais de transport, le tout se situant dans le cadre des missions et déplacements à l'étranger.

— Uitgaven over meerjarige overeenkomsten gesloten vóór 1984 :	
Mecanographic Service - Analyse en programmering . . . . .	67 000 000
C.A.P. Gemini - 1 programmeursysteem C.I.C.S. . . . .	11 464 000
I.B.M.-C.E.M.E.C. - Resultaatscontract .	2 900 000
A.I.B. - Audits C.V.I.L.V.-C.T.I.S.M.- C.A.T.I.L.-C.E.M.E.C. . . . .	1 325 000
Service Computer Center - Codering . .	1 500 000
<hr/>	
Totaal . . .	90 862 000

c) In 1983 werden mechanografische produkten van uitenlopende aard geleverd via het C.B.B. (Centraal Bureau voor Benodigdheden) voor een totaal bedrag van 31,731 miljoen.

d) Voor huur en onderhoud is de toestand als volgt :

1. Huur en onderhoud van gehuurd materieel :

— Uitgaven op overeenkomsten van vóór 1984 . . . . .	80 932 000
— Nieuwe vastleggingen voor 1984 . .	2 000 000

2. Onderhoud van gekocht materieel :

— Uitgaven op overeenkomsten van vóór 1984 . . . . .	73 027 000
— Nieuwe vastleggingen voor 1984 . .	14 848 000

3. Onderhoud en huur van Software :

— Uitgaven op overeenkomsten van vóór 1984 . . . . .	6 200 000
--	-----------

4. Onderhoud van gekochte Software :

— Uitgaven op overeenkomsten van vóór 1984 . . . . .	297 000
--	---------

5. Aankoop of huur (afhankelijk van de aanbiedingen van Software voor 1984 . . . . .

3 000 000
-----------

Totaal . . .	± 180 304 000
--------------	---------------

5. Artikel 12.05

(Allerhande vergoedingen aan het Rijkspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen, enz.)

Een commissielid vraagt welke de inhoud is van de 302,497 miljoen uitgetrokken als vergoeding, en van de 32,035 miljoen uitgetrokken voor vervoerkosten, beide in het kader van de zendingen en verplaatsingen in het buitenland.

Selon le Ministre, les missions et déplacements à l'étranger peuvent être répartis en trois catégories : le service permanent, les missions programmées et les missions occasionnelles.

Lesdites indemnités pour les militaires en service permanent (comme les attachés militaires et leurs adjoints, les militaires occupés dans les états-majors interalliés ou dans des organismes situés à l'étranger et les instructeurs dans des écoles internationales) atteignent quelque 190 millions de francs.

Les missions programmées comprennent notamment celles qui sont prévues par les différents groupes d'étude O.T.A.N., les missions des militaires participant aux différents exercices O.T.A.N., les missions des pilotes qui doivent effectuer des vols à l'étranger (« Cross-servicing »), ainsi que divers cours et stages.

Le total des indemnités allouées à ce groupe est évalué à quelque 90 millions de francs.

Un montant de quelque 25 millions est prévu pour les déplacements occasionnels qui s'inscrivent le plus souvent dans le cadre de programmes d'acquisition de matériel.

Le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'étranger est fixé par l'arrêté royal du 14 février 1978 modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1962 et par l'arrêté ministériel du 3 février 1975.

Pour ce qui est des frais de transport, leur estimation se fait sur la base des missions et déplacements prévus, compte tenu de l'utilisation des moyens de transport civils (avion, train). Le remboursement a lieu au prix coûtant.

#### *6. Articles 13.72-01 et 13.72-02 — Dépenses d'équipement*

A. Un membre demande à connaître le détail des équipements dont l'acquisition est prévue en 1984 (postes importants et montant par poste).

Le Ministre fournit la réponse suivante :

a) Postes importants dont l'acquisition est prévue à l'article 12.72-01 (en millions de francs) :

Equipement de corps . . . . .	664,2
Matériel électronique . . . . .	90,9
Achat de véhicules banalisés . . . . .	77,6
Achat d'outillage . . . . .	37,0
Matériel divers (couchage, matériel NBC, matériel didactique, matériel de sport, machines de bureau, matériel de cuisine, matériel photo, matériel anti-incendie et mobilier) . . . . .	509,2

1 378,9

Volgens de Minister kunnen de zendingen en verplaatsingen in het buitenland in drie verschillende categorieën opgesplitst worden : de vaste dienst, de geprogrammeerde zendingen en de toevallige zendingen.

De betrokken vergoedingen voor de militairen in vaste dienst, zoals de militaire attachés en hun adjuncten, militairen in intergeallieerde staven of instellingen in het buitenland en instructeurs in internationale scholen, belopen ongeveer 190 miljoen.

De geprogrammeerde zendingen behelzen ondermeer deze die voorzien zijn door de verschillende N.A.V.O. studiegroepen, de zendingen van de militairen die aan de verschillende N.A.V.O. oefeningen deelnemen, de zendingen van de piloten die vluchten moeten uitvoeren in het buitenland (« Cross-servicing ») en diverse curcussen en stages.

Het totaal van de vergoedingen voor deze groep is geraamd op ongeveer 90 miljoen.

Ongeveer 25 miljoen is voorzien voor de toevallige verplaatsingen die meestal kaderen in aanschaffingsprogramma's van materieel.

Het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland wordt geregeld bij koninklijk besluit van 14 februari 1978 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 en bij ministerieel besluit van 3 februari 1975.

De vervoerkosten worden geraamd op basis van de voorziene zendingen en verplaatsingen waarbij het gebruik van burgervervoermiddelen (vliegtuig, trein), voorzien is. De terugbetaling geschiedt tegen kostprijs.

#### *6. Artikelen 13.72-01 en 13.72-02 — Uitrustingsuitgaven*

A. Een lid vraagt een gedetailleerde opgave van de uitrusting die in 1984 aangekocht zal worden (belangrijke posten en bedrag per poste).

De Minister antwoordt als volgt :

a) Belangrijke posten waarvan de aankoop op artikel 12.72-01 geschiedt (in miljoenen franken) :

Korpsuitrusting . . . . .	664,2
Elektronisch materieel . . . . .	90,9
Aankoop van gewone transportvoertuigen . . . . .	77,6
Aankoop van gereedschap . . . . .	37,0
Divers materieel (nachtleger voorwerpen, NBC-materieel, didactisch materieel, sportmaterieel, kantoormachines, keukenmaterieel, fotografisch materieel, brandweermaterieel en meubilair) . . . . .	509,2

1 378,9

b) A l'article 13.7-02, les crédits suivants sont sollicités (en millions de francs) :

b) Op artikel 13.72-02 worden de volgende kredieten gevraagd (in miljoenen franken) :

Programme — Programma	Dette au 31 décembre 1983 <i>Schuld op 31 december 1983</i>	Crédits d'engagement 1984 <i>Vastleggings- kredieten 1984</i>	Crédits d'ordonnancement 1984 <i>Ordonnancerings- kredieten 1984</i>
Arme antichar MILAN. — <i>Anti-tankwapen MILAN</i>	669,4	—	680,0
Réseau intégré de transmissions automatiques RITA. — <i>Geïntegreerd net voor automatische transmissie RITA</i>	1 644,5	196,3	860,7
Programme HAWK-HELIP. — <i>HAWK-HELIP-programma</i>	240,1	—	130,0
Modernisation artillerie de campagne. — <i>Modernisering veldartillerie</i>	6 309,0	1 552,6	3 158,7
« Ground Control Approach » (G.C.A.). — « <i>Ground Control Approach</i> » (G.C.A.)	116,9	—	165,0
« Ground Control Interception » (G.C.I.). — « <i>Ground Control Interception</i> » (G.C.I.)	14,1	—	—
Aéromobilité. — <i>Aeromobiliteit</i>	—	11 578,0	10,0
Equipement de Neder-Over-Heembeek. — <i>Uitrusting Neder-Over-Heembeek</i>	16,4	—	24,0
Véhicules Service médical. — <i>Voertuigen medische dienst</i>	17,7	26,0	15,0
Transmissions de l'Etat-Major général. — <i>Transmissie Generale Staf</i>	91,5	30,0	65,0
Bemilcom. — <i>Bemilcom</i>	224,0	—	327,0
Conteneurs médicaux. — <i>Medische containers</i>	—	112,0	55,0
Bureautique. — <i>Bureautica</i>	—	—	15,0
Véhicules banalisés, Force terrestre. — <i>Gewone transportvoertuigen, Landmacht</i>	136,2	4 348,8	55,0
Ravitailleurs d'aérodromes. — <i>Ravitailleuringsvoertuigen voor vliegvelden</i>	315,0	324,0	77,0
Modernisation matériel de transmission Force terrestre. — <i>Modernisering transmissie-materieel Landmacht</i>	630,0	487,7	256,0
Modernisation de la logistique Force terrestre. — <i>Modernisering logistiek Landmacht</i>	26,9	450,0	—
Groupes électrogènes Service médical. — <i>Stroomgeneratoren Medische Dienst</i>	49,0	220,0	—
Système de commande de tir Leopard. — <i>Vuurleidingssysteem Leopard</i>	520,0	—	386,0
Matériel informatique. — <i>Informatica-materieel</i>	7,8	170,0	164,0
Matériel de télécommunication Force aérienne. — <i>Telecommunicatiematerieel Luchtmacht</i>	152,9	—	130,9
Complément dotation frégates. — <i>Aanvulling dotatie fregatten</i>	273,1	93,0	114,0
Extension de la capacité des ordinateurs frégates. — <i>Uitbreiding van de capaciteit van de computers in fregatten</i>	204,4	71,0	64,0
Divers. — <i>Diversen</i>	856,3	72,5	694,5
Totaux. — <i>Totalen</i>	12 512,0	19 731,9	7 446,8

B. A propos de l'article 13.72.02 le même membre demande les précisions suivantes :

a) L'article 13.72.02 est très peu explicite; pourtant plus de 19 milliards de nouveaux engagements sont sollicités en 1984. Ne pourrait-on pas détailler cet article pour les prochains budgets en donnant pour les postes les plus importants (supérieurs à 500 millions) le montant des crédits d'engagement et d'ordonnancement ?

b) Pour les différents postes repris dans le budget de 1984, le Ministre pourrait-il donner le montant des crédits d'engagement et d'ordonnancement ? (situation à la fin 1983 et nouveaux crédits 1984).

B. In verband met artikel 13.72.02, vraagt hetzelfde lid nadere opheldering over de volgende punten :

a) Artikel 13.72.02 is niet explicet genoeg en toch worden er in 1984 voor meer dan 19 miljard nieuwe vastleggingen gevraagd. Zou men in de volgende begrotingen dit artikel nader kunnen uitwerken door voor de voornaamste posten (van meer dan 500 miljoen) het bedrag van de vastleggings- en ordonnanceringskredieten te vermelden ?

b) Kan de Minister voor de verschillende posten in de begroting van 1984, het bedrag meedelen van de vastleggings- en ordonnanceringskredieten ? (toestand eind 1983 en nieuwe kredieten 1984).

- c) Particulièrement pour le programme de modernisation de l'artillerie :
- S'agit-il d'un programme majeur ou courant ?
  - Quelle est l'évaluation du coût total du programme ?
  - Quand ce programme a-t-il commencé ou doit-il commencer ?
  - S'il est commencé, quels sont les crédits déjà engagés et les dépenses déjà réalisées ?
  - Quels sont les montants des nouveaux crédits d'engagement et d'ordonnancement en 1984 ?
  - Quelle procédure a-t-on choisie pour la passation du marché ?

Le Ministre donne la réponse suivante :

Cette année-ci, comme les années précédentes d'ailleurs, les montants des crédits d'engagement et d'ordonnancement ont été détaillés par programme majeur dans l'exposé relatif au budget que j'ai fait devant la Commission.

Pour rendre les choses encore plus claires, je viens de rappeler le détail de tous les crédits prévus à l'article 13.72.02.

A l'avenir, les informations afférentes aux programmes majeurs concernés seront reprises au programme justificatif du budget.

Quant au programme de modernisation de l'artillerie de campagne, il s'agit d'un programme majeur dont le premier engagement pour un montant de 6 868,9 millions de francs et le premier ordonnancement pour un montant de 559,9 millions de francs ont eu lieu en 1983.

Les crédits d'engagement et d'ordonnancement pour 1984 s'élèvent respectivement à 1 552,6 et 3 158,7 millions de francs.

L'évaluation du coût total du programme s'élève à 22 457,6 millions, ventilés comme suit :

124 pièces M1O9A2 : 7 548,3.

Chaînes d'automatisation : 1 857,3.

Télémètres : 472,6.

Navigateurs : 751,1.

Stations météo : 759,6.

Munitions : 10 432,6.

Vo-mètres : 137,1.

Révisions de prix et divers : 500.

En 1983, un marché de gré à gré a été passé avec la firme américaine B.M.Y. pour l'acquisition des 124 pièces M1O9A2.

c) Meer bepaald in verband met het moderniseringsprogramma van de artillerie :

- Gaat het over een belangrijk of een gewoon programma ?
- Op hoeveel worden de totale kosten van dit programma geraamd ?
- Wanneer is dat programma ingezet of moet het ingezet worden ?
- Indien het al aan de gang is, welke kredieten zijn dan reeds vastgelegd en uitgevoerd ?
- Hoeveel bedragen de nieuwe vastleggings- en ordonnanceringskredieten in 1984 ?
- Welke procedure is er bepaald voor het sluiten van de overeenkomst ?

De Minister verstrekt het volgende antwoord :

Evenals tijdens de vorige jaren overigens zijn ook dit jaar de bedragen van de vastleggings- en ordonnanceringskredieten per belangrijk programma toegelicht in zijn uitzetting bij de begroting in de Commissie.

Om hierin nog meer klarheid te brengen heeft hij zopas alle kredieten van artikel 13.72.02 uitgesplitst.

Voortaan zal de informatie over de betrokken belangrijke programma's opgenomen worden in het verantwoordingsprogramma van de begroting.

Het moderniseringsprogramma van de veldartillerie is een belangrijk programma waarvoor in 1983 een eerste vastlegging voor een bedrag van 6 868,9 miljoen frank en een eerste ordonnancering voor een bedrag van 559,9 miljoen frank hebben plaatsgehad.

De vastleggings- en ordonnanceringskredieten 1984 bedragen respectievelijk 1 552,6 en 3 158,7 miljoen frank.

De totale kostprijs van het programma wordt geraamd op 22 457,6 miljoen, uitgesplitst als volgt :

124 stukken M1O9A2 : 7 548,3.

Automatiseringsketens : 1 857,3.

Telemeters : 472,6.

Navigatoren : 751,1.

Meteorologische stations : 759,6.

Munitie : 10 432,6.

Vo-meters : 137,1.

Prijsaanpassingen en diversen : 500.

In 1983 is met de Amerikaanse firma B.M.Y. een onderhandse overeenkomst gesloten voor de aankoop van 124 stukken M1O9A2.

### 7. Article 34.07

(Dépenses résultant de l'assistance technique accordée à la République du Zaïre et au Rwanda)

Plusieurs membres font observer qu'à l'article 34.07 est inscrit un montant de 513,1 millions de francs au titre des dépenses résultant de l'assistance technique accordée au Zaïre et au Rwanda. Ils voudraient savoir quels militaires (corps, grade, spécialité) sont occupés dans ces pays, pour combien de temps, et comment ce montant est ventilé.

Le Ministre fournit les informations suivantes :

#### a) Personnel

### 7. Artikel 34.07

(Uitgaven die voortspruiten uit de aan Zaïre en Rwanda verleende technische bijstand)

Een paar leden laten opmerken dat artikel 34.07 513,1 miljoen vermeldt als uitgaven voortspruitend uit de aan Zaïre en Rwanda verleende technische bijstand. Ze wensen te weten welke militairen (korps, rang, specialiteit) in die landen tewerkgesteld zijn en voor hoelang, en hoe dit bedrag geventileerd wordt.

Volgende inlichtingen worden door de Minister verstrekt :

#### a) Personeel

Pays — Land	Zaïre	Rwanda	Total Zaïre en et Rwanda Totaal Zaïre en Rwanda			
Nombre — Aantal	114 soit 69 officiers et 45 sous-officiers <i>betwijf 69 officieren en 45 onderofficieren</i>	18 soit 10 officiers et 8 sous-officiers <i>hetzij 10 officieren en 8 onderofficieren</i>	132			
	Officiers — Officieren	Sous-officiers — Onderofficieren	Officiers — Officieren	Sous-officiers — Onderofficieren	Officiers — Officieren	Sous-officiers — Onderofficieren

#### Force/Arme. — Macht/Wapen

##### 1. Force terrestre/Landmacht :

Infanterie. — Infanterie . . . . .	29	20	4	3	33	23
Troupes blindées. — Pantsertroepen . . . . .	10	3	—	—	10	3
Administration. — Administratie . . . . .	2	2	—	—	2	2
Artillerie. — Artillerie . . . . .	2	1	—	—	2	1
Génie. — Genie . . . . .	1	2	2	2	3	4
Aviation légère. — Licht vliegwezen . . . . .	1	—	—	—	1	—
Transmissions. — Transmissies . . . . .	3	4	—	—	3	4
Logistique. — Logistiek . . . . .	11	10	2	3	13	13
2. Force aérienne/Luchtmacht . . . . .	6	2	—	—	6	2
3. Force navale/Zeemacht . . . . .	2	1	—	—	2	1
4. Service médical/Medische Dienst . . . . .	2	—	2	—	4	—

#### Grade/Graad

Colonel. — Kolonel . . . . .	3	—	3
Lieutenant-colonel. — Luitenant-kolonel . . . . .	9	1	10
Major. — Majoor . . . . .	12	2	14
Commandant. — Commandant . . . . .	16	2	18
Capitaine. — Kapitein . . . . .	15	5	20
Lieutenant. — Luitenant . . . . .	14	—	14
Adjudant-chef. — Adjudant-chef . . . . .	12	6	18
Adjudant. — Adjudant . . . . .	33	2	35

#### b) Spécialités

##### Officiers :

- Marchés publics;
- Budget;

#### b) Specialiteiten

##### Officieren :

- Openbare markten;
- Budget;

- Gestion et entretien du matériel;
- Administration militaire;
- Formation militaire;
- Médecine;
- Constructions.

Sous-officiers :

- Entretien du matériel;
- Administration;
- Formation militaire;
- Constructions.

c) *Missions spécifiques dans chaque garnison*

**ZAIRE**

(1) Kinshasa :

- Conseillers auprès de l'Etat-Major général des forces armées zaïroises;
- Formation d'officiers supérieurs;
- Conseillers logistiques.

(2) Kitona :

- Formation d'officiers et de sous-officiers d'infanterie.

(3) Kota-Koli :

- Formation de commandos zaïrois.

(4) Kananga :

- Formation de sous-lieutenants pour l'ensemble de l'armée zaïroise;
- Formation d'officiers et de sous-officiers des troupes de transmission.

(5) Lubumbashi :

- Instructeurs et conseillers à la 21<sup>e</sup> Brigade.

**RWANDA**

(1) Kigali :

- Formation d'officiers rwandais;
- Travaux d'infrastructure.

(2) Bigogwe :

- Formation de commandos rwandais.

- Beheer en onderhoud van materieel;
- Militaire administratie;
- Militaire opleiding;
- Geneeskunde;
- Bouwwerken.

Onderofficieren :

- Onderhoud van materieel;
- Administratie;
- Militaire opleiding;
- Bouwwerken.

c) *Specifieke opdrachten in elk garnizoen*

**ZAIRE**

(1) Kinshasa :

- Raadgevers bij de Generale Staf van de Zaïrese strijdkrachten;
- Vorming van hogere officieren;
- Logistieke raadgevers.

(2) Kitona :

- Vorming van officieren en onderofficieren van de infanterie.

(3) Kota-Koli :

- Vorming van Zaïrese commando's.

(4) Kananga :

- Vorming van onderluitenanten voor gans het Zaïrese leger;
- Vorming van officieren en onderofficieren van de transmissietroepen.

(5) Lubumbashi :

- Onderrichters en raadgevers bij de 21e Brigade.

**RWANDA**

(1) Kigali :

- Vorming van Rwandese officieren;
- Infrastructuurwerken.

(2) Bigogwe :

- Vorming van Rwandese commando's.

*d) Durée du service à la coopération technique*

La durée normale du service à la coopération technique est de deux ans. Ce premier terme peut éventuellement être suivi d'un second, de deux ans également.

De plus, l'un de ces deux termes peut être prorogé d'un an au maximum.

De toute manière, le temps de service à la coopération technique ne peut dépasser cinq ans.

*e) Ventilation*

La ventilation de ce montant par catégorie de dépenses est reprise au programme justificatif (p. 76) du budget.

Par pays bénéficiaire, la ventilation des montants cités et la répartition du personnel se présentent comme suit :

*d) Duur van de dienst bij de technische samenwerking*

De normale duur van de dienst bij de militaire technische samenwerking is een termijn van twee jaar. Deze eerste termijn kan eventueel gevolgd worden door een tweede termijn van twee jaar.

Eén van de twee termijnen mag ook nog verlengd worden met maximum één jaar.

In ieder geval bedraagt de maximale diensttijd bij de militaire technische samenwerking vijf jaar.

*e) De ventilatie*

De uitsplitsing van dit bedrag per soort van uitgaven staat in het verantwoordingsprogramma van de begroting (blz. 76).

Per bijgestaan land zien de opsplitsing van de vermelde bedragen en de verdeling van het personeelsbestand eruit als volgt :

Pays bénéficiaires — <i>Bijgestaan land</i>	Dépenses de personnel (en millions de francs) — <i>Personnelsuitgaven</i> (in miljoenen franken)	Dépenses de fonctionnement (en millions de francs) — <i>Werksuitgaven</i> (in miljoenen franken)	Officiers — <i>Officieren</i>	Militaires en dessous du rang d'officiers — <i>Militairen beneden de rang van officier</i>
Zaïre . . . . .	368,5	44	76	53
Rwanda . . . . .	55,6	46	12	7
Totaux. — <i>Totalen</i> . . .	423,1	90	88	60

## 8. Article 66.03 (Section particulière)

*Opérations de liquidation d'engagements communs contractés dans le cadre de traités ou accords internationaux*

Un membre demande quelle est la signification de l'article 66.03.A du Titre IV (Section particulière) du budget, où figurent des montants qui proviennent de différents postes du budget.

Le Ministre répond que l'article 66.03.A du Titre IV concerne un « clearing » commun entre pays alliés pour ce qui est de programmes de financement commun (travaux d'infrastructure O.T.A.N., programme chasseurs de mines, etc.) en recettes et en dépenses.

Certaines recettes sont d'origine budgétaire et le programme justificatif joint au projet de budget (p. 90) indique les articles pour lesquels il existe une autorisation de transfert de crédits au Titre VI, soit en vertu de l'article 16 du projet de loi budgétaire (pour les art. 34.05 et 12.21.01) soit en vertu d'une mention à l'article proprement dit (13.54 et 61.04). Ces recettes s'élèvent à 1 174,678 millions de francs.

## 8. Artikel 66.03 (Afzonderlijke sectie)

*Vereffeningsverrichtingen van gemeenschappelijke verbintenissen aangegaan in het kader van internationale verdragen of overeenkomsten*

Een lid vraagt naar de betekenis van het artikel 66.03.A van Titel IV (Afzonderlijke sectie) van het budget, waarop bedragen voorkomen afkomstig van verschillende posten van het budget.

Daarop antwoordt de Minister dat het artikel 66.03.A van Titel IV, een gemeenschappelijke « clearing » betreft tussen geallieerde landen in programma's met gemeenschappelijke financiering (N.A.V.O.-infrastructuurwerken, programma Mijnenjagers, e.a...) in ontvangsten en uitgaven.

Sommige ontvangsten zijn van budgettaire aard en het verantwoordingsprogramma gevoegd bij het ontwerp van begroting, blz. 90, geeft de artikels aan waarvoor de toelating bestaat tot overschrijving naar Titel IV, hetzij in uitvoering van het artikel 16 van de begrotingswet (voor art. 34.05 en 12.21.01), hetzij vermeld bij het artikel zelf (13.54 en 61.04). Deze ontvangsten bedragen 1 174,678 miljoen frank.

Les autres recettes sont évidemment constituées par les contributions et/ou remboursements des pays participant aux programmes communs (estimation : 3 263,356 millions de francs).

Les dépenses sont estimées à 4 498,808 millions de francs.

On trouvera ci-dessous un aperçu sommaire des prévisions de recettes et dépenses de 1984 pour les programmes de financement commun (en millions de francs).

De andere ontvangsten zijn uiteraard de bijdragen en/of terugbetalingen van de deelnemende landen in de gemeenschappelijke programma's (raming 3 263,356 miljoen frank).

De raming van de uitgaven beloopt 4 498,808 miljoen.

Gelieve hierna een summier overzicht te vinden van de geraamde ontvangsten en uitgaven in 1984, voor de programma's met gemeenschappelijke financiering (in miljoen frank).

Programme — Programma	Recettes — Ontvangsten		Dépenses — Uitgaven
	budgétaire budgettaire	tiers derden	
Infrastructure OTAN. — NAVO-infrastructuur . . . . .	40,0	918,6	966,8
Travaux pour le SHAPE. — Werken voor SHAPE . . . . .	—	1 303,7	1 265,7
Dépôts RFA en Belgique. — DBR depots in België . . . . .	—	330,0	330,0
Camp « Vogelsang ». — Kamp « Vogelsang » . . . . .	25,6	215,1	319,6
« Joint operating Center » Glons. — « Joint operating Center » Glons . . . . .	0,9	35,7	36,6
Chasseurs de mines (art. 13.54). — Mijnenjagers (art. 13.54) . . . . .	1 050,0	350,0	1 400,0
Site Büren. — Site Büren . . . . .	58,2	61,0	122,1
Divers. — Diversen . . . . .	—	49,2	58,0
Totaux. — Totalen . . . . .	1 174,7	3 263,3	4 498,8

### § 3. Discussion d'un amendement

Un commissaire dépose l'amendement suivant :

#### *Titre I. — Dépenses courantes*

##### *Section 32. — Chapitre I. — Dépenses de consommation*

###### *§ 1<sup>er</sup>. Salaires et charges sociales*

*Article 11.03. Rémunération du personnel actif et en disponibilité.*

a) Ramener le montant prévu de 45 482,5 à 44 627,7 millions de francs, soit une diminution de 854,8 millions de francs.

*Article 11.04. Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat.*

b) Ramener le montant prévu de 1 390,6 à 1 344,9 millions de francs, soit une diminution de 45,7 millions de francs.

c) Ramener en conséquence le total du § 1<sup>er</sup> à 47 833,2 millions de francs.

### § 3. Besprekking van een amendement

Een lid dient het volgende amendement in :

#### *Titel I. — Lopende uitgaven*

##### *Sectie 32. — Hoofdstuk I. — Consumptieve bestedingen*

###### *§ 1. Lonen en sociale lasten*

*Artikel 11.03. Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel.*

a) Het uitgetrokken bedrag van 45 482,5 miljoen terug te brengen tot 44 627,7 miljoen frank; d.i. een vermindering met 854,8 miljoen frank.

*Artikel 11.04. Allerhande toelagen aan het rijkspersoneel.*

b) Het uitgetrokken bedrag van 1 390,6 miljoen frank terug te brengen tot 1 344,9 miljoen frank, d.i. een vermindering met 45,7 miljoen frank.

c) Het totaal van § 1 bijgevolg terug te brengen tot 47 833,2 miljoen frank.

Cet amendement est justifié comme suit :

*Le budget tel qu'il est proposé prévoit une diminution de la solde moyenne par milicien par rapport à 1983 (-3,01 p.c.), tandis qu'une augmentation est prévue pour ce qui est de la rémunération moyenne des militaires de carrière appointés (+ 5,24 p.c.). Cela nous paraît inadmissible.*

*Nous prévoyons donc une augmentation de la rémunération moyenne « Militaires de carrière » de 3,01 p.c. et le maintien de la solde moyenne par milicien à son niveau de 1983. Ce qui permet l'économie de 854,8 millions de francs au poste 11.03. et respecte une plus grande justice quant au sort fait aux miliciens.*

*D'autre part, l'on sait que certaines allocations accordées à des militaires sont en augmentation du fait d'abus. Ainsi en va-t-il, par exemple, des allocations pour certaines prestations de longue durée ou de fin de semaine. En effet, certains militaires de carrière se livrent à un véritable « trafic » pour accumuler des gardes et, en conséquence, congés de récupération. Nous proposons donc de limiter à 4 p.c. l'augmentation de certaines allocations (accordées aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste; aux officiers chargés de donner des conférences dans des établissements civils; pour prestations de longue durée; pour prestations de services le samedi, le dimanche ou un jour férié).*

Le Ministre est opposé à cet amendement pour les raisons suivantes :

La solde, les rémunérations, les allocations et les indemnités sont payées sur la base des dispositions légales en la matière. Certaines sont liées à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, d'autres ne le sont pas et sont susceptibles d'être revues périodiquement. Les crédits à cette fin sont donc le résultat de l'application de cette législation.

Il est à remarquer que les prestations qui donnent lieu au paiement des allocations et indemnités sont limitées au strict minimum, compte tenu des moyens limités disponibles.

Le Ministre demande dès lors le rejet de l'amendement.

L'auteur de l'amendement retire celui-ci à la suite de la réponse du Ministre. Il se réserve toutefois le droit d'en déposer éventuellement un en séance publique.

Dit amendement wordt verantwoord als volgt :

*De begroting, zoals zij wordt voorgesteld voorziet in een vermindering van de gemiddelde soldij per dienstplichtige ten opzichte van 1983 (-3,01 pct.) terwijl de gemiddelde bezoldiging van de weddentrekkende beroepsmilitairen een vermeerdering te zien geeft (+5,24 pct.) Dat is onaanvaardbaar.*

*Wij voorzien dus in een vermeerdering van de gemiddelde bezoldiging « beroepsmilitairen » met 3,01 pct. en de handhaving van de gemiddelde soldij per dienstplichtige op het niveau van 1983. Dat leidt tot een besparing van 854,8 miljoen frank op post 11.03. en het is rechtvaardiger voor de dienstplichtigen.*

*Zoals bekend geven bovendien bepaalde toelagen, verleend aan militairen, een vermeerdering te zien wegens misbruiken Dit geldt bijvoorbeeld voor de toelagen voor bepaalde prestaties van lange duur of weekendprestaties. Want bepaalde beroepsmilitairen « sjacheren » werkelijk om wachtbeurten en, bijgevolg inhaalverlof, te vergaren.*

*Wij stellen dus voor om de vermeerdering van bepaalde toelagen te beperken tot 4 pct. (toelagen verleend aan de militairen die de opleiding van parachutist hebben ontvangen; aan de officieren die belast zijn met voordrachten in burgerlijke instellingen; wegens prestaties van lange duur; wegens dienstprestaties op zaterdag, zondag of een feestdag).*

De Minister kant zich tegen dit amendement als volgt :

De soldij, de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen worden betaald op grond van de geldende wettelijke bepalingen. Sommige van die uitkeringen zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijsen, andere zijn het niet en zij kunnen geregeld worden herzien. De credieten daartoe zijn dus het resultaat van de toepassing van die wetgeving.

Er zij op gewezen dat de prestaties waarvoor toelagen en vergoedingen worden betaald tot het strikt minimum worden beperkt, gelet op de beperkte beschikbare middelen.

De Minister vraagt dus het amendement te verwerpen.

De indiener van het amendement trekt het in als gevolg van het antwoord van de Minister. Hij houdt zich evenwel het recht voor om in voorkomend geval een amendement ter openbare vergadering in te dienen.

**IV. VOTES**

Le projet de loi contenant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1984 a été adopté par 10 voix contre 3.

Le projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1983 a été adopté par 10 voix contre 3.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

*Le Rapporteur,*  
R. UYTTENDAELE.

*Le Président,*  
G. CUDELL.

**IV. STEMMINGEN**

Het wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1984 is aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.

Het wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1983 is aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.

Dit verslag is bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden goedgekeurd.

*De Verslaggever,*  
R. UYTTENDAELE.

*De Voorzitter,*  
G. CUDELL.

**ANNEXE****Budget 1984 — Présentation fonctionnelle****TABLEAU I**

*Tableau récapitulatif  
(99 771,6 millions de francs)*

(en millions de francs)

**BIJLAGE****Begroting 1984 — Functionele voorstelling****TABEL I**

*Samenvattende tabel  
(99 771,6 miljoenen franken)*

(in miljoenen franken)

	Services centraux (1) — Centrale diensten (1)	Force terrestre — Landmacht	Force aérienne — Luchtmacht	Force navale — Zeemacht	Service médical — Medische dienst	Interforces — Intermachten	Divers (2) — Divers (2)	Total — Totaal
1. Personnel. — <i>Personnel</i> . . . . .	929,5	26 608,8	11 662,5	2 574,0	2 404,9	4 579,5	—	48 759,2
2. Fonctionnement. — <i>Werking</i> . . . . .	159,9	12 257,8	7 874,2	1 052,2	1 490,0	1 323,2	2 116,9	26 274,2
3. Réquipement et infrastructure. — <i>Wederuitrusting en infrastructuur</i> . . . . .	9,2	10 613,5	6 172,5	2 108,0	342,0	3 261,8	2 231,2	24 738,2
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	1 098,6 (1)	49 480,1	25 709,2	5 734,2	4 236,0	9 164,5	4 348,1 (2)	99 771,6
Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten</i> . . . . .	38,4	21 936,4	4 892,1	178,0	557,3	1 396,8	2 201,0	31 200,0

(1) Services centraux :

- Cabinet : 33,7;
- Ministère : 1 011,6 et 38,4 en engagement;
- Service de renseignement et de documentation : 53,3.

(2) Divers :

- Transferts : 3 777,6 et 2 201 en engagement;
- Recherche scientifique : 37,2;
- Coopération technique militaire : 513,1;
- Avances O.C.A.S.C. : 20,2.

(1) Centrale diensten :

- Kabinet : 33,7;
- Ministerie : 1 011,6 en 38,4 in vastlegging;
- Inlichtings- en documentatielidest : 53,3.

(2) Divers :

- Overdrachten : 3 777,6 en 2 201 in vastlegging;
- Wetenschappelijk onderzoek : 37,2;
- Militaire technische samenwerking : 513,1;
- Voorschotten C.D.S.C.A. : 20,2.

TABLEAU II

*Présentation fonctionnelle « personnel »  
(48 759,2 millions de francs)*

(en millions de francs)

TABEL II

*Functionele voorstelling « personeel »  
(48 759,2 miljoenen franken)*

(in miljoenen franken)

	Services centraux (1) — Centrale diensten (1)	Force terrestre — Landmacht	Force aérienne — Luchtmacht	Force navale — Zeemacht	Service médical — Medische dienst	Interforces — Intermachten	Divers (2) — Divers (2)	Total — Totaal
1. Rémunérations personnel militaire. — <i>Bezoldigingen militair personeel</i> :								
— Officiers. — <i>Officieren</i> . . .	190,6	3 220,5	1 473,5	329,9	655,3	1 618,7	—	7 488,5
— Sous-officiers. — <i>Onderofficieren</i> . . . . .	292,2	7 728,3	5 397,7	978,9	486,8	1 232,2	—	16 116,1
— Caporaux et soldats. — <i>Korporaals en soldaten</i> . . . . .	62,8	11 539,0	3 680,9	858,1	590,5	631,1	—	17 362,4
2. Rémunérations personnel civil. — <i>Bezoldigingen burgerlijk personeel</i> .	356,0	1 351,0	238,7	116,1	385,6	842,1	—	3 289,5
3. Soldes. — <i>Soldij</i> . . . . .	4,0	739,8	123,9	32,1	112,9	58,6	—	1 071,3
4. Rappels. — <i>Wederoproepingen</i> .	—	123,0	21,6	11,8	11,8	—	—	168,2
5. Allocations. — <i>Toelagen</i> :								
— Personnel militaire. — <i>Militair personeel</i> . . . . .	9,8	820,2	309,6	148,0	20,4	80,9	—	1 388,9
— Personnel civil. — <i>Burgerlijk personeel</i> . . . . .	10,4	2,7	—	0,1	0,9	1,7	—	15,8
5. Avantages en nature. — <i>Voordelen in natura</i> :								
— Nourriture. — <i>Voeding</i> . . .	3,5	600,2	96,6	48,6	91,7	32,9	—	873,5
— Habillement. — <i>Kleding</i> . . .	0,2	484,2	320,0	50,4	49,0	81,3	—	985,0
Totaux. — <i>Totalen</i> . . .	929,5 (1)	26 608,8	11 662,5	2 574,0	2 404,9	4 579,5	—	48 759,2

Crédits d'engagement. — *Vastleggingskredieten* . . . . .

(1) Services centraux :

- Cabinet : 25,5;
- Ministère : 870;
- Service de renseignement et de documentation : 34.

(1) Centrale diensten :

- Kabinet : 25,5;
- Ministerie : 870;
- Inlichtings- en documentatiedienst : 34.

### TABLEAU III

## *Présentation fonctionnelle « fonctionnement »* *(26 274,2 millions de francs)*

TABEL III

*Functionele voorstelling «werking»  
(26 274,2 miljoenen franken)  
(in miljoenen franken)*

	Services centraux (1) — Centrale diensten (1)	Force terrestre — Landmacht	Force aérienne — Luchtmacht	Force navale — Zeemacht	Service médical — Medicus dienst	Interforces — Intermachten	Divers (2) — Divers (2)	Total — Totaal
1. Dépenses administratives et domestiques. — Administratieve en huis-houdelijke uitgaven . . . . .	159,9	6 512,0	1 927,1	254,5	734,0	1 168,7	—	10 756,2
2. Transport. — Transport . . . . .	—	1 292,3	216,6	10,6	55,1	34,8	—	1 609,4
3. Formation et entraînement. — Vorming en training . . . . .	—	1 407,5	440,1	37,3	13,8	—	—	1 898,7
4. Fonctionnement des unités. — Werking van de eenheden . . . . .	—	—	—	—	610,6	—	—	7 684,7
— Plan de manœuvre. — Maneuvrverplan . . . . .	—	1 349,8	—	—	—	—	—	(1 349,8)
— Plan de vol. — Vliegplan . . . . .	—	—	4 761,5	—	—	—	—	(4 761,5)
— Plan de tir. — Schietplan . . . . .	—	—	213,0	—	—	—	—	(213,0)
— Plan de navigation. — Vaarplan . . . . .	—	—	—	749,8	—	—	—	(749,8)
5. Rééquipements. — Vernieuwingen . . . . .	—	1 696,2	315,9	—	76,5	119,7	—	2 208,3
6. Divers. — Diversen . . . . .	—	—	—	—	—	—	2 116,9	2 116,9
Totaux. — Totalen . . . . .	159,9 (1)	12 257,8	7 874,2	1 052,2	1 490,0	1 323,2	2 116,9 (2)	26 274,2

## Crédits d'engagement. — *Vastleggingskredieten*

(1) Services centraux :  
— Cabinet : 8,2;  
— Ministère : 132,4;  
— Service de renseignement et de documentation : 19,3

(2) Divers :

- Transferts : 1 566,6;
- Recherche scientifique : 37,2;
- Coopération technique militaire : 513,1

(1) Centrale diensten :  
— Kabinet : 8,2;  
— Ministerie : 132,4;  
— Inlichtings- en documentatieliedienst : 19,3.

(2) Divers :  
— Overdragen : 1 566,6;  
— Wetenschappelijk onderzoek : 37,2;  
— Militaire technische samenwerking : 513,1

TABLEAU IV  
*Présentation fonctionnelle*  
*Réquipement et infrastructure*  
*(24 738,2 millions de francs)*  
*(en millions de francs)*

TABEL IV  
*Functionele voorstelling*  
*Wederuitrusting en infrastructuur*  
*(24 738,2 miljoenen franken)*  
*(in miljoenen franken)*

	Services centraux Centrale diensten			Force terrestre Landmacht			Force aérienne Luchtmacht			Force navale Zeemacht		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1. Programmes majeurs. — <i>Hoofd-programma's</i> . . . . .	—	—	—	18 842,7	8 843,6	—	4 303,0	5 558,0	—	—	1 786,0	—
2. Programmes courants. — <i>Courante programma's</i> . . . . .	38,4	9,2	—	1 004,3	893,9	—	334,5	614,5	—	93,0	227,0	16,0
3. Infrastructure nationale. — <i>Nationale infrastructuur</i> . . . . .	—	—	—	781,0	816,0	60,0	—	—	—	52,0	77,0	2,0
4. Infrastructure internationale. — <i>Internationale infrastructuur</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Divers. — <i>Diversen</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engagements + C.N.D. — <i>Vastleggingen + N.G.K.</i> . . . . .	38,4	—	—	20 628,0	—	60,0	4 637,5	—	—	145,0	—	18,0
Ordonnancements + C.N.D. — <i>Ordonnanceringen + N.G.K.</i> . . . . .	—	9,2	—	—	10 553,5	60,0	—	6 172,5	—	—	2 090,0	18,0
<hr/>												
	Service médical Medische dienst			Interforces Intermachten			Divers —			Total Totaal		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1. Programmes majeurs. — <i>Hoofd-programma's</i> . . . . .	138,0	94,0	—	596,0	2 252,0	—	—	—	—	23 879,7	18 533,6	—
2. Programmes courants. — <i>Courante programma's</i> . . . . .	363,2	140,0	36,0	54,8	16,8	26,0	—	—	—	1 888,2	1 901,4	78,0
3. Infrastructure nationale. — <i>Nationale infrastructuur</i> . . . . .	40,0	72,0	—	246,0	442,0	25,0	—	—	—	1 119,0	1 407,0	87,0
4. Infrastructure internationale. — <i>Internationale infrastructuur</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	2 201,0	2 201,0	10,0	2 201,0	2 201,0	10,0
4. Divers. — <i>Diversen</i> . . . . .	—	—	—	500,0	500,0	—	—	—	20,2	500,0	500,0	20,2
Engagements + C.N.D. — <i>Vastleggingen + N.G.K.</i> . . . . .	541,2	—	36,0	1 396,8	—	51,0	2 201,0	—	30,2	29 587,9	—	195,2
Ordonnancements + C.N.D. — <i>Ordonnanceringen + N.G.K.</i> . . . . .	—	306,0	36,0	—	3 210,8	51,0	—	2 201,0	30,2	—	24 543,0	195,2

(1) Crédits d'engagement.  
(2) Crédits d'ordonnancement.  
(3) Crédits non dissociés.

(1) Vastleggingskredieten.  
(2) Ordonnanceringskredieten.  
(3) Niet-gesplitste kredieten.